

Débats

L'« OPTION ZÉRO »

L'Europe est au pied du mur. C'est ce qu'explique François de Rose, inquiet de l'accord soviétique sur la liquidation des euromissiles (« option zéro » et même « zéro-zéro », puisque M. Gorbatchev y inclut les missiles d'une portée inférieure à 1 000 kilomètres). Alain Lipietz ne partage pas ces craintes et dénonce le voile hypocrite du « consensus nucléaire » français.

L'Europe au pied du mur

Ce n'est que dans les contes de fées que les monstres, froids ou chauds, se métamorphosent en princes charmants

VOILA donc les Européens au pied du mur, M. Reagan disant s'en remettre à eux pour la réponse à donner à M. Gorbatchev, encore qu'il souhaite ouvertement une acceptation rapide. Il faut, pour en juger, revenir à l'essentiel.

L'Europe de l'Ouest est la cible et l'enjeu des manœuvres du Kremlin. De la discussion sur les armes stratégiques et antimissiles entre les deux superpuissances, on est passé, en quelques mois, à l'élimination des missiles à moyenne et courte portée sur le Vieux Continent. Il y a à un tour de passe-passe trop surprenant pour être imputable au hasard. Encore moins aux prétendues « concessions » de M. Gorbatchev. Où sont les concessions, si le maître du Kremlin obtient de pouvoir transférer à l'économie de son pays d'importants crédits enlevés aux militaires tout en ramenant la confrontation en Europe au seul niveau des armes classiques, et, surtout, la sourdine sur l'IDS, il donne à M. Reagan ce qui l'intéresse et jette le trouble entre Européens et Américains ?

Cassandra avait reçu le don de clairvoyance, mais les dieux lui avaient refusé le don de convaincre. Ce que n'infirmez pas, en tout cas, l'affaire des euromissiles.

Cela dit, beaucoup de points sont encore obscurs. Bien entendu, nous avons tous intérêt à ce que s'arrête ou se ralentisse une course aussi fabuleusement onéreuse qu'illusoire à la supériorité militaire d'un camp sur l'autre. Mais il faut aussi ajouter que, si longtemps que durera l'opposition idéologique et politique entre les régimes libéraux et le système totalitaire, il est vain de penser que le domaine militaire puisse échapper à ce fait de la vie. Ce qui pose le problème du contrôle qui devrait substituer une confiance réciproque aux

Précision. — Jean-Jacques Dupeyronx craint que le lecteur n'ait été abusé par le titre donné à son article (*Le Monde* du 2 mai) : « Un jeune sur quatre sans travail... une légende tenace ». Il est en fait préférable en effet de s'inspirer de la première phrase de l'article : « Un jeune sur quatre au chômage... une légende tenace ».

par FRANÇOIS DE ROSE (*)

méfiances et craintes accumulées au cours des décennies.

Tout contrôle impliquera des ingérences dans les unités, les arènes, les usines, toujours difficiles à supporter et à appliquer. (Que l'on songe seulement aux missiles que peut transporter un camion bécé.) S'agissant d'un pays de la taille de la Russie d'Europe, où la circulation des étrangers est soumise à autorisation, tout inventaire et toute vérification présenteront plus de problèmes encore.

Mais il y a plus. Un gouvernement qui ne se soumet pas au contrôle de ses propres citoyens pourra-t-il accepter celui d'étrangers dont la mission sera de s'assurer de sa bonne foi ?

Pourtant, M. Gorbatchev a annoncé que l'URSS serait d'accord pour le contrôle « le plus rigoureux ». Acceptons-en l'augure. Si cela signifie une véritable ouverture de la Russie et si le système peut s'adapter à une telle ouverture, les conséquences déborderaient largement le domaine de la maîtrise des armements.

Dénucléarisation impossible

Une seconde observation porte sur les catégories d'armes à inclure dans les accords. Les conversations portent sur les missiles à moyenne portée. Mais quid des avions à double capacité nucléaire et classique ? Ni l'OTAN ni le pacte de Varsovie ne peuvent s'en passer. Et qui empêchera les navires et sous-marins munis d'armes nucléaires de croiser dans la Baltique, la mer du Nord et la Méditerranée ?

Une dénucléarisation du théâtre européen, inacceptable au plan de la dissuasion, est, au demeurant, impossible pour les raisons à l'instar des précédentes.

Le profit à attendre d'une réduction du nombre des missiles, outre sa signification politique incontestable, devrait se traduire par une diminution du danger de première frappe désarmante pour les deux camps. C'est sans doute la première assurance que les Européens doivent demander aux Américains avec la

(*) Ambassadeur de France.

confirmation que la dissuasion, avec sa composante nucléaire, demeure pour eux, comme pour nous, la pierre angulaire du maintien de la paix. Il faudra en outre rechercher le rétablissement, dans toute la mesure du possible, du couplage entre la défense de l'Europe et le système stratégique américain et l'assurance de la continuité de la présence d'importantes forces des États-Unis de ce côté de l'Océan, qui sera toujours, pour les amis et pour les autres, la preuve que l'intérêt et l'honneur de l'Amérique y sont irrévocablement engagés.

Les semaines qui viennent risquent de poser d'un grand poids pour l'avenir de la sécurité de l'Europe. Mais elles lui offrent l'occasion d'amorcer sa remontée sur la scène internationale. C'est aussi le moment de se rappeler que les États, comme disait le général de Gaulle, sont des monstres froids.

Et ce n'est que dans les contes de fées que les monstres, froids ou chauds, se métamorphosent en princes charmants.

COURRIER DES LECTEURS

A propos des « couples mixtes »

Je voudrais vous faire part de quelques réflexions concernant le problème de l'enfant en couple mixte divorcé.

Cette lettre n'a d'autre ambition que d'apporter un éclairage différent du couple mixte habituellement donné par les médias. Mon couple peut être considéré comme « couple mixte », mon mari étant d'origine algérienne, né en France voici trente-quatre ans. Ensemble depuis dix ans, nous avons agrandi notre famille de deux enfants. Nous appartenons à ce qu'il est convenu d'appeler la classe moyenne, mon

mari étant cadre dans l'administration. (...)

Le couple mixte est un édifice fragile qui doit trouver plus que d'habitude son équilibre. Il ne faut pas se laisser aller à l'intolérance, aux médisances, au racisme latent d'une société qui divise plus qu'elle ne rassemble. Rien n'est évident, car nul n'est prophète des préjugés du milieu dans lequel il évolue. C'est la raison pour laquelle je suis intimement persuadée que toute démarche tendant à imputer l'échec d'un couple mixte à la seule différence culturelle est dangereuse.

PASCALLE BOUDMA
(Chambéry).

« L'émir Khaled, premier zaim ? Identité algérienne et colonialisme français », d'A. KOULAKSSIS et G. MEYNIER

Un déçu de la « francisation »

DANS de nombreux pays décolonisés se poursuit la quête lachetée des origines : la recherche du « père » de la nation. Cette recherche en paternité est bien plus complexe lorsque l'on songe le cas de l'Algérie, très longtemps « liée » à la France et subsistant ses effets politiques, culturels, économiques. La figure de Ferhat Abbas a longtemps dominé l'historiographie officielle, celle de Messali Hadj ayant été totalement occultée.

Et voilà que deux auteurs, l'un français, l'autre d'origine algérienne, Gilbert Meynier et Ahmed Koulikassis, nous proposent de remettre en perspective historique un autre personnage : l'émir Khaled, petit-fils du célèbre émir Abdelkader.

Arrivé en Algérie à l'âge de dix-sept ans venant de Syrie, l'émir Khaled, de son vrai nom Khaled Ben El Hachemi, se heurte à des mesquineries de toute sorte, qui lui font ressentir très vite la nécessité de se protéger par l'identité algérienne.

Le 23 mai 1919, à la tête d'une délégation d'Algériens, il remet au président Wilson, une lettre-pétition dans laquelle il demande le droit d'avoir « des délégués choisis par nous pour décider de notre sort futur sous l'égide de la Société des Nations ». Il entreprend des tournées d'explication en Algérie, se lie avec les communistes en France dans la tenue de meetings à Paris, subit la répression et se retrouve définitivement exilé en Syrie en 1925. Il y

meurt, loin de son pays, en 1936.

Alors, Khaled était-il vraiment le premier « zaim » (1), le chef charismatique que l'Algérie attendait en ce début du vingtième siècle ? Gilbert Meynier et Ahmed Koulikassis apportent une réponse tout en nuances, à l'image de leur héros.

Le personnage apparaît ambigu, comme un « déçu » de la francisation. Formation au collège des Frères lazaristes de Darnas, fréquentation des officiers aristocrates français, rapport avec le personnel politique libéral... Khaled a le profil idéal du parfait « assimilationniste » de l'époque. Et ce sont les difficultés d'intégration dans la société française, les discriminations multiples qui provoquent le repliement identitaire, le basculement vers l'affirmation de la différence algérienne. Mais l'émir Khaled ne se prononce jamais véritablement pour la séparation, l'indépendance.

En fait, Khaled agit comme un relais entre un passé qu'il faut conserver, un présent où tout se transforme et un futur qui reste à dessiner. Sa trajectoire reste significative pour qui veut comprendre l'Algérie moderne, toujours déchirée entre tradition et modernité.

KHALED MELHAA.

* Editions L'Harmattan, collection « Histoire et perspectives méditerranéennes », 379 p., 190 F.

(1) Zaim : le garant, le leader.

Les masques tombent

Immorale, irrationnelle, la dissuasion nucléaire est désavouée par ceux qui s'en réclamaient

par ALAIN LIPIETZ (*)

dans les termes. « Finît rouge que mort » ? Oui, parce que seuls les vivants peuvent résister. Laissons caqueter les belles âmes qui recommandent aux Polonais de se suicider.

Mais aujourd'hui les masques tombent : immorale, irrationnelle, la dissuasion est simplement désavouée par ceux qui s'en réclamaient. Depuis plus de vingt ans l'armée de terre refuse d'y croire, préparant une guerre nucléoclassique en Europe (avec salves d'obus nucléaires contre les rassemblements de chars). Depuis dix ans, François Mitterrand appelle à l'équilibre des SS-20 par les euromissiles américains, en Allemagne, révélant à la fois ses doutes sur la riposte du faible au fort et sa plus grande confiance dans un glacieux allemand. Aujourd'hui, ceux qui souhaitent l'« option zéro » sur les euromissiles (qui peuvent détruire Moscou en cas de crise à Berlin) se refusent à l'écarter aux obscurités (qui peuvent détruire Karlsruhe pour « protéger » Strasbourg).

Le roi est nu. Personne ne croit plus à la dissuasion nucléaire (ou alors, contre le nucléaire lui-même). On prépare la guerre sur le théâtre européen, et on veut le nucléaire. Elle sera dès lors aussi totale que la double salve mortelle des missiles stratégiques.

Alors disons-le clairement : au nom de la morale, de la raison, de

(*) Economiste, Mouvement Arc-en-Ciel.

l'évidence, bannissons le mythe de la dissuasion nucléaire, et n'atténuons pas l'apocalypse sur quelques jours de guerre nucléoclassique.

Mais alors, quelle défense ? Question qu'on eût voulu au centre de la récente campagne électorale, question ensevelie sous le mythe de la dissuasion nucléaire, ligne Maginot de notre temps. Toute défense a un double rôle : dissuasiif (avant) et actif (après l'ouverture des hostilités). Si on écarte le nucléaire (non dissuasiif, parce qu'impossible à mettre en œuvre), trois possibilités s'ouvrent.

1. La défense classique. Aléatoirement dissuasiif (l'histoire le montre). Quand on s'en sert elle marche... une fois sur deux. Et, même sans coup nucléaire, une nouvelle guerre « classique » sera bien plus atroce que la précédente...

2. La techno-guérilla (1). Fondée sur le constat que la guérilla, quoique toujours improvisée et à l'origine sans armes, est souvent victorieuse, elle fait le pari qu'une guérilla préparée à l'avance par tous les citoyens avec les moyens les plus modernes sera à coup sûr victorieuse, et donc dissuasiif. La longue neutralité de la Suède, celle de la Suisse semblent confirmer ce diagnostic. Mais la résistance active par techno-guérilla, ne nous laissons pas, laisser les survivants européens dans un champ de ruines.

3. La défense civile non violente (2). Pourvoi dissuasiif douteux, mais de grands succès à son actif comme forme de résistance (indépendance de l'Inde). C'est sans doute la plus haute forme de lutte à laquelle l'humanité puisse prétendre, en ce qu'elle vise à transformer l'agresseur et l'agressé par la force des valeurs qu'elle défend. Mais les hommes peuvent-ils devenir des saints ?

La raison et les valeurs d'une civilisation qui se veut historiquement progressiste ne peuvent conduire qu'à une combinaison principalement fondée sur les deux dernières options. Débat difficile (3), nécessaire, maintenant qu'est déchiré le voile hypocrite du « consensus nucléaire ».

(1) Alain Carton, « L'école allemande de techno-guérilla », *Cahiers d'études stratégiques* n° 5.

(2) Malin, Muller, Semella, *La Dissuasion civile*, Fondation pour les études de défense nationale.

(3) P. Lacroix, *Eviter la guerre*, La Découverte.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Bourde-Méry (1944-1969)

Jacques Fauver (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Bourde-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wonts.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Solas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-95-91-82 ou 45-95-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL — SUISSE, TUNISIE

594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

Le Monde

TELEMATIQUE

Composé 26-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde 0395 700-910 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde
c/o Speedprint, 45-46 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at
New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedprint U.S.A.,
P.M.C., 45-46 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

PROPOSITIONS AUX PROPOSÉS

Reagan estime possible en matière d'armes stratégiques cette...

M. Reagan a déclaré lors de sa campagne électorale que la dissuasion nucléaire était une « option zéro » et même « zéro-zéro », puisque M. Gorbatchev y inclut les missiles d'une portée inférieure à 1 000 kilomètres. Alain Lipietz ne partage pas ces craintes et dénonce le voile hypocrite du « consensus nucléaire » français.

Parlez-vous le SRINP

Le SRINP (Système de Recherche et d'Information Nucléaire) est un système de recherche et d'information nucléaire qui permet de suivre l'évolution des armements nucléaires et de les classer par type, par pays, par portée, etc. Il est conçu pour être utilisé par les décideurs politiques et militaires.

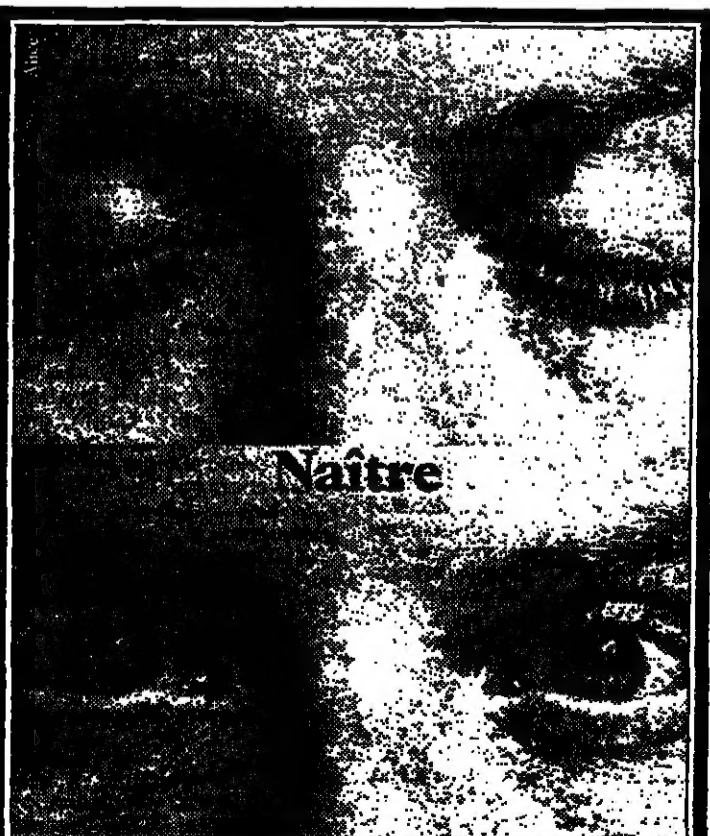
Le SRINP est un système de recherche et d'information nucléaire qui permet de suivre l'évolution des armements nucléaires et de les classer par type, par pays, par portée, etc. Il est conçu pour être utilisé par les décideurs politiques et militaires.

Le SRINP est un système de recherche et d'information nucléaire qui permet de suivre l'évolution des armements nucléaires et de les classer par type, par pays, par portée, etc. Il est conçu pour être utilisé par les décideurs politiques et militaires.

Il affirme que M. Mitterrand est pris à son propre piège

Le député de l'Alsace, M. Jean-Pierre Chevènement, a déclaré que M. Mitterrand est pris à son propre piège. Il a accusé le président de vouloir imposer une politique de paix à tout prix, même au prix de la sécurité nationale.

Le député de l'Alsace, M. Jean-Pierre Chevènement, a déclaré que M. Mitterrand est pris à son propre piège. Il a accusé le président de vouloir imposer une politique de paix à tout prix, même au prix de la sécurité nationale.



REVUE « CORPS ÉCRIT » N° 21.

Naître et renaître, l'éternel commencement et l'éternel recommencement de William Butler Yeats à Alain de Gourcuff, de René Frydman à Jean Roy.

Revue « Corps écrit » dirigée par Béatrice Didier. 182 pages - 89 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Chap. 1111150

Les réactions aux propositions de M. Gorbatchev sur le désarmement

M. Reagan estime possible un accord sur les armes stratégiques cette année

Le président Ronald Reagan a déclaré, le lundi 4 mai, dans un communiqué, qu'il était persuadé qu'un accord pourrait être conclu d'ici cette année sur la réduction des armes stratégiques (START) si les Soviétiques faisaient un effort. Le président américain a aussi confirmé que les États-Unis déposeraient sous peu un projet de traité sur les START qui réduiraient les accords conclus lors du sommet de Reykjavik l'an dernier et répondra aux préoccupations exprimées par la suite par les Soviétiques.

A la veille de la reprise des négociations de Genève sur les armes stratégiques et spatiales (NST), M. Reagan a indiqué : « Nous avons fait de grands progrès dans les START. Je suis fermement convaincu qu'un accord sur les START est à notre portée, même cette année, si les Soviétiques sont prêts à résoudre les questions importantes qui restent », notamment les sous-limites pour les ogives des missiles balistiques.

M. Reagan a précisé que les négociations américaines mettraient sur la table des propositions présentées à Moscou par le secrétaire d'État, M. George Shultz, notamment un engagement des deux parties à ne pas se retirer du traité ABM jusqu'en 1994. Cet engagement sera lié à des réductions de 50 % des armes stratégiques sur sept ans. Les deux parties seraient libres de se retirer du traité en cas de violation ou de menace envers leurs « intérêts suprêmes ». Après 1994, les deux pays seraient libres de déployer des systèmes défensifs du type bouclier spatial étudié par Washington. — (AFP.)

Parlez-vous le SRINF ?

Qu'est-ce que « l'option zéro » ? Le SS-21 fait partie des SRINF ou des SNF ? Le contrôle ou la maîtrise des armements (armes contrôlées) est un jargon, mais l'on est sûr, avec les dernières phases de la négociation sur les armes nucléaires, en plein développement. Et aussi dans la confusion, car le vocabulaire actuel reflète plus les strates de l'histoire de ces négociations que des considérations logiques.

Ainsi, tous les armements qui n'étaient pas stratégiques (donc d'une portée inférieure à 5 000 ou 6 000 kilomètres) avaient été désignés par les négociateurs américains comme des « armes nucléaires de théâtre » ou TNA (theater nuclear weapons). Le terme de « théâtre » paraissant un peu léger pour parler d'une guerre nucléaire, il avait été remplacé au début des années 80 par « intermédiaire ».

Les TNA étaient donc devenus des « IFN » (intermediate nuclear forces), en français des FNI (forces nucléaires intermédiaires). Cela dit, on s'aperçoit vite que les FNI se divisent en plusieurs catégories selon la portée des armes :

- 1) Les FNI « longues », c'est-à-dire portant à plus de 1 000 kilomètres. D'où l'appellation de LRINF (long range intermediate nuclear forces) donnée aux SS-20 soviétiques, puis aux Pershing-2 et missiles de croisière américains déployés en Europe après 1983. Des armes que l'on appelle encore « fusées à moyenne portée », comme les Soviétiques, puis simplement encore « euromissiles », puisqu'elles étaient surtout déployées en Europe.
- 2) Les FNI « moins longues », mais que l'on a divisées récemment en deux nouvelles catégories selon que leur portée dépasse ou non les 500 kilomètres. Au-dessus de ce seuil, les armes sont toujours « intermédiaires », mais à « courte portée ». D'où la terminologie de SRINF (short range intermediate nuclear forces), qui évoque les « armes de théâtre » et, pour cette raison, l'on traduit parfois en français par « armes de théâtre ».

M. Barre affirme que M. Mitterrand est « pris à son propre piège »

De retour d'un voyage en Amérique latine, M. Raymond Barre, interrogé lundi matin 4 mai par RTL, a affirmé que le président de la République, auteur de la formule « Ni Pershing ni SS-20 », est, face aux propositions soviétiques de désarmement en Europe, « pris à son propre piège » et que « la diplomatie française ne peut qu'être dans l'embarras ». Pour l'ancien premier ministre, « il a été bien imprudent pour la France de se lancer dans une croisade pour l'installation des Pershing dans les pays de l'OTAN alors que nous n'étions pas directement concernés ».

L'ancien premier ministre a estimé qu'en matière de sécurité européenne la coopération entre la France et les pays européens membres de l'alliance atlantique « pourrait être renforcée dans le cadre d'une défense plus efficace de l'Europe ». Selon lui, il faut « faire à nos partenaires européens des propositions à la mesure des problèmes de fond », et en particulier « proposer à l'Allemagne fédérale un statut qualitatif dans l'expression de notre solidarité commune », sans pour autant la laisser accéder à la force de dissuasion française. « Je ne vois pas pourquoi la France étendrait sa garantie nucléaire alors que les États-Unis eux-mêmes se sont toujours refusés à le faire », a-t-il observé.

Les propositions soviétiques de désarmement risquent, a-t-il indiqué, de « couper le lien organique qui existe entre la défense de l'Allemagne occidentale et la défense des États-Unis ». « Ce qui apparaît, à l'heure actuelle, comme le règlement du problème des SS-20 et des Pershing a toutes chances d'être le début d'un engrenage désastreux qui conduirait à la dénucléarisation progressive de notre continent, c'est-à-dire qui accroitrait la vulnérabilité totale de notre continent », a poursuivi l'ancien premier ministre.

Le député du Rhône a enfin affirmé qu'il a « toujours considéré que la France et l'Europe occidentale devaient chercher à réduire les tensions » en Europe « par une politique de dialogue et de coopération » avec l'Est. Or, a-t-il souligné, cette politique « n'est possible que si l'équilibre existe en matière de sécurité entre l'ouest et l'est de l'Europe ».

Convergence de vues entre Paris et Pékin

PÉKIN de notre correspondant

Recevant, le mardi 5 mai, le ministre français des affaires étrangères, M. Deng Xiaoping s'est félicité du souci commun des deux pays de maintenir la paix, qui explique que tous deux se soient dotés d'un armement nucléaire limité en puissance, mais dissuasif. M. Deng a souligné la révolution culturelle qui a provoqué un retard considérable dans le développement de la Chine.

M. Jean-Bernard Raimond, qui effectuait la première visite à caractère politique d'un membre du gouvernement chinois en France, s'est aussi entretenu avec M. Zhao Ziyang, premier ministre et secrétaire général par intérim du PCC, avec le vice-premier ministre Li Peng et avec son collègue M. Wu Xueqian. M. Raimond devait gagner mardi le Pakistan pour la deuxième étape de son voyage.

Le numéro un chinois avait rencontré la veille le vice-président roumain, M. Manea Mănescu, et avait déjà profité de l'occasion pour préciser les vues de Pékin sur le désarmement, présent Washington et Moscou de « maintenir leur dialogue, qui, après tout, vaut mieux qu'un conflit. Le désarmement n'est pas la tension, un désarmement à petite échelle vaut mieux que pas de désarmement du tout ».

Dans ce domaine, il ressort des conversations de M. Raimond à Pékin que Français et Chinois font une analyse convergente. Les Chinois portent un jugement très prudent sur la nouvelle équipe au pouvoir à Moscou, par son style réformiste qui, pour le moment, ne s'accompagne toutefois pas d'un changement de fond sur des problèmes « prioritaires pour Pékin », comme l'Afghanistan ou le Cambodge.

La Chine, puissance nucléaire, demeure attachée à un désarmement global (nucléaire et conventionnel) et simultanément en Europe et en Asie. Elle serait la première victime d'un accord permettant à l'URSS de déployer ses fusées vers l'Extrême-Orient. M. Wu a répété que Soviétiques et Américains devaient tenir compte des intérêts des autres pays, petits et moyens. Les Chinois sont, par ailleurs, persuadés que l'URSS dispose de son propre programme d'IDS (Initiative de défense stratégique), même si elle garde le mystère à ce propos. A l'initiative de la France, des consultations bilatérales régulières sur les questions stratégiques et de désarmement devraient être organisées.

M. Raimond comme ses interlocuteurs se sont dit désireux de remédier à la médiocrité des relations commerciales franco-chinoises. Mais ce ne sera pas facile, la France ayant, l'an dernier, reculé au onzième rang des partenaires commerciaux de la Chine, derrière les grands pays européens. L'arbre ne doit pas cacher le forêt, et les gros contrats (centrale nucléaire, télécommunications, locomotives, etc.) ne sauraient pallier l'indigence du « commerce courant ».

M. Zhao Ziyang a proposé une amplification de la coopération entre petites et moyennes entreprises, en particulier par la création croisée de bureaux de représentation permettant à des firmes ne disposant pas de fonds nécessaires pour prospecter les marchés de bénéficier d'un réseau d'informations et de contacts. Mais cela suffirait-il pour redonner aux exportateurs français une meilleure compétitivité et un plus grand dynamisme ? Pour faciliter un peu plus les choses, les deux pays ont signé une « convention d'entraide judiciaire civile et commerciale », une première pour la Chine.

M. Raimond était porteur d'un message de M. Chirac pour MM. Deng et Zhao. Le premier ministre français avait l'intention de se rendre en Chine à l'automne. Mais si le principe reste acquis, aucune décision n'a été prise.

PATRICE DE BEER.

« Visite officielle du numéro un bulgare à Pékin. — Le président et chef du Parti communiste de Bulgarie, M. Todor Jivkov, a entamé, le mardi 5 mai, à Pékin, une visite officielle de six jours qui marque l'aboutissement d'un processus de normalisation des relations de la Chine avec tous les pays européens alliés de l'Union soviétique. Le dirigeant bulgare, dont le pays est considéré comme le plus fidèle allié de Moscou, doit rencontrer tous les plus hauts dirigeants chinois pendant sa visite. Sa visite est la première d'un président bulgare depuis la fondation de la Chine populaire en 1949. — (AFP.)

Passation de pouvoir à la Croix-Rouge. M. Cornelio Sommaruga remplace M. Alexandre Hay à la présidence du CICR. GENEVE de notre correspondante

M. Cornelio Sommaruga, diplomate tessinois, a quitté ses fonctions de secrétaire d'Etat aux affaires économiques extérieures à Berne pour devenir le nouveau président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). La dernière conférence de presse de son prédécesseur, tenue le lundi 4 mai, a permis à celui-ci de faire le bilan de l'action de la Croix-Rouge sous son autorité : répondant à une question sur la possibilité d'une troisième guerre mondiale, M. Alexandre Hay a déclaré, à titre personnel : « Nous y sommes déjà ».

Soulignant l'existence de nombreux foyers de violence dans le monde, M. Hay a surtout insisté sur le manque de moyens financiers de la Croix-Rouge : certes, le budget du CICR s'élève à 334 millions de francs suisses, mais tant la chute du dollar que la politique de désengagement de Washington à l'égard des organisations internationales sans ressources propres requièrent de trouver d'autres sources de financement.

Le récent voyage effectué à Moscou par M. Hay lui a fourni l'occasion de souligner la possibilité d'une participation de l'URSS à ce financement lors d'entretiens avec M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères. Cette participation aurait un double avantage : elle renforcerait le caractère neutre de l'organisation et pourrait, à terme, décider les autres pays de l'Est à y participer également. De même, la très faible contribution de certains pays arabes pourrait être augmentée.

M. Cornelio Sommaruga a repris à son compte les déclarations de son prédécesseur, puis a précisé que son action future serait celle de la constance, de la rigueur et de l'humilité convenant à une des nombreuses organisations humanitaires existant à ce jour.

AUTRICHE

M. Waldheim souhaite qu'une commission d'experts désignés par lui se penche sur son passé

VIENNE de notre correspondant

Le président autrichien, M. Kurt Waldheim, a annoncé le lundi 4 mai qu'il est décidé à porter plainte contre des organes de presse américains et autrichiens à la suite des « diffamations monstrueuses » dont il estime être victime. M. Waldheim a indiqué que ses avocats lui avaient conseillé jusqu'à présent de ne pas intervenir dans une procédure en cours, mais que la décision américaine de le placer sur une « liste d'observation » lui interdisait l'entrée aux États-Unis lui ôte toute raison d'hésiter.

Le président a en même temps annoncé la constitution d'une commission d'historiens militaires « choisis par nous ». Cette décision a été accueillie avec un certain scepticisme dans le milieu des historiens autrichiens. M. Simon Wiesenthal, directeur du Centre de documentation juif à Vienne, a estimé, de son côté, qu'une telle commission « n'aurait aucune valeur », dans la mesure où ses membres seraient choisis par M. Waldheim lui-même ou par le gouvernement autrichien. Il a proposé de laisser à l'Institut

d'histoire militaire de Fribourg-en-Brisgau (RFA) le soin de constituer ce groupe. Le travail de ces experts devrait avoir des conséquences politiques. « Si la commission arrive à la conclusion que M. Waldheim n'a pas été impliqué dans des crimes de guerre, les autorités américaines doivent revenir sur leur observation de le mettre sur la liste d'observation et de lui interdire l'entrée aux États-Unis. Si, en revanche, elle arrive à des résultats contraires et constate que M. Waldheim avait donné l'ordre de tuer ou avait participé d'une autre manière à des crimes de guerre, je réclame pour moi le droit de demander sa démission », a dit M. Wiesenthal.

Le président du Conseil central des juifs d'Allemagne, M. Werner Nachmann, a annoncé, dans une interview à un quotidien allemand, qu'il demandera au comité exécutif du Congrès juif mondial, qui doit se réunir mercredi et jeudi à Budapest, de publier des preuves contre M. Waldheim. Dans la mesure où il n'y a pas de preuves, a dit M. Nachmann, il demandera « d'arrêter la campagne contre M. Waldheim qui nuit aux juifs ».

WALTRAUD BARYLL.

TURQUIE

Le président Kenan Evren reporte son voyage aux États-Unis

Ankara (AFP). — Le président turc, M. Kenan Evren, a annoncé le lundi 4 mai à Ankara, le report d'une visite officielle qu'il devait effectuer fin mai aux États-Unis, en raison de la situation politique en Turquie. Selon un communiqué du ministère des affaires étrangères, M. Evren, qui avait été invité par le président Reagan, pourrait se rendre aux États-Unis en août prochain. La date de la visite doit être fixée par voie diplomatique.

Cette visite serait la première du chef de l'Etat turc dans un pays occidental depuis le coup d'Etat militaire de 1980 dont il fut l'instigateur avant d'être élu président en 1982.

La décision de M. Evren de reporter son voyage est intervenue après l'annonce par le premier ministre, M. Turgut Özal, de l'éventuelle organisation d'un référendum en vue d'amender la Constitution de 1962 qui pourrait intervenir en juin.

« La signature de M. Waldheim sur des tracts antisémites ? — La signature de M. Kurt Waldheim se trouve au bas d'un projet de texte pour des tracts antisémites rédigés en 1944, ce qui a notamment motivé la décision du ministère américain de la justice, a affirmé, le lundi 4 mai, l'hebdomadaire autrichien Profil. Selon ce dernier, M. Neil Sher, chef du bureau des enquêtes spéciales du ministère américain de la justice (OSI) « a écrit avoir reconnu la signature en abrégé de M. Waldheim au bas d'un projet de texte » pour ces tracts. L'hebdomadaire indique que le ministère américain de la justice « n'a pas été convaincu » par une expertise graphologique que M. Waldheim lui avait adressée pour prouver que l'abréviation « Wal » figurant sur le projet de texte incriminé n'était pas de sa main.

L'hebdomadaire rapporte, d'autre part, que, selon les recherches menées par M. Sher, « M. Waldheim aurait été impliqué, en mai 1942, en tant qu'officier de liaison du groupe de combat Badar de la division italienne Fustaria dans la déportation de quatre cent quatre-vingt-quatre civils de Bosnie ». — (AFP.)

LA RECHERCHE

NUMERO SPECIAL

LES VACCINS DU FUTUR
par C. Bono

LA MANIPULATION DES PLANTES
par J. Tempe et J. Schell

LA BIOCONVERSION
DE L'ENERGIE SOLAIRE
par P. Tapie et A. Vermiglio

LE GENIE GENETIQUE
par J. Davies

LES REACTEURS BIOLOGIQUES
par M.R. Willemot et G. Durand

ENZYMES ET CHIMIE FINE
par S. Sicre

LES ANIMAUX TRANSGENIQUES
par L.M. Houdebine

LES BIOTECHNOLOGIES
ET LA BIO-INDUSTRIE
par A. Sasson

LA LEVURE
par C. Gaillardin et H. Heslot

LA CULTURE DES CELLULES
VEGETALES
par V. Petiard et A. Barlaud-Fontanel

LES NOUVEAUX DIAGNOSTICS
BIOLOGIQUES
par B. Dodel

DES BACTERIES POUR EXTRAIRE
DES METAUX
par J. Berthelin

LA BIOTECHNOLOGIE
DES ADDITIFS ALIMENTAIRES
par P. Langley-Danysz

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DE L'HORMONE DE CROISSANCE
par W. Roskam

N° 188 MAI 1987 32 F

Le Monde

ABONNEMENTS
BP 507 09
75412 PARIS CEDEX 12
TEL : (1) 42-47-88-71

France 364 F 672 F
Tous pays étrangers 742 F 1 087 F
Pays de l'Est 672 F 1 087 F
Etranger 972 F 1 447 F

Le Monde
TELEMATIQUE
Composé 36-15 - 1987

Amériques

ÉTATS-UNIS : des révélations de «The Observer» sur «Irangate»

Une nouvelle version du voyage de M. McFarlane à Téhéran en 1986

On savait que lorsqu'il se rendit à Téhéran, en mai 1986, M. McFarlane, l'ancien conseiller du président Reagan pour les questions de sécurité, avait dans ses bagages une bible et un gâteau en chocolat sur lequel était dessinée une croix. Ces présents et quelques autres, notamment une petite arme de poing, étaient censés symboliser aux yeux de ses interlocuteurs la volonté des États-Unis de rétablir avec l'Iran des relations plus ouvertes et de plus grande confiance.

Jusqu'à présent, ce voyage a toujours été présenté, du côté officiel américain, comme une tentative, maladroite peut-être, mais en tout cas sincère, de nouer des liens avec des éléments «modérés» du régime khomeiniste dans le but, à long terme, d'obtenir la libération des otages américains détenus à Beyrouth.

Si l'on en croit *The Observer*, cette expédition, déjà extravagante en soi, aurait toutefois comporté des aspects encore plus ahurissants, et les intentions de M. McFarlane n'auraient pas été aussi naïves qu'elles ont été décrites. Selon l'hebdomadaire londonien, en effet, l'ancien conseiller de M. Reagan se serait, en réalité, rendu à Téhéran pour convaincre les Iraniens de ne pas livrer aux Soviétiques les noms des agents de la CIA au Proche-Orient, dont ils avaient eu connaissance grâce aux aveux extorqués sous la torture à Williams Buckley.

COMMENT LE FMI DOMINE LE MONDE

Le secrétaire général de l'Union des banques arabes démonte les mécanismes qui permettent aux cinq Grands de contrôler trois continents.

Dans le numéro de mai d'ARABES, en kiosque et en librairie, 78, rue Joffroy, 75017 Paris.

l'ancien chef de l'organisation à Beyrouth.

En échange d'un tel engagement de la part des khomeinistes, M. McFarlane aurait promis à Téhéran de leur livrer des informations militaires secrètes de nature à l'aider dans sa guerre contre Bagdad, d'accroître les ventes clandestines d'armes américaines au régime iranien et de maintenir le secret sur ces délicates transactions.

Le principal interlocuteur de M. McFarlane n'aurait pas été, comme l'a toujours affirmé M. Reagan, un dirigeant iranien de second ou troisième plan, mais l'un des personnages les plus importants du régime, M. Rafsanjani, le président du Parlement. Les entretiens se seraient déroulés au sixième étage

de l'Independence Hotel à Téhéran, et le lieutenant-colonel North, qui accompagnait M. McFarlane dans ce voyage à hauts risques, en aurait été exclu.

Toutes ces informations seraient en possession, selon *The Observer*, à la fois du procureur spécial, M. Lawrence Walsh, et de la commission du Sénat qui enquête sur cette affaire. En bonne logique, les auditions publiques, qui devaient commencer le mardi 5 mai au Congrès, devraient donc permettre de vérifier ce qu'il en est. En revanche, la commission Tower, qui avait été nommée à la fin de l'année dernière pour faire un rapport sur le scandale, n'aurait pas eu vent des entretiens McFarlane-Rafsanjani.

M. L.

CANADA : l'accord constitutionnel

L'opposition dénonce «les dangers de balkanisation» du pays

MONTREAL de notre correspondante

Accueillie dans un premier temps avec une certaine faveur dans l'opinion, l'entente de principe signée la semaine dernière en vue de l'adoption du Québec à la Constitution canadienne suscite de plus en plus l'inquiétude des partis d'opposition, qui dénoncent «les dangers de balkanisation» du Canada.

Le droit — initialement réclamé par le Québec, mais finalement concédé à toutes les provinces — de rejeter un programme associant les niveaux fédéral et provincial tout en obtenant des compensations financières sous le glas de toute politique nationale et compromettre l'harmonisation des programmes économiques ou sociaux à travers le pays, estiment le Parti libéral et le Parti néo-démocrate.

Le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, mise, quant à lui, sur les vertus de la concertation. Il estime de toute façon que d'éventuelles modifications de ce texte,

parce qu'elles touchent aux fondements même du fédéralisme, nécessitent l'accord de chacune des provinces.

A Montréal, le chef du Parti québécois (opposition), M. Pierre-Marc Johnson, a invité les milieux indépendantistes et syndicaux à se mobiliser massivement contre «le monstre du lac Meech», avant que l'entente (conclue non loin de ce lac situé près d'Ottawa) ne soit entérinée par une nouvelle conférence des premiers ministres fédéral et provinciaux, le 29 mai. A ses yeux, la reconnaissance du «caractère distinct» de la société québécoise ne garantit en rien la compétence exclusive du Québec à légiférer en matière linguistique et ne protège aucunement le code civil en vigueur dans la province.

L'ancien premier ministre et fondateur du Parti québécois, M. René Lévesque, est resté plus mesuré. Il considère que l'accord intervenu n'est «ni très bon ni catastrophique».

MARTINE JACOT.

Proche-Orient

ISRAËL : le débat sur la conférence de paix

Le gouvernement appelé à trancher entre M. Shamir et M. Pérès

M. Yasser Arafat, le chef de l'OLP, estime qu'il ne saurait y avoir de conférence de paix au Proche-Orient sans une participation de son organisation. «Qui peut garantir la paix sans l'OLP», a-t-il souligné, le lundi 4 mai, lors d'une conférence de presse au Koweït. Il a, d'autre part, cherché à minimiser le différend qui l'oppose à l'Égypte depuis que le Conseil national palestinien, réuni fin avril à Alger, a adopté une résolution définissant ses rapports avec Le Caire en fonction de l'éloignement de celui-ci des accords de Camp David. L'Égypte a répliqué en fermant les bureaux de l'OLP sur son territoire. «Le président Mousbarak est un homme bon et noble, je suis fier de lui», a notamment dit M. Arafat, assurant que la question des relations, entre

l'OLP et l'Égypte devait être abordée «avec calme».

A Beyrouth, le chef spirituel du Hezbollah (intégristes chiites pro-iraniens), a vivement dénoncé à la fois les travaux du CNP — «Nous ne voyons pas la légitimité d'une ligne révolutionnaire» — et le projet de conférence de paix au Proche-Orient, qui signifierait, dit-il, «les fautes de la cause palestinienne».

A Jérusalem, le ministre des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, a assuré qu'il existait bien un document sur un accord, agréé par les États-Unis, relatif à la convocation et aux modalités d'une conférence de paix au Proche-Orient. — (AFP.)

JÉRUSALEM de notre correspondant

M. Shimon Pérès est décidé à aller vite en besogne. Le ministre des affaires étrangères devait soumettre, au début de la semaine prochaine, au cabinet restreint le «document de travail» américain tel qu'il a été, selon lui, approuvé par la Jordanie, traçant le cadre d'une éventuelle conférence internationale de paix au Proche-Orient. Le cabinet restreint comprend dix ministres, cinq travaillistes et cinq membres du Likoud (droite nationaliste). C'est à lui qu'il revient de trancher en dernier ressort les graves litiges opposant les deux principaux partis de la coalition gouvernementale.

En attendant cette heure de vérité, M. Pérès affirme vouloir donner au chef du gouvernement, M. Itzhak Shamir, une «dernière chance» d'accepter les propositions américaines. Il devait s'efforcer d'emporter sa conviction au cours du conseil des ministres de ce mardi 5 mai, mais ne semblait se faire aucune illusion sur ses chances de succès. Les cérémonies marquant lundi le trentième anniversaire de la fondation de l'État juif ont, en effet, fourni l'occasion aux dirigeants des deux camps en présence de réaffirmer encore plus net-

tement leurs positions. Elles semblent irréconciliables.

Pour M. Pérès, aucun doute : Israël doit à tout prix saisir au vol la «chance historique» qui se présente à lui d'ouvrir avec la Jordanie une négociation sur la question palestinienne. «Le cabinet», a-t-il déclaré lundi, doit décider cette semaine s'il veut des négociations de paix. La semaine en cours sera décisive. Il n'y a aucune raison de repousser l'échéance. Les déclarations du gouvernement jordanien fournissent une occasion en or de promouvoir le processus de paix. Il y a des changements et des progrès. MM. Shamir et Sharon sont les seuls à ne pas les voir.

Dans une interview au journal *Haaretz*, M. Pérès énumère les principales raisons de son optimisme. Il souligne que le document de travail accepté, selon lui, par Amman permettra une négociation directe israélo-jordanienne dont l'OLP sera exclu. Dans sa déclaration dimanche 3 mai, le premier ministre jordanien, M. Zaid Rifai, réaffirmait la nécessité pour l'OLP de soumettre aux conditions posées par Washington (le *Monde* du 3 mai) : approbation des résolutions 242 et 338 de l'ONU, renonciation «à la violence et au terrorisme».

Ce rappel solennel par Amman d'exigences inacceptables par la centrale palestinienne, note

M. Pérès, conduit *ipso facto* à l'écart de la conférence. Israël, ajoute-t-il, se voit, en outre, reconnaître le droit de quitter à tout moment la conférence si celle-ci tentait de lui imposer une solution. Semblant s'abandonner dans le sens de M. Pérès, M. Thomas Pickering, ambassadeur américain à Tel-Aviv, a estimé lundi qu'il «existait maintenant une très bonne chance» de réunir une conférence.

D'un avis totalement contraire, M. Shamir tente avec peine de ralentir le mouvement. Il cherche à gagner du temps et assure ne pas voir l'utilité, pour son gouvernement, de débattre d'un projet qui est loin d'être clair. «Il est absurde, disait-il lundi, de se quereller, voire d'envisager une rupture de la coalition, à propos d'une proposition incomplète, si c'est pour découvrir ensuite que nous n'avons aucune raison valable de nous exciter».

Dans une interview à Maariv, parallèle à celle de M. Pérès, le premier ministre explique pourquoi il doute et s'inquiète : les Soviétiques, dit-il, n'accepteront jamais une conférence internationale dépourvue de pouvoirs réels ; la Jordanie n'a pas explicitement consenti à des négociations directes ; il est difficile de croire qu'une fois la conférence ouverte Israël pourrait s'en retirer si facilement au cas où les choses tourneraient mal pour lui.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Afrique

Commentaire éditorial

Rencontre Chadli-Hassan II les résultats escomptés

La rencontre entre le roi Hassan II et le président Chadli Bendjedid, à Alger, le 4 mai, a été l'un des événements les plus importants de la semaine. Elle a permis de constater que les relations entre l'Algérie et le Maroc, après une longue période de tension, commencent à se débloquer. Les deux dirigeants ont échangé des vues sur la situation régionale et internationale, et ont souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord.

Le roi Hassan II a exprimé sa satisfaction quant à l'évolution des relations algéro-marocaines, et a souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord. Il a également souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord. Le président Chadli Bendjedid a répondu que l'Algérie était prête à poursuivre ses efforts pour améliorer les relations avec le Maroc, et a souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord.

La visite du roi Hassan II en Algérie a été l'occasion pour les deux dirigeants d'échanger des vues sur la situation régionale et internationale, et de souligner l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord. Le roi a également souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord.

Le roi Hassan II a exprimé sa satisfaction quant à l'évolution des relations algéro-marocaines, et a souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord. Il a également souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord.

Le roi Hassan II a exprimé sa satisfaction quant à l'évolution des relations algéro-marocaines, et a souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord. Il a également souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord.

Le roi Hassan II a exprimé sa satisfaction quant à l'évolution des relations algéro-marocaines, et a souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord. Il a également souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord.

Le roi Hassan II a exprimé sa satisfaction quant à l'évolution des relations algéro-marocaines, et a souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord. Il a également souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord.

Le roi Hassan II a exprimé sa satisfaction quant à l'évolution des relations algéro-marocaines, et a souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord. Il a également souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord.

Le roi Hassan II a exprimé sa satisfaction quant à l'évolution des relations algéro-marocaines, et a souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord. Il a également souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord.

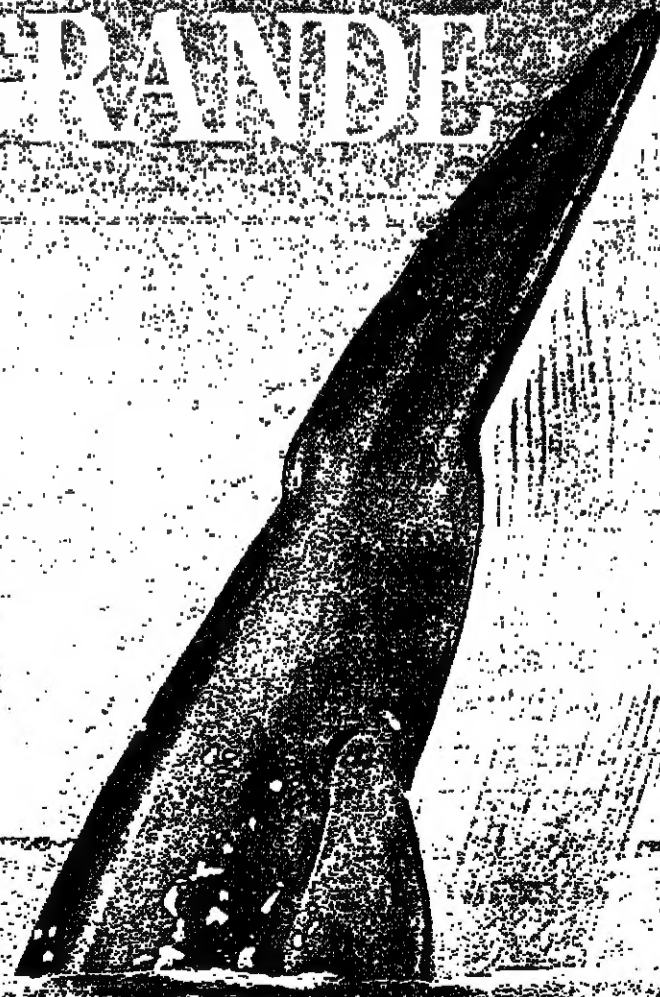
Le roi Hassan II a exprimé sa satisfaction quant à l'évolution des relations algéro-marocaines, et a souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord. Il a également souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord.

Le roi Hassan II a exprimé sa satisfaction quant à l'évolution des relations algéro-marocaines, et a souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord. Il a également souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord.

Le roi Hassan II a exprimé sa satisfaction quant à l'évolution des relations algéro-marocaines, et a souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord. Il a également souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord.

Le roi Hassan II a exprimé sa satisfaction quant à l'évolution des relations algéro-marocaines, et a souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord. Il a également souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la paix et la stabilité en Afrique du Nord.

POUR SAUVER UNE GRANDE IDÉE



Fort et précieuse, libre et généreuse, la Sécurité Sociale est notre bien à tous. Participons aujourd'hui à son avenir comme elle participe à notre quotidien. Les États Généraux de la Sécurité Sociale, c'est nous, ensemble.

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

DESTINATIONS A PRIX CHARTER

NEW YORK
GUADALAJARTE
BOSTON
GUADALAJARTE
LOS ANGELES
GUADALAJARTE
MEXICO
GUADALAJARTE

CHARTER AIR

SEULS LES PRIX SONT CHARTER

Chadli à trancher et M. Pérès

Le sommet algéro-marocain devait être abordé...

À Beyrouth, le chef spirituel du Hezbollah chiite pro-iranien, a été invité à la fois les travaux du CNP et à la conférence de paix. Le projet de conférence de paix, qui s'ouvrira à Jérusalem, dit-il, est une conférence de paix au Proche-Orient.

À Jérusalem, le ministre des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, a assuré qu'il n'y a pas de document sur un accord, après la conférence de paix au Proche-Orient.

Elles sont au doute : sur la volée, le président M. Mitterrand a dit qu'il n'y avait pas de document sur un accord, après la conférence de paix au Proche-Orient.

Le journal a déclaré que le président M. Mitterrand a dit qu'il n'y avait pas de document sur un accord, après la conférence de paix au Proche-Orient.

Le journal a déclaré que le président M. Mitterrand a dit qu'il n'y avait pas de document sur un accord, après la conférence de paix au Proche-Orient.

Le journal a déclaré que le président M. Mitterrand a dit qu'il n'y avait pas de document sur un accord, après la conférence de paix au Proche-Orient.

Le journal a déclaré que le président M. Mitterrand a dit qu'il n'y avait pas de document sur un accord, après la conférence de paix au Proche-Orient.

Le journal a déclaré que le président M. Mitterrand a dit qu'il n'y avait pas de document sur un accord, après la conférence de paix au Proche-Orient.

Le journal a déclaré que le président M. Mitterrand a dit qu'il n'y avait pas de document sur un accord, après la conférence de paix au Proche-Orient.

Afrique

Commentée sèchement à Alger

La rencontre Chadli-Hassan II ne paraît pas avoir eu les résultats escomptés par le roi Fahd

La rencontre entre le roi Hassan II et le président Chadli ne paraît pas avoir eu les résultats escomptés par le roi Fahd. Elle s'est achevée au bout de quelques heures, dans l'après-midi du lundi 4 mai, alors que certaines sources laissent entendre, lundi matin, qu'elle pouvait durer deux jours. Ce sommet tripartite n'a finalement pas eu lieu à Oujda, mais sur la frontière. Selon l'envoyé spécial de l'AFP, M. Chadli et le roi Hassan II disposaient chacun de leur tente personnelle,

ALGER
de notre correspondant

L'histoire bégayerait-elle ? Le sommet algéro-marocain du 26 février 1983 avait été précédé, en novembre 1982, d'une visite en Algérie du roi d'Arabie saoudite, ainsi que d'une rencontre entre le président Chadli et M. Ahmed Bensouda, conseiller du roi Hassan II, en marge du Conseil national palestinien de février 1983 à Alger. La décision de tenir le second - le lundi 4 mai - a été arrêtée lors de la visite officielle du roi Fahd à Alger les 11 et 12 mars dernier, et les ultimes préparatifs bouclés le 21 avril, quand le président Chadli a reçu M. Ahmed Bensouda... en marge du dix-huitième CNP.

Le parallèle pourrait s'arrêter là, puisque le premier sommet ne mettait en présence que deux acteurs, le roi du Maroc et le président de la République algérienne, alors que dans le second le rôle d'entremetteur était dévolu au souverain saoudien. Mais la similitude demeure car il semble que le second soit un échec, comme le premier, même si le communiqué commun précise que « le président Benjedid Chadli et le roi Hassan II sont convenus de poursuivre les rencontres entre les deux pays frères pour résoudre les problèmes en suspens ».

Un « hommage » au roi Fahd

L'agence officielle Algérie Presse Service, après avoir diffusé ce communiqué, a publié un long commentaire indiquant que « le sommet tripartite fut pour le président Benjedid Chadli une nouvelle occasion d'exprimer en toute clarté la position connue de l'Algérie au sujet du conflit du Sahara occidental ». L'APS précise qu'au cours de ce sommet, « l'Algérie n'entendait à aucun moment négocier, stipuler ou décider pour autrui ». Car elle a, « dans sa propre histoire, refusé à d'autres le droit de s'approprier sa voix et de délibérer pour elle de son destin », ce qui la rend « naturellement respectueuse du droit souverain des représentants du peuple sahraoui de parler et de décider pour eux-mêmes ».

L'APS souligne que « l'Algérie était et reste animée d'une conviction ferme en la vanité de toute option militaire pour le règlement du conflit du Sahara occidental, toutes les données politiques, comme celles du terrain, démontrant à profusion que seule la voie négociée est celle qui conduit à la paix effective et durable ».

L'agence officielle rappelle le soutien de l'Algérie aux « bons offices » du président en exercice de l'OUA et du secrétaire général des Nations unies, et conclut son commentaire

en déclarant : « Le sommet tripartite a été salué par un hommage justement rendu au souverain saoudien, ainsi que par la volonté de ne manquer dans le futur aucune opportunité de dialogue, pour autant que celle-ci soit portée par les conditions et les augures d'une solution définitive et juste du conflit du Sahara occidental, prenant en charge ce qui est devenu incontestable, c'est-à-dire le fait national et la réalité internationale sahraouis ».

Ainsi l'Algérie campe sur ses positions, en réaffirmant que le conflit du Sahara occidental est un problème de décolonisation inachevée, qui oppose directement les Marocains aux Sahraouis.

La visite en France de M. Paul Biya

Les problèmes économiques au centre des entretiens du chef de l'Etat camerounais

Les problèmes économiques - ceux du Cameroun et ceux de l'Afrique en général - ont été au centre des entretiens entre M. Mitterrand et le président Paul Biya, arrivé en France le lundi 4 mai pour une visite d'Etat de quatre jours (le Monde du 5 mai). L'hôte de l'Elysée souhaite que Paris soutienne activement les demandes africaines en vue d'une revalorisation du cours des matières premières.

La France conseille au Cameroun de faire appel au Fonds monétaire international pour la réussite d'un plan d'austérité qu'il vient d'adopter. Un réajustement équilibré de la dette publique camerounaise est subordonné à l'accord du FMI, dont certaines exigences sont jugées excessives par beaucoup de gouvernements africains concernés par de telles mesures.

Dans leurs allocutions, lors d'un dîner offert, le lundi 4 mai à l'Elysée, MM. Mitterrand et Biya ont tenu à des généralités. Le chef de l'Etat français a salué cette visite comme « un jalon important dans l'histoire de nos relations ». Le président camerounais a exprimé sa satisfaction devant les initiatives de la France au sujet de l'Afrique. Il a évoqué « la politique de renouveau » menée dans son pays, notamment « la promotion de la libre entreprise ».

Au sujet du « conflit tchadolibyen », M. Mitterrand a dit que « la France a fait ce qu'elle devait, au-delà même de ses engagements ». « Nous ne sommes pas nous-mêmes en guerre (contre la Libye), a-t-il souligné. Aujourd'hui, nous pouvons mesurer qu'il convenait d'agir ainsi ». Il a rendu hommage à son hôte pour ses « prises de position particulièrement nettes ». Celui-ci a, pour sa

part, exprimé l'espoir que le problème tchadien, tel qu'il se présente aujourd'hui, sera résolu par une négociation entre partenaires intelligents ».

Avant de se rendre, mercredi à l'Institut Mérieux de Lyon, par le TGV, ainsi qu'à Montpellier, l'hôte de la France s'entretient ce mardi avec le premier ministre français qui offre un déjeuner en son honneur. On estimait qu'il pourrait lui parler des relations franco-tchadiennes à la lumière du voyage que M. Fernand Wibaud, son conseiller diplomatique, a fait la semaine dernière à N'Djamena.

Lundi soir, on déclarait de source française que ce voyage avait dissipé les « malentendus, grandement exagérés par les observateurs », qui avaient pu apparaître entre les deux pays. On laissait entendre que le rôle du dispositif « Epervier » pourrait être prochainement redéfini « à la lumière de la nouvelle situation sur le terrain ».

FREDERIC FRITSCHER.

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

La police disperse un meeting d'étudiants autour de M^{me} Mandela

Johannesburg (AFP). - De très violents incidents sont survenus, le lundi 4 mai, sur le campus de la principale université de Johannesburg, où la police a chargé pour disperser quelque deux mille personnes venues écouter M^{me} Winnie Mandela. Elle a procédé à l'interpellation d'une centaine d'entre elles.

M^{me} Mandela, épouse de Nelson Mandela, leader du Congrès national africain (ANC, parti d'opposition interdit) emprisonné depuis vingt-cinq ans, a quitté le campus de l'université du Witwatersrand sans être inquiétée.

Les organisateurs avaient été informés au tout dernier moment que le meeting avait été interdit en vertu de la loi sur la sécurité intérieure de 1982. Le rassemblement avait pour but de protester contre la tenue, mercredi, d'élections réservées à la seule minorité blanche et de réclamer l'application du système « un homme, une voix, dans un Etat unitaire ». M^{me} Winnie Mandela avait été invitée à prendre la parole par deux organisations étudiantes : la Société des étudiants noirs (BSS) et le Syndicat national des étudiants sud-africains (NUSAS, blanc).

La plus grande organisation anti-apartheid, le Front démocratique uni (UDF), proche de l'ANC, a appelé à deux journées de manifestations, mardi et mercredi, afin de protester par l'abstention contre ces élections réservées à la minorité blanche. Witwatersrand est la plus importante université de langue anglaise du pays. « Blanche », à l'origine, elle compte aujourd'hui de très nombreux étudiants noirs.

● LIBYE : réouverture des bureaux de l'OLP. - Le chef de l'Etat libyen, Mouammar Kadhafi, a décidé, le lundi 4 mai, d'autoriser la réouverture en Libye des bureaux de l'OLP, fermés depuis 1983, a annoncé l'agence palestinienne Wafa. - (Reuters.)

Le livre d'idées le plus original et le plus fort qui soit paru depuis très, très longtemps

ALLAN BLOOM L'AME DÉSARMÉE

Essai sur le déclin de la culture générale
Préface de Saul Bellow



Traduction de Paul Alexandre Julliard

"Aucun ouvrage, depuis la parution de 'l'Opium des intellectuels' de Raymond Aron, n'avait aussi lucidement mis à plat les comportements intellectuels, conscients ou inconscients, du monde occidental." Georges Sufferl "Le Figaro Magazine"

"Qu'avant de toucher quoi que ce soit à notre université, nos ministres lisent, relisent et méditent Allan Bloom." Alain Besançon "L'Express"

"Il faut remonter jusqu'à Nietzsche pour retrouver cette ironie, ce feu de la pensée." Marc Fumaroli "L'Express"

"La critique de Bloom ne s'apparente pas au gémissement mandarin sur le 'bon vieux temps'; elle s'inscrit dans le cadre néo-tocquevillien d'une réflexion sur l'évolution de la démocratie." François Furet "Le Nouvel Observateur"

"Énergique et séduisant." Jean-François Revel "Le Point"

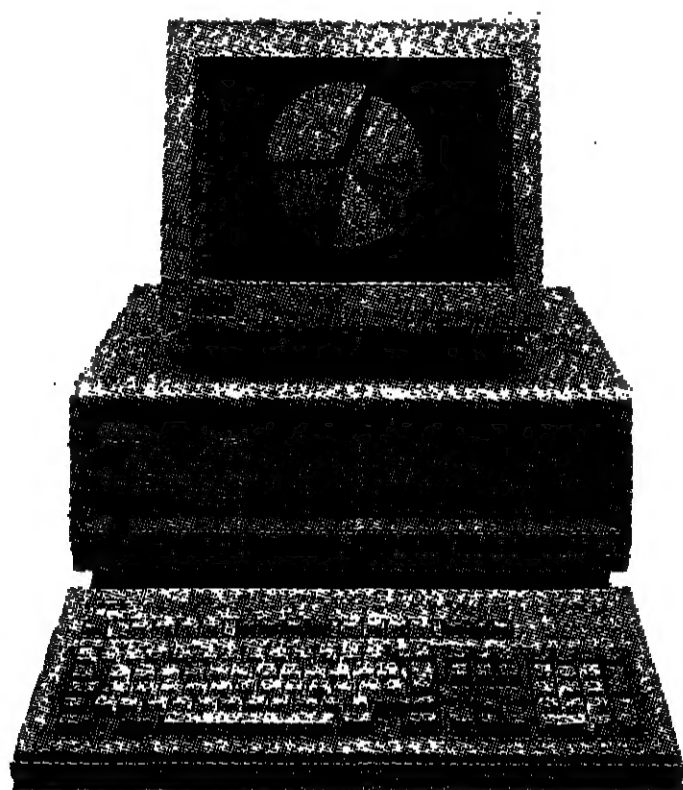
"Livre magistral." Louis Pouwels "Le Figaro Magazine"

DESTINATIONS A PRIX "CHARTER"
ETE 1983

NEW YORK	2500
CHICAGO	2750
BOSTON	2750
SAO PAULO	3400
LOS ANGELES	3400
MEXICO	4600

INTER CHART AIR
SEULES LES PRIX SONT "CHARTER"
32, rue du 4 Septembre 75002-PARIS - Tél. : 42.66.42.44
LILLE 20 65 53 50
LYON 7 39 43 43
TOULOUSE 61 21 15 75

A PREMIERE VUE CET ORDINATEUR EST LE MEME QUE L'ORDINATEUR DE DROITE.



LE COMPAQ DESKPRO 286-8MHz

L'ordinateur COMPAQ DESKPRO 286™
-8MHz était un formidable ordinateur : rapide,
sûr, performant.

C'était l'ordinateur qui avait emballé les
américains. Il fallait le faire. Le COMPAQ
DESKPRO 286-8MHz a bien travaillé, très bien.

Merci le COMPAQ DESKPRO 286-8MHz.

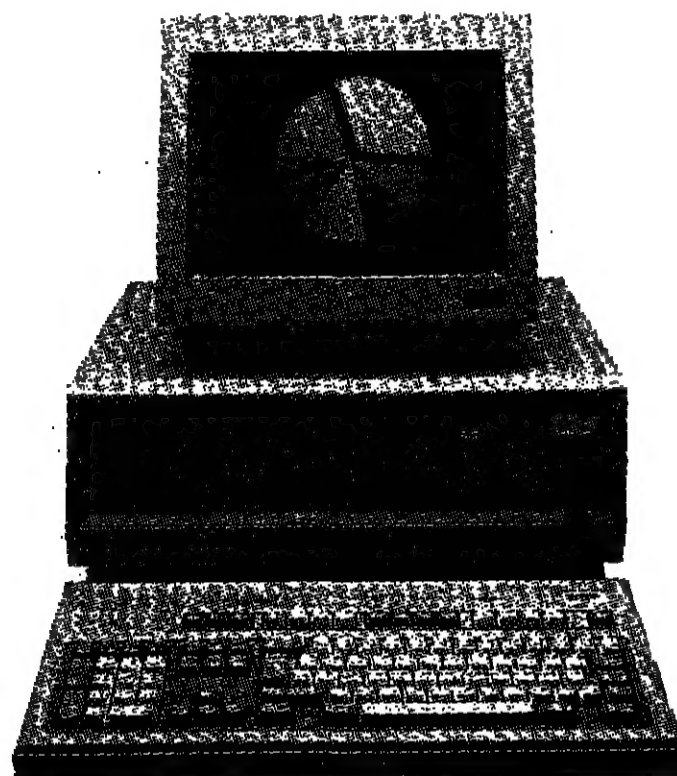
En alliant le
nouveau COMPAQ
le meilleur ordinateur
C'est affirmé.

C'est le seul
exécute à 12 MHz
standard de l'industrie
tement 50% plus
type AT fonction
peut aussi fonction
portabilité totale.

La mémoire
la vitesse de
attient 2,1 Mo sur le
8,1 Mo en occupant
son, pour un temps
nanosecondes.

Je l'ai vu 1.50

A DEUXIEME VUE ILS N'ONT RIEN A VOIR.



LE NOUVEAU COMPAQ DESKPRO 286 - 12 MHz

En allant plus loin que son prédécesseur, le nouveau COMPAQ DESKPRO 286™ - 12 MHz est le meilleur ordinateur personnel de sa catégorie. Cette affirmation est fondée sur quelques réalités.

La vitesse

C'est le seul ordinateur de sa catégorie qui exécute à 12 MHz la plupart des logiciels au standard de l'industrie, soit une vitesse de traitement 50 % plus rapide que les ordinateurs de type AT fonctionnant à 8 MHz. Si nécessaire, il peut aussi fonctionner à 8 MHz pour une compatibilité totale.

La mémoire

La mémoire vive est conçue pour supporter la vitesse du microprocesseur. Sa capacité atteint 2,1 Mo sur la carte système, extensible à 8,1 Mo en occupant trois connecteurs d'extension, pour un temps d'accès inférieur à 100 nanosecondes.

Le disque dur

Pour ne pas ralentir la vitesse du microprocesseur, le nouveau COMPAQ DESKPRO 286 - 12 MHz est équipé d'un disque haute performance de 20, 40 ou 70 Mégaoctets avec temps d'accès inférieur à 30 millisecondes.

Le nouveau COMPAQ DESKPRO 286 - 12 MHz est étonnant.

Etonnez-vous : Essayez-le.

COMPAQ® met à votre disposition un réseau de plus de 200 Revendeurs Agréés COMPAQ qui allient compétence et professionnalisme.

Il y a forcément un Revendeur Agréé COMPAQ près de chez vous. Pour le connaître, appelez COMPAQ au 16.1.64.46.36.25 ou écrivez à COMPAQ, 5 avenue de Norvège, 91940 Les Ulis.

COMPAQ
DESKPRO 286

Politique

Un sondage SOFRES pour «le Monde» et RTL sur l'image du Front national

L'«effet Le Pen», toujours répulsif, pèse davantage

(Suite de la première page.)

Un quart des personnes interrogées expriment leur accord avec ses idées (24 % contre 23 % en octobre 1985), parmi lesquelles 33 % de sympathisants du RPR et de l'UDF, et 14 % de sympathisants de gauche. Les jeunes de dix-huit à vingt-quatre ans se montrent les plus attirés :

26 % d'entre eux se déclarent « tout à fait » ou « assez » d'accord avec lui. Et il y a tout de même un peu plus de personnes interrogées pour approuver ce que dit le Front national sur la sécurité et la justice (32 %, + 3), sur la défense des valeurs traditionnelles (28 %, + 4), et autant pour l'approuver

à propos de l'immigration (31 %).

Enfin, s'il n'y a que 9 % des Français qui affirment aujourd'hui qu'ils voteront sûrement ou sans doute pour M. Le Pen, il y en a également 12 % qui n'excluent pas de le faire. Et surtout, il y a 18 % des personnes interrogées qui souhaitent que

M. Le Pen devienne ministre après l'élection présidentielle, alors qu'il n'y en avait que 12 % en 1985.

Non seulement le président du Front national tire personnellement certains bénéfices de son entrée au Palais-Bourbon et maintient donc son capital politique, mais il dispose d'une relative marge de manœuvre, et la stabilité de sa position n'apparaît pas de nature à simplifier la démarche des autres formations de droite, bien au contraire.

Pour les candidats de la majorité à la présidence de la République, les résultats de cette enquête d'opinion soulèvent, en effet, plus de problèmes qu'ils n'en résolvent.

Dans leur forte majorité, les Français condamnent à l'avance tout éventuel accord de désistement entre M. Jacques Chirac ou M. Raymond Barre avec M. Le Pen : 68 % des personnes interrogées ne souhaitent aucune alliance du chef du gouvernement avec le président du Front national (15 % d'avis contraires), et elles sont à peu près aussi nombreuses (66 % contre 15 %) à conseiller la même chose à l'ancien premier ministre. Tout accord de désistement avec M. Le Pen priverait sans doute l'un comme l'autre de toute chance de victoire au second tour de scrutin. Or, qu'il s'agisse de M. Chirac ou de M. Barre, l'hypothèse d'un autre candidat de droite n'ayant pas été retenue dans ce sondage, — celui des deux qui restera en lice pour le second tour aura néanmoins un besoin impératif du renfort de la plupart des suffrages « légitimes » pour espérer gagner.

Voilà qui risque fort d'entretenir les ambiguïtés au sein de la majorité parlementaire et, finalement, de ne réduire — d'un strict point de vue électoraliste — qu'une seule personne : le futur candidat de la gauche.

ALAIN ROLLAT
PAUL-JACQUES TRUFFAUT.

M. Roger Leray :
il y a incompatibilité
entre la franc-maçonnerie
et le Front national

M. Roger Leray, grand maître du Grand Orient de France, la principale obédience maçonnique française, se déclare « très nettement » favorable à la cohabitation. « La franc-maçonnerie », a expliqué M. Leray, qui était, le lundi 4 mai, l'invité de l'émission de France-Inter « Face au public », par nature est coexistentielle.

Les socialistes, entre 1981 et 1986, les libéraux depuis le 16 mars 1986, « n'ont pas pris en compte suffisamment », juge M. Leray, l'évolution, la mutation de la société des hommes de notre temps. Les hommes politiques raisonnent toujours comme s'ils avaient affaire aux Français d'il y a quinze ans, vingt ans, voire cinquante ans. Les maçons des hommes de partis politiques n'ont pas tellement évolué au regard des circonstances. Il faut qu'il y ait des recensements... »

« On ne peut pas être franc-maçon et membre du Front national », a, d'autre part, réaffirmé le grand maître du Grand Orient, dont l'obédience a décidé, il y a deux ans, que « au regard des idées qui sont défendues par le Front national, il y a incompatibilité de comportement entre les hommes du Front national et la franc-maçonnerie, pour la raison que la maçonnerie est universelle (...), pour la raison que la maçonnerie est habitée, dans toutes ses fibres, par la volonté de se manifester contre toute espèce de racisme. Pour la volonté qu'ont les franc-maçons d'être tournés vers le monde dans toutes ses dimensions (...). »

Plus généralement, estime M. Leray, « on peut être conservateur et franc-maçon, encore que, personnellement, je juge, moi, qu'il y ait une sorte d'incompatibilité... »

(Publicité)
EXPORT CHALONS EN CHAMPAGNE
TOUTES pièces détachées
contre remboursement
ou par crédit documentaire
confirmé irrévocable
4, rue du Général-Maitrot
51000 CHALONS-SUR-MAINE - France
Tél. 26-59-00-78
Téléc. COCHLIN 841152F

Diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord avec les idées défendues par Jean-Marie Le Pen, assez d'accord, plutôt en désaccord ou tout à fait en désaccord ?

	ENQUÊTE SOFRES/LICRA novembre 1984	ENQUÊTE le Monde, Antenne 2, SOFRES octobre 1985	MAI 1987
	%	%	%
Tout à fait d'accord	22	19	24
Assez d'accord	39	49	67
Plutôt en désaccord	18	10	9
Tout à fait en désaccord	17	10	9
Sans opinion	100	100	100

Pensez-vous que le Front national et Jean-Marie Le Pen représentent un danger pour la démocratie en France ?

	ENQUÊTE SOFRES/LICRA oct. 1983	ENQUÊTE le Monde, Antenne 2, SOFRES mai 1984	ENQUÊTE le Monde, A 2, SOFRES oct. 1985	MAI 1987
	(%)	(%)	(%)	(%)
Oui, ils représentent un danger	38	43	50	55
Non, ils ne représentent pas un danger	43	44	34	33
Sans opinion	19	13	16	12
	100	100	100	100

* En octobre 1983 et en mai 1984, le texte exact de la question était : « Pensez-vous que l'extrême droite représente un danger pour la démocratie en France ? »

Depuis les élections législatives de 1986, avez-vous le sentiment que Jean-Marie Le Pen et le Front national font...

	ENSEMBLE des Français	SYMPATHISANTS du RPR et de l'UDF
	(%)	(%)
... tout ce qu'ils peuvent pour faire échouer le gouvernement de M. Chirac	33	39
... tout ce qu'ils peuvent pour obliger le gouvernement de M. Chirac à respecter ses engagements électoraux	37	40
Sans opinion	47	34
	100	100

Pour la prochaine élection présidentielle, laquelle de ces phrases correspond le mieux à ce que vous pensez ?

	ENQUÊTE le Monde, Antenne 2/SOFRES octobre 1985 *	MAI 1987
	(%)	(%)
Je suis sûr de voter pour Jean-Marie Le Pen	3	2
Je voterai sans doute pour Jean-Marie Le Pen, mais je peux encore changer d'avis	7	7
Je ne voterai sans doute pas pour Jean-Marie Le Pen, à moins que je ne change d'avis	9	12
Je suis sûr de ne pas voter pour Jean-Marie Le Pen	71	73
Sans opinion	10	6
	100	100

* En octobre 1985, la question portait sur les élections législatives de mars 1986 : « Pour les prochaines élections législatives, laquelle de ces phrases correspond le mieux à ce que vous pensez ? »

Pour l'élection présidentielle de 1988, souhaitez-vous que Jacques Chirac conclue un accord de désistement avec Jean-Marie Le Pen ou qu'il ne fasse aucune alliance avec lui ?

	ENSEMBLE des Français	SYMPATHISANTS du RPR	SYMPATHISANTS de l'UDF
	(%)	(%)	(%)
Un accord de désistement	15	25	16
Aucune alliance	68	65	77
Sans opinion	17	10	7
	100	100	100

Souhaitez-vous que Jean-Marie Le Pen devienne ministre après l'élection présidentielle de 1988 ?

	RAPPEL ENQUÊTE le Monde, Antenne 2/SOFRES octobre 1985 *	MAI 1987
	(%)	(%)
Oui, le souhaite	12	13
Non, ne le souhaite pas	75	72
Sans opinion	13	10
	100	100

* En 1985, le texte exact de la question était : « Souhaitez-vous que Jean-Marie Le Pen devienne ministre en mars 1986 ? »

A votre avis, quel Jean-Marie Le Pen préfère-t-il voir élu président de la République en 1988 : Raymond Barre, Jacques Chirac ou François Mitterrand ?

	ENSEMBLE des Français	VOTERONT SUREMENT ou probablement pour J.-M. Le Pen
	(%)	(%)
Raymond Barre	22	34
Jacques Chirac	23	27
François Mitterrand	10	15
Sans opinion	47	34
	100	100

OISE
OXFORD INTENSIVE
SCHOOL OF ENGLISH
agréée par le British Council
21, rue Théophraste-Desmazes
75015 PARIS, Tél. : 45-23-13-02
Année 1987 - 1988

**L'ANGLAIS
EN
ANGLETERRE**

Séjours linguistiques :
• matin : 15 h de cours
par semaine par
groupes de 8 élèves
maximum.
• après-midi : tennis,
équitation, golf,
natation, voile,
planche à voile.

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

M. Barre rappelle à la mémoire que M. Mitterrand doit être sa cible prioritaire

Politique

M. Barre rappelle à la majorité que M. Mitterrand doit être sa cible principale

Silence dans les rangs. Après M. Jacques Chirac et M. Edouard Balladur, M. Raymond Barre vient d'appeler la majorité et ses amis de l'UDF à la nécessaire discipline de l'union et du silence. Par une dépêche de l'AFP en date du lundi 4 mai, l'entourage de l'ancien premier ministre a fait savoir que celui-ci avait exprimé sa « très vive inquiétude » devant les divisions de la majorité et demandé « très fermement » à ses amis de ne plus participer à la polémique.

Cette information est le résultat d'une conversation qu'a eue M. Barre dimanche après-midi avec une partie de son état-major afin de faire le point à son retour d'un voyage d'une semaine en Amérique latine. Selon ses proches, M. Barre se serait, au cours de cet entretien, notamment inquiété des récents sondages montrant que, dans tous les cas de figure de l'élection présidentielle, c'est M. François Mitterrand qui profite le plus des querelles internes à la majorité. M. Barre a donc voulu rappeler que, pour lui, M. Mitterrand reste l'adversaire numéro un et que la majorité ferait bien de respecter ce postulat élémentaire pour la prochaine campagne présidentielle.

Le fait pourtant que l'entourage de M. Barre ait laissé passer vingt-quatre heures pour répercuter cette « vive inquiétude » ne dispense pas d'interpréter cette déclaration comme une réponse au rappel à l'ordre fait sur le même thème par M. Balladur au « Grand jury RTL

le Monde » dimanche. Avant son départ pour l'Argentine, M. Barre s'était bien dispensé de réagir publiquement aux attaques en règle déclenchées contre lui par M. Gérard Longuet et ses amis libéraux.

A toutes ces « chamailleries », pour reprendre le mot de Matignon, M. Barre avait répondu par le dédain. Marqué encore plus par le souvenir de la campagne des élections législatives de mars 1986, M. Barre confirme qu'il n'entend pas se faire distancer par M. Chirac et le RPR sur le terrain de la discipline unitaire et de la bonne conduite majoritaire. Afin d'éviter d'ailleurs par avance tout faux procès, M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a répondu directement à M. Balladur en relevant que celui-ci « avait exprimé très exactement » ce que lui-même disait depuis un an. « Si nos convergences sur les objectifs essentiels ne s'exportent pas sur les différences normales et légitimes entre formations politiques voisines, conclut-il, alors le deuxième tour de l'élection présidentielle sera un échec pour l'actuelle majorité. » Quant à la proposition de M. Balladur de définir une « règle du jeu dans la campagne présidentielle » pour la majorité, les barrières se montrent toujours sur ce point des plus réservés. La discipline a encore des limites...

D. C.

La désignation du candidat à l'élection présidentielle

Rumeurs et campagne d'intoxication à la direction du PCF

Une rumeur est-elle une information ? Les spécialistes de la communication violent plus volontiers dans la rumeur une tentative d'intoxication qu'un désempolement.

Depuis bientôt trois semaines, un « bruit » court dans les rangs du PCF à partir d'une confidence attribuée à M. Marcel Zaidner, membre du comité central, responsable du bureau de presse du parti, selon laquelle, en substance, la désignation de M. André Lajoinie comme candidat du PCF à l'élection présidentielle n'était pas jouée, bien au contraire. Toujours selon cette confidence, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale avait perdu du terrain au profit de M. Georges Séguin, secrétaire général de la CGT de 1967 à 1982, date à laquelle il avait quitté le bureau politique du PCF. La rumeur, qui n'a d'autre fondement que cette appréciation d'un proche de M. Georges Marchais, a cheminé lentement jusque dans les rédactions.

Invité, le dimanche 26 avril, du « Grand Jury RTL-Le Monde », l'ancien ministre délégué à la fonction publique, M. Anicet Le Pors, ajoutait à l'incrédulité — ou au trouble — en refusant de s'« autoproclamer non candidat » et en prenant soin de signaler qu'il avait rencontré le secrétaire général, quelques jours auparavant (le Monde du 28 avril). Une nouvelle fois, le message, qui a essentiellement une fonction interne, était clair : tout est tellement ouvert

qu'un troisième candidat peut même s'inscrire dans la course.

MM. Lajoinie, Séguin, Le Pors : le tour est joué. Après avoir placé en avant le premier d'entre eux pendant de nombreux mois — le député de l'Allier a prononcé le discours de rentrée du PCF à la fête de l'Humanité, l'an dernier ; il a participé à l'émission « Questions à domicile » en novembre ; il est l'auteur du rapport présenté au conseil national, en mars dernier ; il a répondu à M. Jacques Chirac lors du vote de confiance demandé par le premier ministre à la rentrée parlementaire d'avril — la direction du PCF tente de faire croire que les observateurs vont trop loin lorsqu'ils affirment que M. Lajoinie sera le « présidentiable » communiste, car, en réalité, rien n'a été décidé. A preuve cette soudaine frénésie de démocratisme interne.

L'illusion

Le problème, c'est qu'une rumeur n'est pas une information. M. Séguin, déjà pressenti en septembre 1986 par des membres du comité central pour être « le » candidat, avait refusé, pour « des raisons personnelles ». Animateur de l'Appel des cent, il consacre l'essentiel de son activité militante à la cause du désarmement, à la tête d'une organisation qui se veut indépendante du PCF. Certains amis de M. Séguin font remarquer que, de

toute façon, le candidat du parti sera « en plein accord » avec la direction, tant sur la politique du parti que sur la manière de conduire la campagne. Et de souligner, pour mettre les points sur les « i », que « Georges est très indépendant d'esprit ». Exit M. Séguin.

M. Le Pors, pour sa part, est à l'origine de l'annonce de la non-candidature de M. Marchais en mai 1986. A l'ouverture de la réunion du comité central du 12 mai, il avait interrogé implicitement le secrétaire général sur ses intentions présidentielles, le conduisant à faire « une mise au point claire et nette » sur son retrait de la course.

D'aucuns considèrent M. Le Pors, toute révérence gardée, comme le « poisson-pilote » de M. Lajoinie, devenu dirigeant d'un parti dont il occuperait lui-même le poste de numéro deux. Barré dans la course des « présidentiables » pour la raison que, avec trois de ses camarades, il a été ministre dans des gouvernements socialistes, il ne peut se faire aucune espèce d'illusion sur sa désignation. Sa déclaration au « Grand Jury » n'avait donc d'autre fonction que de « couvrir » M. Lajoinie, qui peut désormais être désigné à l'issue d'un débat « démocratique ». Exit M. Le Pors.

Cette volonté de la direction du PCF de donner une illusion de débat pourrait cependant se retourner contre elle. Elle répond à l'inquiétude de certains cadres orthodoxes, mécontents de constater que tout est

joué depuis de nombreux mois, mais elle traduit aussi un certain désarroi devant la guerre de positions des « rénovateurs », qu'on dit pourtant, place du Colonel-Fabien, en perte de vitesse, voire en voie de disparition.

Trois jours de discussions ne seront pas de trop, les 18, 19 et 20 mai, pour examiner toutes les candidatures qui ne vont pas manquer d'être suggérées par les membres du comité central...

OLIVIER BIFFAUD

Saint-Nazaire : retrait des délégations des adjoints communistes

SAINT-NAZAIRE
de notre correspondant

Les élus socialistes de la municipalité de Saint-Nazaire et la commission exécutive de la section du PS nazairien ont décidé, le lundi 4 mai, de suspendre la délégation de trois adjoints communistes. Il s'agit de MM. Jean Perrandeu, deuxième adjoint chargé de l'urbanisme, Philippe Tillard, deuxième adjoint chargé de la voirie, et de M. Christine Mahé, troisième adjoint, chargé de la circulation. Un élu communiste, M. André Hauy, sixième adjoint chargé des sports, voit cependant maintenue sa délégation.

Cette décision fait suite à un vote des élus communistes intervenu lors d'une séance de conseil, vendredi, portant sur un projet d'aménagement du centre de Saint-Nazaire. Le Parti communiste a adopté en cette affaire la même attitude négative que le groupe RPR-UDF. La suspension de délégation prend effet « en attendant les mises au point politiques indispensables dans une telle situation ». C'est en 1977, qu'une municipalité d'union de la gauche à majorité socialiste s'était fait élire à Saint-Nazaire.

Le Monde sur minitel

LES INFOS

Les derniers flashs. L'actualité en direct.

36.15 TAPÉZ LEMONDE

Le maire de Marseille en appelle aux instances nationales du PS

La lutte est désormais ouverte entre socialistes pour le contrôle de la mairie de Marseille. M. Michel Pezet, premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, avait mis en doute, le dimanche 3 mai sur Europe 1, les capacités d'« homme politique » du maire de la ville, M. Robert Vigouroux.

M. Pezet a pris, la semaine dernière, le contrôle du groupe socialiste à la mairie de Marseille, et il demandait, dimanche soir, « que l'on tire les conséquences de cette nouvelle situation ». Sa volonté de s'asseoir rapidement dans le fauteuil du maire, sans attendre les élections municipales de 1989, se heurte à la détermination de M. Vigouroux, qui

a déclaré lundi : « Je remplirai jusqu'au bout le mandat qui m'a été confié à la mort de Gaston Defert ».

Le maire de Marseille en a appelé aux instances nationales du PS afin de trancher le différend. Il est vraisemblable, estiment certains au siège du PS, que cette affaire sera étudiée dès mercredi lors du prochain bureau exécutif.

Victoire de l'Audi 200 Quattro au Safari Rally.

Pour une fois, c'est la belle qui gagne.

**1^{er} Mikkola-Hertz
sur Audi 200 Quattro.
2^e Röhrh-Geistdorfer
sur Audi 200 Quattro.**

Le Safari Rally, c'est l'Afrique pure et dure. Si dure qu'atteindre l'arrivée est déjà un exploit, qu'arriver le premier est plus qu'une victoire.

Cette année l'Audi 200 Quattro s'est montrée plus dure que l'Afrique : pour la 1^{re} fois une transmission intégrale a gagné le plus éprouvant des rallyes. Résistant à tout. A tous.

Le Safari Rally : une victoire qui représente une nouvelle étape du progrès automobile Audi.



La passion de l'efficacité.



ont national vantage

vous êtes tout à fait d'accord
répondus par Jean-Marie Le Pen,
d'accord ou tout à fait en désaccord ?

ENQUÊTE le Monde Autisme 2, SOFRES octobre 1985	MAI 1987
(%)	(%)
26	23
57	67
17	10
100	100

Press national et Jean-Marie Le Pen
pour la démocratie en France ?

ENQUÊTE le Monde Autisme 2, SOFRES oct. 1985	MAI 1987
(%)	(%)
38	30
43	34
19	16
100	100

Le 1984, le leader-chef de la question était : « Pensez-vous que la démocratie en France ? »

ENSEMBLE des Français	SYMPATHISANTS du RPR et de l'UDF
(%)	(%)
33	39
37	40
47	34
100	100

Le 1984, le leader-chef de la question était : « Pensez-vous que la démocratie en France ? »

ENSEMBLE des Français	SYMPATHISANTS du RPR et de l'UDF
(%)	(%)
3	3
7	7
9	12
72	73
100	100

Le 1984, le leader-chef de la question était : « Pensez-vous que la démocratie en France ? »

ENSEMBLE des Français	SYMPATHISANTS du RPR et de l'UDF
(%)	(%)
3	3
7	7
9	12
72	73
100	100

Le 1984, le leader-chef de la question était : « Pensez-vous que la démocratie en France ? »

ENSEMBLE des Français	SYMPATHISANTS du RPR et de l'UDF
(%)	(%)
3	3
7	7
9	12
72	73
100	100

Le 1984, le leader-chef de la question était : « Pensez-vous que la démocratie en France ? »

ENSEMBLE des Français	SYMPATHISANTS du RPR et de l'UDF
(%)	(%)
3	3
7	7
9	12
72	73
100	100

Le 1984, le leader-chef de la question était : « Pensez-vous que la démocratie en France ? »

ENSEMBLE des Français	SYMPATHISANTS du RPR et de l'UDF
(%)	(%)
3	3
7	7
9	12
72	73
100	100

Le 1984, le leader-chef de la question était : « Pensez-vous que la démocratie en France ? »

Société

Klaus Barbie devant les assises du Rhône

Du crime de guerre au crime contre l'humanité

Le Monde continue la publication des articles de présentation du procès de Klaus Barbie, qui doit s'ouvrir le 11 mai devant la cour d'assises du Rhône. Après le rappel de la carrière SS de Barbie et l'exposé des faits dont il aura à répondre (le Monde du 5 mai), Jean-Marie Théollier examine aujourd'hui les aspects juridiques du dossier avec la distinction entre les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, seuls imprescriptibles.

De ce jour du 3 février 1983 où Klaus Barbie se retrouva aux mains de la justice française en exécution d'un mandat d'arrêt délivré contre lui depuis le 3 novembre 1982, la question se pose de savoir quels étaient, parmi les faits qui pouvaient encore lui être reprochés, ceux qui constituaient des crimes contre l'humanité. Ceux-là, seuls, échappaient à la prescription, car pour les autres, s'il s'agissait de crime de guerre, plus de dix ans s'étaient écoulés depuis la date où ils avaient été accomplis et l'ancien chef de la section IV de l'Organisation de Lyon ne pouvait plus être appelé à en répondre.

En outre, il avait été déjà jugé par la cour d'assises de Lyon en 1954 par le tribunal des forces armées de Lyon et condamné à mort, « de 1942 à 1944, dans les régions de Lyon et de Grenoble, par aide et assistance, s'être rendu complice d'actes de violence volontaires commis sur des personnes civiles et sans préjudice ». Mais pour ces crimes aussi la prescription avait joué, une condamnation par contumace se trouvant éteinte définitivement si plus de vingt années ont passé entre le jour de la décision et celui où le condamné est appréhendé. Ce qui était le cas.

Il s'agit donc de rechercher dans les actes dont Barbie avait pu se rendre coupable et qui jusque là seraient restés ignorés. Cette recherche avait été menée dès le mois d'avril 1980, époque où l'on savait depuis plusieurs années que Barbie, sous le nom de Klaus Altmann, se trouvait en Bolivie, pays qui n'avait pas donné suite à la demande d'extradition formulée par la France en 1972.

A la lumière de documents allemands remis à la justice militaire par le Centre de documentation juive contemporaine, de témoignages divers et de consultations des archives, une liste fut dressée. Elle mentionnait, pour la première fois, la rafle opérée le 9 février 1943 dans les locaux du Comité lyonnais de l'Union générale des Israélites de France ainsi que celle du foyer des enfants juifs d'Izieu dans l'Ain. Elle y ajoutait l'arrestation et l'assassinat du commissaire Jules Cros en juin 1943 ; le massacre, en janvier 1944, de vingt-deux otages après un attentat contre deux gendarmes allemands ; des arrestations et tortures de « nombreuses personnes » en 1943 et 1944 ; des fusillades à Bron de plus de quatre-vingt juifs ; une rafle aux ateliers de la SNCF à Oullins le 9 avril 1944 et enfin la déportation vers des camps de concentration nazis de plus de six cents cinquante personnes embarquées le 11 août 1944 dans le dernier convoi de ce genre qui quitta Lyon trois semaines avant la Libération de la ville.

Au total, huit opérations. C'est cette liste qui fut donc, dès le 5 février 1983, exposée à Barbie inculpé pour autant de crimes contre l'humanité.

Un nouveau regard

Cependant, les victimes, que l'ins-truction allait s'efforcer de recenser et d'identifier autant que cela demeurerait possible, étaient pour les uns des juifs, mais pour les autres des résistants, ou du moins des hommes et des femmes tenus pour tels par Barbie. Avaient-ils tous été victimes de crimes contre l'humanité ?

Dans le cas des résistants, ne s'agissait-il pas seulement de crimes de guerre, donc de faits prescrits, puisque plus de dix ans avaient passé avant qu'on en découvre l'existence ? En d'autres termes, le procès Barbie devait-il se ramener au seul fait par l'ancien SS dans la seule exécution de l'élimination des juifs telle que l'avaient fixée les directives nazies ? Convenait-il d'aller

au-delà et de constituer un dossier touchant ses autres activités pendant l'occupation ?

Le juge d'instruction chargé du dossier, M. Christian Riss, décida, pour éviter toute équivoque, de ne pas se limiter à la prescription, mais de prendre en compte les faits concernant des résistants et figurant dans la liste initiale. Pour cette même raison, il déclara irrecevable aussi bien les plaintes individuelles de résistants déportés que de leurs ayants droit que les constitutions de parties civiles formées par les associations de résistants. La chambre d'accusation de Lyon confirma ces décisions par son arrêt du 4 octobre 1985 qui renvoyait Barbie devant la cour d'assises du Rhône pour y répondre des seuls crimes concernant les juifs. Ce qui l'emmenait — s'agissant du convoi de déportés du 11 août 1944 — à dire que seuls les déportés juifs de ce convoi avaient été victimes d'un crime contre l'humanité, Barbie n'ayant donc pas à répondre du destin des autres déportés juifs, eux, d'un crime de guerre prescrit puisqu'il s'agissait de résistants.

Il est vrai que dans la France des années 80 on ne porte plus le même regard sur un Barbie qu'en 1945 ou même en 1955. Au lendemain de la libération des camps par les armées alliées, les résistants qui retournèrent la Résistance avec les yeux de « politiques » c'est-à-dire les résistants, que les juifs. Certains devaient d'ailleurs être blâmés de témoignages majeurs dans les procès de cette époque où l'on jugeait des accusés de dénonciation, de trahison, d'intelligences avec l'ennemi. C'était le temps où le pays regardait la Résistance avec les yeux de Chimène, ne serait-ce que pour se convaincre de la sincérité de cette adhésion tardive et pour mieux oublier ses faiblesses.

Sans doute le tribunal militaire international de Nuremberg, dans le long procès qu'il fit aux dignitaires nazis, allait faire apparaître que, au-delà des actions ponctuelles contre les résistants des nations d'Europe, qu'ils avaient occupées, les hommes en cause avaient mis en œuvre, dans ces mêmes pays, une politique antisémite dans la perspective de cette « solution finale » dont le cours était engagé depuis la conférence de Wannsee du 20 janvier 1941.

Le symbole des années noires

Mais au regard des rescapés de la Résistance — en France du moins — les survivants du génocide du peuple juif restaient encore sinon ignorés, du moins négligés. Apatrides pour la plupart, subissant le sort misérable de ceux qu'on appelait alors « les personnes déplacées », c'est l'Amérique, plus que l'Europe, qui leur avait pris en charge. De victimes ils ne pouvaient, eux, passer, du jour au lendemain, au rang de héros. Il fallut donc attendre que les plus ardents, les plus fiers d'entre eux, réagissent. Il fallait aussi que se concrétise la révé d'un Etat d'Israël, au-delà même des frontières de tel ou tel pays, appréhendé lentement la réalité complète de l'extermination tentée contre elle.

Dans cette lente évolution, les enfants, qui avaient grandi, miraculés d'un camp ou ayant seulement connu les affres de « l'étoile jaune » et des réfugiés éparpillés, n'ont pas joué le moindre rôle. Et dans le même temps où les résistants se faisaient oublier, leurs rangs fondant avec les années et leurs enfants n'ayant pas de raison d'être, une relève qui ne pourrait être que d'usurpation, l'« holocauste », lui, s'imposait en symbole des années noires 1933-1945.

De procès Eichmann en procès Lichka, d'affaire Touvier en affaire Papon ou Leguay, l'image de l'occupation allait se modifier, à partir des années 60, en France comme ailleurs. Pour les plus jeunes, ce n'était plus les mérites d'une Résistance exemplaire parce que minoritaire qui seraient à retenir, mais la passivité, l'attentisme, d'un peuple qui avait consenti à l'action des nazis, celle-ci demeurant dominée par le génocide juif, résultat d'une politique conçue et décidée au plus haut niveau. C'est ce qui restait du procès de Nuremberg après décantation des chefs d'accusation retenus par le tribunal militaire international et les distinctions faites par lui entre les crimes contre la paix, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité.

Lorsque Klaus Barbie se retrouva en février 1983 aux mains de la justice française, son cas, de ce point de vue, n'était pas simple. Si personne ne va contester qu'il doit être jugé pour sa participation à des arrestations et des déportations de juifs qui avaient été ignorées au moment des deux procès où il avait été condamné, plus complexe, de nombreuses associations de résistants se constituaient parties civiles pour que l'on retienne aussi contre lui les déportations de résistants.

Pour le juge d'instruction de Lyon et la chambre d'accusation de cette

ville, ces actions-là s'apparentaient à des crimes de guerre prescrits et non à des crimes contre l'humanité. Il en résultait un danger. C'était celui d'un divorce, en cette occasion, entre les rescapés de la Résistance, racés en voix d'extermination, et les héritiers des victimes de l'holocauste des juifs. Est-ce pour en prévenir les effets désastreux et lamentables que la chambre criminelle de la Cour de cassation, appelée en décembre 1985 à statuer sur les pourvois formés par certaines associations de Résistance contre les décisions lyonnaises, décida de donner du crime contre l'humanité une définition plus large ? On peut le penser.

Population civile et combattants

Juridiquement il s'agissait d'interpréter la définition donnée en 1946 du crime contre l'humanité par l'article 6 c du statut du tribunal militaire international de Nuremberg. Ce texte dit qu'un tel crime est constitué « par l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et toute autre acte inhumain commis contre toute population civile, avant ou pendant la guerre, ou bien par les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux ». Ainsi ce texte paraît distinguer deux catégories de crimes contre l'humanité. Dans sa première partie « les actes inhumains contre toute population civile », les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux ». Mais sans que les victimes de telles persécutions soient obligatoirement une « population civile ».

C'est bien à partir d'une telle exigence que les parties civiles assignées contre Barbie au nom des résistants avaient motivé leurs pourvois en cassation. Il leur était bien certain que les résistants n'entendaient pas se présenter comme « population civile », mais comme combattants. Mais s'il était non moins certain qu'ils n'avaient pas été arrêtés, torturés et déportés pour un motif racial ou religieux, ne pouvait-on pas estimer qu'ils l'avaient été pour des « motifs politiques » dont parlait bel et bien l'article 6 c du statut de Nuremberg ? La preuve n'en était-elle pas apportée par la manière dont la propagande du III^e Reich assimilait dans un même opprobre juifs, communistes, gauchistes et résistants de tous bords, entendant les éliminer tous de la même façon et par des moyens identiques ?

Or la chambre d'accusation de Lyon avait estimé qu'il y avait une distinction à faire entre les victimes juives en raison de leur « innocence » fondamentale et les autres qui avaient été à l'époque des « soldats de l'ombre », que l'occupant se trouvait fondé à combattre dans un but de guerre. Et si son arrêt constatait que ce combat fut mené avec « les moyens les plus atroces », il n'en estimait pas moins qu'il ne pouvait s'agir que de crimes de guerre aujourd'hui prescrits.

C'est ce qui l'avait amené à opérer une distinction entre les déportés du train du 11 août 1944 et à ne retenir, à la charge de Barbie, que les déportés juifs embarqués pour cette seule raison raciale. Dans son arrêt du 20 décembre 1985, la chambre criminelle de la Cour de cassation jugea que c'était là une mauvaise interprétation de la définition des crimes contre l'humanité, trop étiquée ou, selon l'expression de l'avocat général M. Henri Donnatville, « trop filiste ».

Des actes inhumains

Le crime imprescriptible contre l'humanité, disait ce jour-là la chambre criminelle, est « constitué au sens de l'article 6 c du statut du tribunal militaire international de Nuremberg, annexé à l'accord de Londres du 8 août 1945, alors même qu'il serait également qualifiable de crime de guerre, selon l'article 6 b de ce texte, par des actes inhumains et des persécutions, au nom d'un Etat pratiquant une politique d'hégémonie idéologique, ou d'un Etat de façon systématique non seulement contre des personnes en raison de leur appartenance à une collectivité raciale ou religieuse, mais aussi contre les adversaires de cette politique quelle que soit la forme de leur opposition ».

Le crime imprescriptible contre l'humanité, disait ce jour-là la chambre criminelle, est « constitué au sens de l'article 6 c du statut du tribunal militaire international de Nuremberg, annexé à l'accord de Londres du 8 août 1945, alors même qu'il serait également qualifiable de crime de guerre, selon l'article 6 b de ce texte, par des actes inhumains et des persécutions, au nom d'un Etat pratiquant une politique d'hégémonie idéologique, ou d'un Etat de façon systématique non seulement contre des personnes en raison de leur appartenance à une collectivité raciale ou religieuse, mais aussi contre les adversaires de cette politique quelle que soit la forme de leur opposition ».

Le Monde sur minitel JOUEZ « Etes-vous philologue ? » Gagnez un dictionnaire étymologique Larousse ! 36.15 TAPEZ LEMONDE puis LOG

Cela signifiait que des actes tenus pour des crimes de guerre pouvaient aussi prendre le caractère de crimes contre l'humanité, dès lors qu'ils étaient accompagnés d'actes inhumains ou de persécutions contre des adversaires au nom d'une idéologie étatique.

La chambre criminelle précisait d'ailleurs la portée de son arrêt en ajoutant que « si les mobiles animant les victimes (résistants) ni leur éventuelle qualité de combattants ne sauraient exclure l'existence à la charge de l'inculpé (Barbie) de l'élément intentionnel constitutif des infractions poursuivies ». Cette décision de la Cour de cassation ne devait pas faire l'humanité. Elle donna même lieu à une critique ouverte du procureur général de Lyon, M. Pierre Truche, lors d'un débat de la chambre d'accusation de cette ville à propos de la recevabilité de nouvelles constitutions de parties civiles consécutives à la décision de la Cour de cassation.

Ce magistrat, qui soutiendrait l'accusation au procès, entendait surtout justifier la distinction qui avait été opérée à Lyon entre juifs et résistants. « On pourrait répondre, disait-il alors, que les Allemands faisaient déjà la différence en transportant les uns et les autres dans des wagons distincts, qu'ils l'Alsace, prenaient trois destinations : les hommes résistants au camp du Struthof, les femmes à Ravensbrück, les hommes, les femmes et les enfants juifs à Auschwitz. Mais cette réponse n'est pas suffisante. Ce qu'il faut voir, c'est qu'en voulant réprimer comme crimes contre l'humanité tous les actes inhumains, très louable, la Cour de cassation, est, elle aussi, amenée à établir un catalogue dans l'horreur. Car où commence l'« atroce » qui change la nature du crime ? Une torture inhumaine infligée à Lyon resterait un crime de guerre même si elle n'entraînait la mort. Elle deviendrait un crime contre l'humanité si elle est infligée dans un camp de concentration parce que, dans ce camp, l'horreur devenait collective ».

Idéologie hitlérienne

La controverse risque fort de se prolonger au cours du débat devant les assises du Rhône. En tout cas, la chambre d'accusation de Paris, à laquelle avait été confié le soin des suppléments d'information rendus nécessaires par la décision de la Cour de cassation, devait ajouter aux faits initialement retenus à Lyon deux autres séries d'actes concernant des résistants. Notamment le professeur Marcel Gompel et M^{lle} Lise Lesèvre, âgée aujourd'hui de quatre-vingt ans. Le premier fut torturé jusqu'à la mort, en janvier et février 1944. La chambre d'accusation de Lyon avait estimé qu'il s'agissait d'un crime de guerre, Marcel Gompel ayant milité dans la Résistance, et les traitements qui lui furent infligés n'ayant pas été commandés par sa qualité de juif. Quant à M^{lle} Lise Lesèvre, elle fut arrêtée à Lyon le 13 mars 1944. Déportée le 19 mai, elle a subi les pires interrogatoires et accusa formellement Barbie d'en avoir été l'organisateur et le participant.

On connaît la défense de l'ancien SS. Il ne se souvient d'aucune des victimes dont on lui parle. Il admet avoir interrogé des résistants, mais sans violence particulière. Il faisait son métier de soldat. Quant au sort qu'il entendait en Allemagne ceux qu'il y envoyait, il n'en a jamais soupçonné l'effroyable réalité. C'est le procès de Nuremberg qui lui aurait appris les atrocités qui s'y commettaient.

Cette position est celle-là même qu'adoptèrent, toujours, les nazis jugés en France avant lui. Mais pour l'accusation, sa carrière SS et de membre du SD, organisations nazies déclarées criminelles par le tribunal de Nuremberg, ses fonctions à Lyon de chef de service, son adhésion, et sa jeunesse, au système hitlérien et à son idéologie établie par ses propres notes, démontrent qu'il a bien été durant dix ans, mais particulièrement entre 1942 et 1944 à Lyon, l'exécutant conscient de cette « politique étatique d'hégémonie idéologique » dont a parlé la Cour de cassation.

JEAN-MARC THEOLIER.

L'affaire du

Les réquisitoires sont accusés

« L'affaire du... »

L'un des deux principaux

« L'un des deux principaux... »

« L'un des deux principaux... »

« L'un des deux principaux... »

« L'un des deux principaux... »

« L'un des deux principaux... »

« L'un des deux principaux... »

« L'un des deux principaux... »

« L'un des deux principaux... »

« L'un des deux principaux... »

« L'un des deux principaux... »

Aventure

Le pôle Nord en ULM

Partis le 20 avril de Resolute Bay (Canada), Nicolas Hulot et Hubert de Chevigny se sont posés, lundi 4 mai, au pôle Nord, après un raid de 2300 kilomètres en ULM. Pour cette première, les deux aviateurs ont utilisé un Avid Flyer, de construction américaine, et un Mistral, de construction française, pesant de 170 à 180 kilos et équipés chacun de cockpit fermé pour protéger du froid (jusqu'à moins 50 degrés). Nicolas Hulot et Hubert de Chevigny attendent désormais un Twin-Otter ou un DC3 qui devraient venir les récupérer avec leurs ULM.

Défense

Manurhin dément une entente illicite

Les sociétés nationales d'armement ouest-allemandes Fritz Werner Industrie Ausrustungen (FW) et française Manurhin (Manufacture de machines du Haut-Rhin) auraient conclu en 1987 une entente pour se partager le marché des machines-outils destinées à la fabrication d'armes et de munitions, affirme l'hédo-moine ouest-allemand Der Spiegel, dans son édition du lundi 4 mai. L'accord, dont Der Spiegel reproduit des extraits, attribue à chaque société une liste de pays clients et prévoit des consultations discrètes et préalables en cas de litige. Cette entente fonctionnait encore en 1984, selon l'hédo-moine, qui précise que le cartel équipe depuis plusieurs années les troupes israéliennes en guerre contre l'Irak.

Environnement

Sandoz indemnise les pêcheurs

Sandoz paie, et la note n'est pas légère : le groupe chimique suisse accepte de verser 8 millions de francs de dommages et intérêts à deux fédérations alsaciennes de pêcheurs, et à titre bénévole et exceptionnel à un million de francs pour encourager des projets de recherche et de restructuration du Rhin.

Dans la nuit du 1^{er} novembre 1986, un incendie dans les entrepôts de Sandoz à Schwenningen, près de Bâle (Suisse), avait déversé de grosses quantités de produits chimiques dans le Rhin. L'accord conclu, lundi 4 mai, entre Sandoz et les sociétés de pêche du Haut-Rhin et du Bas-Rhin ne met pas toutefois un point final à cette affaire : l'Etat régional ouest-allemand de Rhénanie-Palatinat réclame, pour sa part, 2,8 millions de deutschmarks de réparation à Sandoz, auxquels s'ajoutent les demandes de diverses communes, sociétés d'adoption d'eau ou particulières de cette région dont le montant total s'élève à 1,6 milliard de deutschmarks.

Médecine

Péritonite mortelle

Deux médecins du centre hospitalier de Perpignan ont été condamnés le 30 avril par le tribunal de grande instance de Perpignan pour avoir « causé involontairement » la mort d'un enfant.

Le 21 août 1982, Patrick Léroy, trois ans, avait fait une chute au cours d'une excursion en montagne. Se plaignant de douleurs à la tête et de maux d'estomac, il avait été admis au centre hospitalier de Perpignan, où il était décédé le lendemain d'un arrêt cardiaque, selon l'hôpital. Une autopsie pratiquée à la demande de ses parents avait révélé que l'enfant était mort en réalité d'une péritonite.

Le docteur Ali Akkari, trente-deux ans, interne du service de neurologie au moment des faits, a été condamné à quatre mois de prison avec sursis et 5 000 francs d'amende ; le docteur Gérard Bedou, cinquante-cinq ans, son chef de service, a été condamné à deux mois de prison avec sursis et à 10 000 francs d'amende. — (Correspondant.)

Challenge

L'avenir des jeunes s'inscrit en anglais.

L'apprendre, le pratiquer, la vivre en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis. Centres internationaux. Activités sportives à volonté.

34-36 South Street - Landing West - Sussex (Angleterre). Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-878 - A Paris 43-42-48-84

U.S.A. France Inc. Séjours familiaux Sports, excursions

Tél. de France : composer le 18-44-903-767-

Société

L'affaire du Carrefour du développement

Les réquisitions du parquet sont accablantes pour M. Nucci

M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction chargé de l'affaire du Carrefour du développement, devrait rendre dans les prochains jours son ordonnance d'incompétence, confirmant ainsi que M. Christian Nucci ne peut être jugé que par ses pairs du Parlement si ceux-ci en ont la volonté politique. Les réquisitions d'incompétence rendues par le parquet de Paris le 30 avril, dont on lira ci-dessous les principaux passages, deviennent ainsi le point de départ d'une éventuelle procédure parlementaire.

lente et incertaine, nécessitant une résolution de cinquante-huit députés ou trente-deux sénateurs, et pouvant mener l'ancien ministre socialiste de la coopération devant la Haute Cour de justice.

Or ces réquisitions sont très sévères pour M. Nucci, accusé d'avoir mis en place « un système lui permettant de détourner à son profit des fonds publics » et d'avoir été « l'un des deux principaux bénéficiaires du système frauduleux », aux côtés d'Yves Chalié, son chef de cabinet au ministère.

Le parquet évalue « à une somme globale minimum de 7 048 490 francs » les fonds détournés qui ont été à la « disposition » de M. Nucci. Aussi les avocats du député de l'Isère, M^{me} Jean-Paul Lévy et Francis Szpiner, ne cachent-ils pas leur mécontentement, tandis qu'à l'inverse ceux de M. Chalié, M^{me} Xavier de Roux et Grégoire Triet, y voient « une excellente évolution du dossier », M. Chalié n'ayant « cessé de soutenir qu'il avait agi sur instructions ».

« L'un des deux principaux bénéficiaires du système frauduleux »

Les réquisitions d'incompétence du parquet de Paris marquent une accélération de l'affaire du Carrefour du développement. Elles font en effet de M. Christian Nucci l'auteur principal des crimes et délits constatés, celui qui « a tenu le rôle de donneur d'ordres », celui qui a été « à l'initiative » du mécanisme de détournement de fonds mis en place, celui qui a eu un « rôle essentiel » dans leur utilisation « à des fins personnelles ». Bref, ce réquisitoire de vingt-deux pages rédigé par M. Bernard Delafaye, premier substitut, chef de la cinquième section du parquet de Paris, est accablant pour l'ancien ministre socialiste.

Après une rapide historique judiciaire de l'affaire, le parquet résume celle-ci en ces termes : « L'ensemble de ces agissements frauduleux a trouvé son origine dans l'organisation du sommet franco-africain qui s'est tenu en décembre 1984, à Bujumbura, capitale du Burundi, ainsi qu'à l'occasion d'autres manifestations ».

« Les pratiques mises en œuvre ont abouti, sous le couvert d'opérations dont la réalisation était confiée par le ministre de la coopération à l'association Carrefour du développement, à l'obtention de fonds publics destinés en réalité, directement ou indirectement, à des fins personnelles (...). Ces détournements ont été rendus possibles par la fabrication de fausses commandes à l'entête de l'association, de fausses factures d'entreprises diverses et de faux « avenants » du ministère ».

Puis le parquet souligne « la participation active à la réalisation de ces faux » de quatre des inculpés, dont il résume ensuite les déclarations et aveux devant le

juge d'instruction : MM. Yves Chalié, chef de cabinet de M. Nucci et trésorier du Carrefour du développement, René Trillaud, fonctionnaire chargé de l'ordonnement des dépenses au ministère de la coopération, Victor Tito, lieutenant-colonel affecté à la mission militaire de coopération et développement au Burundi, et Philippe Leroy, gérant de la société SOCOTRA.

Le réquisitoire en vient ensuite au rôle de M. Nucci. La conclusion est sans appel : « Supérieur hiérarchique des deux responsables principaux, Yves Chalié et René Trillaud, M. Nucci a tenu le rôle de donneur d'ordres, même s'il a pu se distancier derrière des exécutants (...). Au surplus, il est l'un des deux principaux bénéficiaires du système frauduleux ».

« Mauvaise foi »

Le parquet insiste d'abord sur le rôle de M. Nucci dans « la mise en place du système » : « L'association Carrefour du développement a été créée en juin 1983 à l'initiative du ministre et elle a toujours joué d'un régime de faveur de sa part (...) ».

« La décision de Christian Nucci de confier au Carrefour du développement l'organisation du sommet [de Bujumbura] ne repose sur aucun critère objectif. Le Carrefour du développement n'avait, à l'époque, qu'une activité symbolique, ne disposait d'aucune organisation administrative et comptable et n'avait aucune adresse propre, à tel point que ses relevés bancaires étaient adressés au ministère de la coopération. Ces éléments démontrent l'évidence des liens étroits existant, dès l'origine, entre Christian Nucci et l'association ».

Carrefour du développement, qui était d'ailleurs présentée par René Trillaud comme « l'association du ministre (sic) ».

Selon le parquet, ce « rôle essentiel » de M. Nucci « se retrouve dans l'utilisation des fonds détournés » : « Les éléments de l'information judiciaire démontrent que le ministre n'ignorait pas le cheminement de ces fonds. Il profitait de rétrocessions en espèces et il puisait indifféremment dans les comptes sur lesquels ils étaient versés (...) ».

Les dépenses de Christian Nucci ainsi réglées peuvent être classées en trois catégories : celles qui concernent sa campagne législative dans l'Isère, celles liées à la commune de Beaurepaire, dont Christian Nucci est maire, et enfin des dépenses strictement personnelles.

Le réquisitoire développe ensuite le détail comptable de ces accusations, le parquet multipliant au passage les commentaires peu amènes pour l'ancien ministre : M. Nucci a « eu recours avec Chalié à des procédés frauduleux pour obtenir des fonds », « l'argent obtenu grâce au Carrefour du développement a été versé à l'occasion du sommet de Bujumbura [sic] révisé insuffisamment pour faire face aux besoins croissants de M. Nucci », « sa mauvaise foi est évidente, même s'il était démontré (...) qu'il ignorait les retraits effectués par Chalié ».

En conclusion, le parquet estime que « M. Nucci a profité de l'organisation du sommet de Bujumbura confiée à son ministère et des crédits importants qui en découlaient pour mettre en place un système lui permettant de détourner à son profit des fonds publics. Son intervention, constante de mars 1984 à mars 1986, apparaît indissociable des

ÉTATS-UNIS

Plusieurs millions d'immigrants illégaux pourront demander à régulariser leur situation

WASHINGTON
correspondance

Avec l'entrée en vigueur de la loi sur l'immigration signée le 6 novembre dernier, les États-Unis vont vivre, selon l'expression du *New York Times*, « une des plus importantes expériences » de leur histoire. A partir du mardi 5 mai, en effet, tous les immigrants illégaux, familièrement appelés les « indocumentados » (les hispaniques sont les plus nombreux, mais il y a aussi un certain nombre d'irlandais, d'anglais, d'italiens et d'autres Européens n'ayant pas tenu compte de la limite de validité de leur visa touristique), vont pouvoir demander un statut légal. Mais ils devront prouver, documents à l'appui, qu'ils vivent aux États-Unis sans interruption depuis le 1^{er} janvier 1982.

Les services d'immigration (INS) prévoient qu'environ quatre millions d'illégaux se présenteront dans les sept bureaux spécialement créés pour recevoir leurs demandes. Mais on s'attend qu'un grand nombre se tiendront à l'écart, certains en raison d'un sentiment de méfiance envers l'autorité, d'autres de peur, en étant exclus du bénéfice de l'immunité, de perdre leur emploi, d'être arrêtés et d'avoir à franchir ainsi la frontière en sens inverse. Déjà un grand nombre de Mexicains et de Salvadoriens ont quitté les États-Unis avant l'entrée en vigueur de la loi, posant des problèmes aux pays-refuge, comme le Canada, qui a dû imposer des restrictions à leur entrée. Quant au président du Salvador, il a demandé au président Reagan que ses compatriotes entrés illégalement puissent rester temporairement aux États-Unis. Leur retour au pays, a-t-il dit, aurait des effets désastreux sur l'économie du Salvador, qui a besoin des 400 millions à 600 millions de dollars envoyés annuellement par les travailleurs émigrés.

M. Nucci, indique le réquisitoire, « a ainsi écarté les règles habituelles de la comptabilité publique et a assuré le paiement d'opérations fictives ou d'opérations majorées dans leur montant (...) ». M. Nucci a profité de toutes ces redistributions pour régler des dépenses propres ».

Ainsi, selon le parquet, les sommes suivantes « ont été à sa disposition » : 3511500 francs, versés par des sociétés ayant établi des fausses factures à l'ordre de Carrefour du développement ; 2151650 francs, correspondant à des frais réglés par l'association ; 990650 francs, versés par l'association Promotion française ; 1286280 francs versés sur le compte joint Nucci-Chalié.

« Au total, conclut le réquisitoire, les fonds détournés s'élevaient donc à une somme globale minimale de 7 048 490 francs, sur lesquels l'information a permis, en l'état, d'identifier, à hauteur de 5 000 744 francs, les dépenses de M. Nucci » (1). Il s'agit de « dépenses de campagne législative », de « dépenses dans le cadre de Beaurepaire » et de « dépenses personnelles ». Pour le substitut Delafaye, ces « agissements de M. Nucci peuvent être qualifiés de complicité de faux en écritures publiques et usage, faux en écritures privées et usage, soustraction par dépositaire public et recel ».

Diverses organisations privées, notamment les Églises, aident les « indocumentados » à réunir les papiers anciens (feuilles de paie, quittances de loyer, notes d'usage) établissant la durée requise de leur séjour. Bien entendu, certaines officines douteuses procurent aussi, moyennant finances, de faux documents. Une fois leur demande

acceptée, les illégaux se verront accorder d'abord le statut de résident temporaire et, dix-huit mois plus tard, celui de résident permanent. Cinq ans après, ils pourront demander la nationalité américaine.

Selon le Bureau des statistiques, dans les quinze prochaines années les immigrants représenteront un quart de l'accroissement de la population et de la main-d'œuvre. Sur tout, les nouveaux résidents permanents pourront, dans certaines conditions, faire venir leur famille.

Pour le moment, la loi pose des problèmes délicats. Quel serait le cas, par exemple, d'un mari bénéficiant de l'amnistie, alors que sa femme, du fait qu'elle n'a pas résidé continuellement aux États-Unis pendant la période concernée, verrait sa requête repoussée ? Si le couple a des enfants nés aux États-Unis, ils sont automatiquement américains. Faudra-t-il les renvoyer à leur mère à l'étranger ? Le Congrès étudie ce genre de question.

La procédure de légalisation n'est pas gratuite. L'immigrant qui dépose un dossier doit payer un droit initial de 185 dollars et de 50 dollars pour chacun de ses enfants. A cela s'ajoutent les frais d'examen médical et ceux (75 dollars) demandés par les organisations autorisées à aider à la collecte des documents nécessaires. Le recours aux avocats est coûteux. Aucune limite n'est fixée à leurs honoraires. Bref, le « prix » exigé pour devenir un citoyen américain est relativement élevé pour des gens qui, dans leur majorité, vivent dans ou à la limite de la pauvreté.

HENRI PIERRE.

Les autorités mexicaines sur le pied de guerre pour accueillir les « illégaux » refoulés

Mexico (APF). — Les autorités mexicaines sont actuellement sur le pied de guerre le long des 3 000 kilomètres de frontière nord du Mexique pour accueillir les centaines de milliers de travailleurs clandestins qui, estimés à 200 000, seront refoulés des États-Unis à partir du mardi 5 mai, jour d'entrée en vigueur de la nouvelle loi américaine sur l'immigration, dite loi Simpson-Rodino, du nom de son auteur.

Les Mexicains sont les premiers visés par cette législation, présentée aux États-Unis comme une loi d'amnistie, puisqu'elle doit permettre aux étrangers d'accéder à la nationalité américaine s'ils parviennent à prouver leur présence dans le pays depuis 1982. Environ 80 % des trois à cinq millions d'étrangers en situation illégale aux États-Unis sont d'origine mexicaine. Quelques centaines de milliers seulement, pense-t-on, parviendront à légaliser leur présence.

Depuis près d'un semaine, la loi Simpson-Rodino fait la « une » de la plupart des journaux du pays et a réveillé à nouveau des sentiments anti-américains dans certains secteurs de la société mexicaine. Les associations de défense des droits de l'homme, ainsi que certains syndicats et partis de gauche, se sont vigoureusement élevés contre cette législation qu'ils qualifient de « raciste » et dont ils ont demandé l'abrogation, exigeant même des représailles de la part des autorités mexicaines.

Le gouvernement de Mexico, lui-même posé par les réfugiés guatemaltecos (environ quarante mille) dans le sud du pays, s'est borné à regretter l'absence de consultations entre les deux pays avant l'adoption de la loi. Son entrée en vigueur risque d'affecter gravement le développement économique du Mexique. L'immigration vers les États-Unis jouait, en effet, « un rôle régulateur du chômage », selon les propres termes du chef de l'Etat.

La Banque du Mexique a calculé que, chaque année, les Mexicains expatriés aux États-Unis envoient près de 1 milliard de dollars à leurs familles restées au pays.

Le ministre mexicain de l'intérieur, qui affirme avoir reçu des assurances de Washington, a écarté toute possibilité d'une « déportation massive » des illégaux travaillant aux États-Unis. Il a néanmoins lancé un appel à la population pour qu'elle accueille ceux qui seront refoulés dans « la dignité et la solidarité ».

La boîte de Pandore

La justice fait le ménage, sans prendre de gants. En l'espace d'une semaine, sur les deux versants de l'affaire du Carrefour du développement — les détournements de fonds, la manipulation politique, — le parquet a transformé le paysage. Dans le premier cas, il charge ; dans le second, il verrouille. Avec les « réquisitions d'incompétence » du parquet de Paris, concluant que seuls ses pairs sont aptes à juger M. Christian Nucci, l'ancien ministre socialiste de la coopération devient le principal organisateur et bénéficiaire du scandale financier. M. Yves Chalié n'apparaît plus que comme son subordonné et son complice. Avec le « réquisitoire d'information d'ordonnance » du parquet général, légitimant le secret-défense invoqué par M. Charles Pasqua dans l'affaire du « vrai-faux » passeport, le ministre de l'intérieur se trouve protégé des curiosités judiciaires intempestives à propos de la manipulation politique de ce dossier par ses proches.

La justice aurait voulu embarrasser les parlementaires qu'elle ne s'y serait pas prise autrement. Ces dernières semaines, à droite comme à gauche, ne semblait-il pas vouloir calmer le jeu, la majorité faisant mine d'oublier les turpitudes de M. Nucci tandis que les socialistes, ménageaient quelque peu M. Pasqua ? Or voici que, devant l'opinion publique, la justice leur lance un défi, les invite à se saisir de l'affaire, avec des attentes peu nuancées. D'un côté elle accable M. Nucci, d'un autre

elle justifie M. Pasqua. Ce défi recouvre deux questions, dont dépendra la violence de l'affrontement parlementaire.

La première concerne la majorité. Après avoir utilisé l'affaire afin de retirer le monopole de la morale politique aux socialistes, pour-elle renoncer à mettre en route la procédure, longue et incertaine, qui conduirait éventuellement M. Nucci devant la Haute Cour de justice ? On sait que les députés de base, du RPR comme de l'UDF, sont réticents. Les mécanismes de financement des campagnes électorales, l'usage des fonds secrets ministériels, les combines du pré carré africain ne sont-elles pas la toile de fond du scandale ? N'est-ce pas M. Jean-Claude Gaudin qui, hier, réduisait celui-ci à un vulgaire « vol à l'étalage » ?

La seconde question vise les socialistes. Silenceux — ô combien ! — depuis le début du feuilleton Carrefour du développement, comment pourraient-ils, aujourd'hui, ne pas réagir et contre-attaquer ? La double mouvement du parquet ne leur est pas

passé inaperçu. Si la majorité lance l'assaut, certains socialistes souhaitent mettre en cause directement M. Pasqua et les appuis offerts par le ministère de l'intérieur à M. Chalié, protégé et manipulé, selon ses propres dires, par M. Jacques Delors, contrôleur général de la police nationale, ami politique du ministre.

Après son arrestation, M. Chalié ne devait-il pas déclarer au juge d'instruction, le 5 décembre 1986, que sa note manuscrite, adressée depuis le Brésil au printemps 1986 et qui fut un des points de départ de l'instruction, lui avait été demandée par M. Delors ? « Cette note est orientée, devait-il assurer. Delors m'avait dit qu'il fallait « charger » à gauche. C'est à la demande expresse de Delors par exemple que j'avais cité le nom de personnes ayant été les maîtresses du ministre ».

Nucci-Pasqua : jusqu'à ces derniers jours, il y avait, dans ce couple, les éléments d'une dissuasion pouvant conduire à un enterrement de l'affaire. Maintenant, la justice a introduit un déséquilibre en passant le relais aux parlementaires en des termes qui, a priori, les contraignent à passer d'une guerre de position à une guerre de mouvement. La première initiative que prendra l'un des camps risque de provoquer une réaction immédiate dans l'autre. La boîte de Pandore pourrait alors s'ouvrir sans que personne puisse prédire ce qui en sortira.

G. M. et E. P.

GEORGES MARION
et EDWY PLENEL

(1) C'est donc par erreur que, sur la foi d'une dépêche d'agence, nous avons écrit, dans nos éditions datées 3-4 mai, que « le total serait d'un peu plus de 2 millions ». L'estimation du parquet est, en fait, bien supérieure.

Préparez-les à faire des étincelles en anglais

N'attendez pas les vacances. Réservez leur dès aujourd'hui leur séjour (nombre de places limité).



Vos enfants ont décidé de perfectionner sérieusement leur anglais tout en profitant de leurs vacances ? ILC a la méthode, basée sur la conversation... en anglais et avec des anglais. Voyage en groupe accompagné, enseignement « sur mesure », activités de loisirs contrôlées, hébergement en famille ou au collège.

INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
ILC
1-33 25 41 38
20, passage Dauphine
75006 Paris

Celui qui désire recevoir gratuitement une documentation sur les séjours linguistiques ILC.
Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____

Profil

Rhône notre l'humanité

présenté à sa famille et son ami. Il est celui qui, en 1946, a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo. C'est lui, Jean-Marc Théron, qui a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo.

Il est celui qui, en 1946, a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo. C'est lui, Jean-Marc Théron, qui a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo.

Il est celui qui, en 1946, a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo. C'est lui, Jean-Marc Théron, qui a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo.

Il est celui qui, en 1946, a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo. C'est lui, Jean-Marc Théron, qui a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo.

Il est celui qui, en 1946, a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo. C'est lui, Jean-Marc Théron, qui a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo.

Il est celui qui, en 1946, a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo. C'est lui, Jean-Marc Théron, qui a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo.

Il est celui qui, en 1946, a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo. C'est lui, Jean-Marc Théron, qui a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo.

Il est celui qui, en 1946, a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo. C'est lui, Jean-Marc Théron, qui a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo.

Il est celui qui, en 1946, a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo. C'est lui, Jean-Marc Théron, qui a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo.

Il est celui qui, en 1946, a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo. C'est lui, Jean-Marc Théron, qui a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo.

Il est celui qui, en 1946, a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo. C'est lui, Jean-Marc Théron, qui a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo.

Il est celui qui, en 1946, a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo. C'est lui, Jean-Marc Théron, qui a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo.

Il est celui qui, en 1946, a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo. C'est lui, Jean-Marc Théron, qui a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo.

Il est celui qui, en 1946, a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo. C'est lui, Jean-Marc Théron, qui a été condamné à mort pour avoir sauvé la vie de nombreux prisonniers de la Gestapo.

Société

FAITS DIVERS

A Nogent-sur-Marne

Huit morts
et onze blessés
dans l'incendie
d'une clinique

Huit personnes — sept femmes et un homme — sont mortes intoxiquées et onze autres ont été blessées dans l'incendie de la clinique de Plaisance, pendant la nuit du lundi 4 au mardi 5 mai, rue de Lardillière, à Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne).

L'incendie s'est déclaré vers 2 h 15, apparemment au rez-de-chaussée, dans des circonstances encore mal établies. Le bâtiment est une clinique de deux étages comportant une aile pour soins psychiatriques.

Rapidement, les pompiers ont déclenché le « plan rouge » mobilisant d'importants moyens de secours. Ce sont cent vingt sapeurs d'une douzaine de casernes de Paris et de la région parisienne qui sont venus à bout du sinistre, peu après 3 heures du matin. Le général des sapeurs-pompiers de Paris, M. Pierre Godon, a dirigé en personne la lutte contre le feu. C'est après avoir éteint l'incendie et alors qu'il faisait des reconnaissances dans les débris que les pompiers ont découvert les huit cadavres, alors que quatre victimes avaient pu être secourues à temps.

PARIS

Sans augmentation des impôts locaux

M. Chirac distribue 137 millions de francs pour l'aide sociale

En décidant d'affecter 137 millions de francs à des mesures concrètes en faveur des Parisiens, M. Jacques Chirac a passé, le lundi 4 mai, une véritable revue de détail des services de la ville. Tous les secteurs de la capitale ont été visités et la collectivité restait à entreprendre ou à compléter bénéficieront de cette manne.

Ainsi, par exemple, à propos de la propriété, les moyens en hommes et en matériel sont renforcés. Un programme dont le coût est évalué à 31,9 millions de francs. Quarante emplois de cadres vont être créés et cent cinquante éboueurs suppléentaires recrutés. M. Chirac a également indiqué qu'un système « État-anti-intrusion » est à l'étude. Il est destiné aux personnes qui partent en vacances. Elles pourront louer un appareil relié à un central d'écoute alerté en cas d'intrusion dans un appartement désert.

Les travaux dans les établissements scolaires seront accélérés, principalement dans l'Est parisien. Vingt millions de francs vont être réservés à ces travaux et réparations. A noter que 6 millions, dont 4,5 pour le privé, sont également réservés pour développer des activités scolaires et périscolaires dans la capitale. La mairie va d'ailleurs

part accentuer son action en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées afin de favoriser leur maintien à domicile. L'allocation « Ville de Paris » est portée à 3 110 F par mois. Le plafond des ressources donnant droit à la carte Emprunte (gratuité dans les transports parisiens) passera de 5 000 à 7 000 F. L'aide ménagère accordée augmentera de trente à soixante heures. L'ensemble des mesures envisagées en faveur des personnes âgées et personnes handicapées représente un effort de 25,8 millions de francs.

A propos des familles nombreuses, le maire de Paris a annoncé la création d'une aide supplémentaire (600 F par mois) à l'allocation parentale d'éducation. Au total, l'allocation mensuelle pour les bénéficiaires sera de 3 000 F. Enfin, une aide au logement est créée pour un certain nombre de familles nombreuses (1 000 F pour quatre enfants, 200 F par enfant supplémentaire). Enfin, M. Chirac a annoncé que les crédits affectés par la ville à la formation professionnelle seront augmentés de 6,5 millions de francs.

Le maire de Paris a conclu en annonçant qu'une mission de réflexion sur les jeunes en difficulté, « Français de souche ou non », dans la capitale avait été confiée à M. Guy Longeville (apparenté RPR).

Toutes ces opérations seront financées sans augmenter les impôts locaux. Si M. Chirac peut donner un tel « coup de collier » deux ans avant la fin du mandat de l'actuelle majorité municipale, il le doit à différentes ressources financières qui viennent de tomber dans les caisses de la ville : 85 millions de francs d'excédents de recettes fiscales, 15 millions des services de la Ville, principalement du bureau d'aide sociale, et 37 millions dégagés grâce à la création par l'État de l'allocation de congé parental qui remplace désormais l'allocation municipale.

JEAN PERRIN.

RELIGIONS

A la fin de sa visite en Allemagne fédérale

Jean-Paul II lance un appel angoissé au réveil religieux de l'Europe

Le pape est resté le lundi soir 4 mai à Rome, après une visite de cinq jours en Allemagne fédérale. Ses deux dernières étapes, à Augsburg (Bavière) et à Spire (Rhénanie-Palatinat), ont été consacrées à l'œcuménisme et à l'Europe.

SPIRE
de notre envoyé spécial

Serré de bains de foule pendant cinq jours par une police allemande sur les dents, Jean-Paul II a pu s'exprimer à loisir à Spire, ville rhénane trop exigüe pour accueillir cinquante-cinq mille pèlerins transis de froid et de bêtise, sur fond de fanfare, autour de la cathédrale millénaire qui est l'un des chefs-d'œuvre de l'art roman allemand.

Spire compte autant de clochers protestants et catholiques que de tombeaux d'empereurs. En raison de son riche passé et de la proximité de la France, le pape avait choisi cette ville pour clore sa visite en Allemagne fédérale par un discours sur l'Europe, précédant un tête-à-tête de trente minutes avec le chancelier Helmut Kohl.

A Saint-Jacques de Compostelle (Espagne) en 1982, le pape avait rappelé à l'Europe « véritables frontières de l'Atlantique à l'Oural. De l'ouest à l'est, ses racines chrétiennes sont identiques, devait-il ajouter un an plus tard à Vienne. Le discours prononcé à Spire va plus loin. Avec des accents parfois pathétiques, Jean-Paul II a souligné la responsabilité historique des chrétiens dans une Europe qui, « par la dissolution de ses mœurs et de ses pratiques religieuses », se prépare à l'« éclipse » et approche du « chaos ».

La soif de vérité, de justice et de « pain spirituel » doit-elle « s'éteindre », interroge le pape, « dans l'apparente autosatisfaction et la satiété de nombreux Européens modernes, dans la tentation permanente de vivre comme si Dieu n'existait pas » ?

L'exercice de cette responsabilité des chrétiens en Europe passe par leur réunification et, surtout, par la liberté du culte dans les pays où elle est réprimée. Jean-Paul II n'a pas eu de mots assez durs pour dénoncer « les puissances politiques ou militaires, les décrets dictatoriaux », dont, assure-t-il, « aucun ne réussit à répondre aux questions fondamentales, à écouter les plaintes, à favoriser justice et ordre dans la société ».

« L'un des droits fondamentaux est sacré : la liberté d'honorer Dieu, de pratiquer la religion sans contrainte et sans obstacles », estime le pape, qui lance un appel aux dirigeants politiques européens pour que « les restrictions et la répression qui règnent sur le libre exercice du culte prennent fin », ajoutant : « Le droit de pratiquer sa religion, le respect de tous les droits et valeurs fondamentales, pour que les hommes vivent dans une communauté digne d'eux, doivent servir de fondements surs que non à l'avenir de l'Europe ».

« Les racines chrétiennes de l'Europe, la paix mondiale, la liberté de religion, la réunification des chrétiens sont les défis cruciaux de notre temps », a conclu Jean-Paul II, qui n'a jamais été aussi loin dans l'expression de son inquiétude personnelle : « A ces défis, que puis-je faire, moi, tout seul ? Je ne sais même pas si je peux contribuer à leur solution : chacun d'eux vous part amorcer le mouvement. »

Le « feu œcuménique »
et la cendre

C'est à Spire, lors de la Dîte de 1529, que les partisans de Martin Luther ont exprimé leur « protestation » solennelle, qui fit d'eux les « protestants ». Et ce sont les mêmes qui, l'année suivante à Augsburg, étaient venus déposer également au parlement local, dans un ultime effort de compromis qui a échoué, la fameuse « Confession d'Augs-

bourg » qui, aujourd'hui encore, est la charte commune de référence des vingt-sept millions de protestants allemands et des cent millions de luthériens dans le monde.

Augsbourg avait donc été, lundi matin, l'étape œcuménique de Jean-Paul II, au cours d'un office religieux à la basilique Saint-Ulrich, réunissant des responsables protestants, orthodoxes et catholiques allemands. La portée de cette rencontre était plus modeste que la véritable discussion entre les Eglises évangélique et catholique, qui avait eu lieu en novembre 1980 à Mayence, lors de la première visite du pape.

Jean-Paul II s'en est tenu à la formulation de quelques souhaits pour que le dialogue œcuménique avance plus vite et, soupçonné d'avoir oublié les protestants dans son évocation des victimes du nazisme, il a cité le nom du célèbre théologien protestant Dietrich Bonhoeffer, mort dans un camp de concentration.

L'accrochage donné dans la basilique d'Augsbourg à l'évêque de Berlin, Martin Kruse, président du conseil de l'Eglise évangélique d'Allemagne, cachait mal la déception des protestants à l'issue d'une visite pontificale jugée restreinte sur le plan œcuménique, dans un pays où les deux communautés — catholique et protestante — sont presque en nombre égal.

« Ne transformons pas le feu œcuménique en cendres », devait dire, sous les applaudissements, l'évêque Kruse, ajoutant, dans des propos moins flatteurs que ceux du pape : « Nombreux sont, dans notre pays, ceux qui demandent, pleins de doute, si l'on peut faire l'expérience de la paix chez les chrétiens. Avons-nous fait assez pour que la paix puisse agir dans la vie quotidienne de l'Eglise ? » « Je crains », a conclu le chef de file des protestants allemands, que nous ne soyons soumis à la tentation de renouer à nouveau dans la coquille de nos murs confessionnels traditionnels. »

HENRI TINCO.

SHOOT

SI VOUS CRIEZ PENALTY...
IL EST GRAND TEMPS DE LIRE
LE HORS-SERIE DROGUE
RÉALISÉ PAR « LA VIE »

52 PAGES - 20 F - EN VENTE CHEZ
VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



6 MAI 1987
Inauguration du réseau 3S
La télévision par câble arrive en Ile de France
15 chaînes à domicile pour les habitants de
St-CLOUD, SEVRES, SURESNES

3S TELESERVICE
GROUPE GENERALE DES EAUX

Été en pente douce
Pauline et la



Une histoire d'été...
Pauline, une jeune fille de 10 ans, vit à la campagne. Elle aime la nature, les fleurs, les animaux. Elle est très gentille et aime aider ses parents. Elle a un petit frère et une petite sœur. Elle est très heureuse et aime vivre.

Pauline est une jeune fille très gentille et aime aider ses parents. Elle a un petit frère et une petite sœur. Elle est très heureuse et aime vivre.

Pauline est une jeune fille très gentille et aime aider ses parents. Elle a un petit frère et une petite sœur. Elle est très heureuse et aime vivre.

Pauline est une jeune fille très gentille et aime aider ses parents. Elle a un petit frère et une petite sœur. Elle est très heureuse et aime vivre.

Pauline est une jeune fille très gentille et aime aider ses parents. Elle a un petit frère et une petite sœur. Elle est très heureuse et aime vivre.

Pauline est une jeune fille très gentille et aime aider ses parents. Elle a un petit frère et une petite sœur. Elle est très heureuse et aime vivre.

CINÉMA

« L'Été en pente douce », de Gérard Krawczyk

Pauline et la fleur bleue

Un drame romanesque qui finit bien. Une idée lancinante du bonheur.



L'affiche d'un hyperféralisme un peu crapoteux avec la poitrine-obs de Pauline Lafont crevant les yeux au bord d'une route, la bande-annonce truffée de mots obscènes, donnent une fausse idée du deuxième film de Gérard Krawczyk. Elles le rapprochent de tout un cinéma où les paumés de la société moderne s'agitent dans la moiteur de jours et de nuits qui font transpirer, l'écotisme et la dérive. Quelque part entre les romans de Philippe Djan et Jean-Jacques Beineix, mais sans l'attitude esthétique. Faire de l'été en pente douce un produit mode 1987 est une erreur, même si, par certains côtés, cela peut s'y prêter.

Fane large son boulot, achète une machine à écrire pour se faire auteur de romans policiers, refuse d'envoyer son frère débile à l'hôpital. L'été en pente douce des deux hommes. La cohabitation (jusqu'au lit) fait jaser et André Voke (Guy Marchand) monte les esprits contre la « pute » de Fane. Conflit bien sûr entre les paumés au grand cœur et les médiocres bien nantis. Le langage relâché ou ordurier est bien d'aujourd'hui, comme le débrailé de certaines situations.

Jean-Pierre Bacri extirpe des brouillards de Fane une humanité touchante, une virilité qui se retrouve dans une vraie passion amoureuse. Jacques Villaret ne cesse d'étonner, de toucher par les apaisements et l'obstination de Mo à être « comme tout le monde ». Pauline Lafont, enfin, surtout, gagne une partie difficile. Prisonnière de son corps trop pulpeux, bonne fille affamée de « gentillesse » mais obligée de se défendre bec et ongles, Lili porte en elle la fleur bleue du mariage, des enfants, de la maison-foyer. Une idée lancinante du bonheur qui se détourne parfois vers l'imitation rêvée de Marilyn Monroe. Ce qui est formidable chez Pauline Lafont, c'est la manière dont elle fait sentir, avec ses moyens de comédienne, toute la distance qui sépare l'apparence physique, les chimères et les désirs qu'elle engendre, le mythe de Marilyn, de l'idéalisme et de la douce féminité de Lili. Même Claude Chabrol, qui joue - sérieusement - le curé du village, a l'air estomaqué.

JACQUES SICILIER.

« Brighton Beach » de Gene Saks

L'Amérique quand même

1937 : la Grande Dépression, une famille juive de Brooklyn, dans sa rue encore provinciale, qu'elle partage avec d'autres immigrés de plus ou moins fraîche date, les Irlandais - on se regarde en chiens de faïence d'un trottoir à l'autre, - et son loin le méro arde. Avant que l'Amérique, avec ses bandes, autour des grandes villes américaines ne deviennent de gigantesques dépotoirs.

1937 c'est encore la crise, le chômage à l'intérieur - un tiers de la nation vit mal, affirme le président Roosevelt - et le moindre travail est précieux. Le père-famille a deux emplois. L'officiel et, le soir, pour compléter le mois, il conduit un taxi.

Et puis, 1937, c'est l'année où Hitler et Mussolini signent un pacte et le père sent la guerre se rapprocher. Les parents de Pologne réussissent à quitter le pays, et le reste du clan déjà émigré aux États-Unis devra se serrer un peu plus les coudes pour les accueillir. Le jeune narrateur se réconcilie avec les siens, et d'abord son frère, devient prématurément adulte, réalise son rêve de toujours, voir une femme nue.

Souvenirs émus, racontés à la diable par un cinéaste sans style, filmés sur les lieux mêmes de l'action, miraculeusement préservés. Une Amérique dure aux nouveaux venus, prêts malgré tout à payer le prix nécessaire pour prendre leur part du rêve américain, avec la famille comme un bloc indestructible. Et, en arrière-plan, quelque chose qu'on ne trouvait pas dans l'ancien Hollywood : le sentiment de la fragilité de la vie, que peut-être l'Amérique même n'est qu'un moment de l'histoire, que tout peut capoter. Bref l'angoisse derrière joies et mystères, une certaine vérité.

LOUIS MARCORRELL.

PEINTURE

Rosenquist et ses filles-fleurs

De Rosenquist, jeune Turc du pop art au début des années 60, les images de bombardiers, de starlettes pour publicités aguicheuses ou d'objets de consommation, ont laissé le souvenir d'un artiste précis et ironique à froid. Si la précision demeure, désormais la satire a cédé la place à une inspiration plus poétique. Chaque toile est obtenue par le croisement de deux motifs, celui du visage féminin et celui de la fleur.

Suivant un dispositif de découpages et une combinaison géométrique subtile, Rosenquist fait apparaître le portrait sous les pétales et les feuilles, portrait incomplet, portrait en bandes disjointes que l'œil réunit cependant. Cette roquette de la botanique et de l'érotisme n'est pas neuve. Le peintre développe littéralement l'une des métaphores les plus connues du langage amoureux. Ces filles-fleurs, évoquées avec un peu plus de mièvrerie, un sens moins sûr du seuil à ne pas dépasser, glissent en arrière-plan, quelque chose qu'on ne trouvait pas dans l'ancien Hollywood : le sentiment de la fragilité de la vie, que peut-être l'Amérique même n'est qu'un moment de l'histoire, que tout peut capoter. Bref l'angoisse derrière joies et mystères, une certaine vérité.

★ Galerie Daniel-Temples, 30, rue Beaumarchais, jusqu'au 30 mai.

L'abstraction selon Clément

Parfaitement extérieur aux révolutions de pétales ou de musées qui agitent l'abstraction ces temps-ci, Alain Clément peint comme si de rien n'était. A grands gestes colorés qui se croisent et composent des tissages parcourus de lignes brisées ou de courbes enroulées, il accomplit son œuvre loin des géométries fallacieuses à la mode. Cette singularité ne lui a guère valu jusqu'ici la reconnaissance universelle.

On devrait le regretter, parce que la peinture de Clément, fidèle depuis une vingtaine d'années à ses principes de non-figuration, est de celles qui posent sans détour les questions périlleuses de la platitude et de l'espace. D'une pratique qui « balayait » la surface de couilles posées « à plat » et ne s'autorisait que de rares effets de grain ou d'empatement, Clément a évolué vers un style équivoque, qui associe à sa première manière des tentatives de volumes. Les formes quittent leur frontalité originelle, les arrondis prennent un relief fantasmagorique, la toile a perdu sa simplicité de support pour admettre des illusions de relief.

★ Galerie Montemay, 31, rue Mazza-rine, jusqu'au 30 mai.

MUSIQUES

« La Fête à Lubat » au New Morning

Batteur - sans doute le meilleur du jazz français, - joueur de mélodica et accordéoniste, catalyseur à l'humour froid, Bernard Lubat vit avec la musique. Il s'y baigne voluptueusement, soucieux à la fois de laisser l'imagination au libre et de construire des arrangements d'autant plus directs et efficaces que la section rythmique de son orchestre est carrée. Lubat aime le spectacle qui assimile tous les genres et joue sur les vibrations et les émotions.

Après avoir accompagné pendant plus de deux ans Claude Nougaro en compagnie de Maurice Vander et Pierre Michelot, Bernard Lubat renoue avec sa propre compagnie et donne une série de concerts un peu fantasques mais toujours swinguants au New Morning.

Bien entendu, les multiples facettes de cet étonnant poly-instrumentiste sont déployées largement, avec comme invités Michel Portal, ce mardi 5 mai, Didier Lockwood mercredi 6, La Velle jeudi 7, Jean-Louis Chautemps vendredi 8. Le samedi 9 mai, la compagnie accueillera un bal avec la participation de Marc Perrone, Joe Privat, Didi Duprat et Matelo Ferré.

C. F.

Les obsèques de Dalida en l'église de la Madeleine

Les obsèques de Dalida, qui s'est donnée la mort samedi 2 mai, auront lieu jeudi 7 mai à 11 h 30 en l'église de la Madeleine à Paris. La chanteuse sera inhumée au cimetière de Montmartre.

M. François Mitterrand : « Une femme généreuse et malheureuse »

Le président de la République, François Mitterrand, qui Dalida avait soutenu lors des campagnes présidentielles de 1974 et 1981, a adressé au frère de la chanteuse un télégramme dans lequel il souligne que Dalida « laisse le souvenir d'une grande artiste qui a marqué la chanson française, celui aussi d'une femme de cœur, généreuse et malheureuse ».

M. Jacques Chirac : « Emouvante et lumineuse »

Le premier ministre, M. Jacques Chirac, dans un message de condoléances à la famille de la chanteuse, a fait part de sa « très grande tristesse » face à « la solitude éprouvante qui a été la sienne, en dépit de son immense popularité. Emouvante et lumineuse, Dalida était une très grande dame de la chanson française ».

« Aïda » à Louxor

Comme au bon vieux temps...

Les responsables égyptiens ont poussé un soupir de soulagement. La première d'Aïda à Louxor, en Haute-Egypte, s'est bien terminée, et le succès a dépassé toutes les espérances.

On craignait en effet que l'organisation ne fléchisse devant cette affluence touristique jamais vue dans la petite ville provinciale, redevenue pour un soir le centre du monde, comme du temps où elle était encore « Thèbes aux cent portes », capitale des pharaons. Il fallait en effet non seulement réserver un accueil royal à la reine Sophie d'Espagne ou à la princesse Caroline de Monaco, mais aussi gérer sans accroc l'atterrissage de plus de cent avions, dont des Concorde, sur le petit aéroport de la ville, ancrer et approvisionner une quarantaine d'hôtels flottants, loger des groupes entiers arrivés à la dernière minute et trouver un gîte à tous ceux, journalistes ou curieux, venus par monts et par eaux sans la moindre réservation. Un vrai travail d'Hercule vu la capacité hôtelière réduite de Louxor. Une Louxor qui espère aujourd'hui être promue au rang de province indépendante, grâce à l'opéra.

Une seule personne ne partage pas cette euphorie : M. Fawzi Metwalli, le promoteur du spectacle. Selon lui, Aïda lui a déjà coûté quelque 10 millions de dollars qu'il n'est absolument pas sûr de pouvoir récupérer. Des millions qui sont allés à la construction de gradins, de scènes, de décors, de vêtements pour plus d'un millier de chanteurs et de figurants, sans oublier les musiciens, l'opéra des arènes de Vérona et le cachet de Plácido Domingo. En effet, vingt mille billets sur les trente-cinq mille disponibles ont été vendus. Même à 300 dollars la place, l'entreprise reste déficitaire puisque les impôts réclamés à eux seuls plus d'1 million de dollars.

Cela va-t-il décourager ceux qui se proposaient de monter en septembre Aïda aux pyramides ? Les Caïrotes seraient les premiers à le regretter, eux qui ont passé des heures, même dans les petits cafés des quartiers populaires, à admirer tout ce que la télévision égyptienne a transmis en direct de Louxor : le public cosmopolite défilant pour se rendre à Aïda, comme au bon vieux temps...

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Centième numéro du « Monde de la musique »

Les élus de l'an 10

Les revues spécialisées publiaient autrefois des partitions inédites ainsi réservées à l'usage de leurs lecteurs. Le Monde de la musique retrouve cette tradition oubliée et publie, fleur de son centième numéro, dix mesures que lui ont dédiées dix compositeurs vivants. Ainsi s'inscrit entre les lignes un peu de chaque personnalité. Marc Monnet utilise le gothique dans une *Démence 100 pour piano fantasque* ; Michaël Lévitas préconise à l'interprète de s'inspirer des oiseaux ; Iannis Xenakis empile sur huit portées une *Pièce facile accidentée*. Betsy Jolas fait dans le haï kai, Pascal Dusapin dans le gestel, Hugues Dufourt dans l'épigramme, Jacques Lenot dans la méloclosté.

Henri Dutilleul, enfin, suit la coutume avec gravité dans un *Mini-Prélude en éventail* d'apparence très jouable, tandis que Pierre Boulez rejoint Gilbert Amy dans le fonctionnel et le dépassionné : l'un et l'autre ont détaché dix mesures d'œuvres qu'ils sont en train de composer.

poser. Un collage de ces dons pourrait être exécuté lors de la fête du mensuel organisée le 2 juin, salle Gaveau, concert de famille informel au cours duquel les artistes « maison » viendraient jouer.

Désigner les Richter et les Kathleen Ferrier de demain : c'est en effet la tâche noble d'une publication spécialisée. Et, puisque l'idée du Monde de la musique - du rock au baroque, celui d'une revue cosmopolite - a germé il y a dix ans, ce sont dix artistes, géants méconnus ou espoirs confirmés, dont le portrait répond en fin de numéro aux partitions imprimées.

Quant au choix d'Arturo Toscanini (qui, dans un dossier de 16 pages et une discographie exhaustive, se taille la part du lion), il n'est pas seulement justifié par le fait que le patron de la Scala, à dix ans près, fût mort centenaire !

A. R.

★ Le Monde de la musique, numéro de mai, 180 p., 24 F.



JOSÉ MUNOZ

planches et dessins originaux

du 5 mai au 6 juin
vernissage mardi 5 mai
à 18 h

LIBRAIRIE TOUR DE BABEL
10, rue du Roi-de-Sicile - 75004 Paris
M^o Saint-Paul - Tél. 42-77-32-40



LUCIO DALLA
3 CONCERTS EXCEPTIONNELS
AL OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX
LES 13 - 14 - 15 MAI 20h30

RCA
artola

Paris 90 35
LUX 5100

HABITINI
BUBBLY

ance
ts de
NES

ESERVICE
NERALE DES EAUX

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Mutants en cavale

Des chercheurs californiens pulvérisent sur les cultures des organismes vivants manipulés. Les écologistes s'inquiètent.

Laura Fallu presque quatre ans d'une lutte émaillée de multiples rebondissements pour en arriver là. Aujourd'hui, c'est fait : la firme américaine Advanced Genetic Sciences a lâché, le 24 avril, des bactéries « antigél » sur des plants de fraisières, réalisant les premiers essais en plein champ de micro-organismes vivants au patrimoine génétique modifié (le Monde du 29 avril). L'entreprise californienne est en effet parvenue à convaincre les autorités américaines de l'innocuité des expériences et surtout à débouter de leurs plaintes les défenseurs de l'environnement qui s'opposaient à ce que soient lâchées dans la nature des espèces « manipulées ». La voie est maintenant ouverte, et l'équipe dirigée par M. Steven Lindow et Nikolaos Panopoulos, à l'université de Berkeley, en Californie, devrait l'emporter dès la semaine prochaine en procédant à des tests analogues sur des plants de pommes de terre.

Le jeu en vaut la chandelle, tant sur le plan scientifique qu'économique, puisque l'objectif est de protéger les cultures contre les dégâts du gel. L'idée de lutter avec des moyens biologiques contre ce fléau est née il y a quelques années, lorsque les chercheurs ont découvert que les bactéries *Pseudomonas syringae*, une fois installées sur les feuilles des végétaux, favorisaient la formation des glaçons (le Monde daté 7-8 octobre 1984). Mieux : il apparaissait que, au sein de l'espèce incriminée, seuls quelques micro-organismes — environ un sur cent — étaient nuisibles et qu'on pouvait les rendre inactifs. Le chemin était tout tracé pour les équipes américaines qui allaient tenter de rendre inoffensives ces *Pseudomonas syringae* en modifiant leur patrimoine génétique. Avec l'espoir que, pulvérisées sur les cultures, ces espèces « manipulées » puissent entrer en compétition avec leurs « sœurs » actives et gagner la bataille.

Les premiers résultats obtenus en laboratoire et dans des serres fermées s'étant révélés concluants, il ne restait plus qu'à procéder aux premiers essais sur le terrain. C'est alors que les difficultés se sont multipliées. Les entreprises et les laboratoires américains se sont heurtés à divers mouvements inquiets de voir ces espèces se répandre au-delà des champs expérimentaux et coloniser les mauvaises herbes et les buissons, qui, protégés contre le gel, pourraient alors prospérer et envahir les cultures.

A ces objections, les scientifiques ont répondu que « noyés dans la masse des espèces actives », les micro-organismes mutants seraient rapidement détruits avant de pouvoir provoquer le moindre dommage. Ils se sont d'autre part engagés à prendre toutes les précautions nécessaires. C'est pourquoi les chercheurs d'Advanced Genetic Sciences ont entouré les plants de fraisières de parcelles défrichées, puisées, d'après l'un d'eux, « et les bactéries se développent bien sur les plants, elles meurent au contact du sol ». Ils ont aussi mis en place un système de contrôle de l'environnement aux abords du champ expérimental.

Cela n'a cependant pas suffi à calmer toutes les craintes, et les défenseurs de l'environnement sont même allés jusqu'à porter à plusieurs reprises l'affaire devant les tribunaux.

La lutte a duré trois ans. Trois ans pendant lesquels, il est vrai, l'entreprise californienne a accumulé les maladroites. Elle a d'abord « omis » de prévenir les populations locales sur ses projets. Puis, alors qu'elle était en pleine négociation avec l'Agence de protection de l'environnement

(EPA) pour recevoir les autorisations préliminaires à toute expérimentation, elle a procédé, en mars 1986, à des essais sur des arbres situés sur la terrasse dominant ses laboratoires. Il n'en fallait pas plus pour bloquer la procédure.

La leçon n'a, semble-t-il, pas été inutile puisque, depuis, Advanced Genetic Sciences a fait « un effort d'information », et réussi à convaincre l'EPA et le Californian Department of Food and Agriculture de lui donner le feu vert. Elle a aussi gagné, le 23 avril, le dernier en date des procès intentés par les écologistes, dès le lendemain, ses chercheurs démarraient leurs essais près de la ville de Brentwood, à

une cinquantaine de kilomètres à l'est de San-Francisco. Ils se sont empressés de profiter de la brèche qui leur était ouverte, bien que le climat doux qui règne actuellement en Californie ne soit pas des plus propices à des expériences sur le gel. Qu'importe : ils ont prévu d'arracher les plants une quinzaine de jours après le démarrage des essais et de les mettre... au réfrigérateur pour contrôler leur résistance aux basses températures.

Bien que M. Rifkin ait déjà annoncé son intention de poursuivre la lutte, les scientifiques américains semblent pour l'instant avoir gagné la première manche. Mais le débat pourrait rebondir

ailleurs, notamment en Europe, lorsque les laboratoires de génie génétique devront à leur tour lâcher des micro-organismes modifiés dans la nature. Les députés Verts ouest-allemands ont été les premiers à se mobiliser sur ce thème dès le mois d'avril 1985. Le Parlement européen s'est d'ailleurs saisi du problème en adoptant, le 16 février dernier, un texte dans lequel il souligne notamment « son inquiétude vis-à-vis des biotechnologies et de leurs fruits » et, l'été prochain, la Commission de la CEE devrait discuter d'un cadre réglementaire à adopter.

C'est maintenant au tour des Français de reprendre le flambeau. Lors d'un colloque qu'ils

ont organisé à Paris les 24 et 25 avril sur le thème « Biotechnologies, quels choix ? quels risques ? quelle société ? », les Amis de la Terre ont soulevé les nombreuses questions que posait, selon eux, l'avènement d'une « biosociété ». Soulignant qu'aux Etats-Unis la réglementation, bien qu'imparfaite, a au moins le mérite d'exister, ils demandent notamment « l'ouverture d'une réflexion dans le cadre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix technologiques », ainsi que la création d'une commission d'éthique intégrant le souci de l'environnement et du patrimoine naturel.

ELISABETH GORDON.



Vêtement d'une combinaison protectrice, une technicienne pulvérise des bactéries « antigél » sur des plants de fraisières.

Le parc des bébés-éprouvette

Trois mille enfants nés en France en 1986 grâce à la fécondation artificielle

TOURS de notre envoyé spécial

LES techniques de procréation artificielle sont de plus en plus fréquemment mises en œuvre en France. Leurs taux de succès vont croissant. Au total, l'insémination artificielle avec donneur et la fécondation *in vitro* ont permis la naissance, en 1986, d'environ trois mille enfants. Ce constat positif cache toutefois une grande hétérogénéité, en fonction des équipes, et soulève de nouveaux problèmes à l'heure où le gouvernement a, par la voix de M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille, annoncé son intention de réglementer ces activités. Tels sont les principaux enseignements des secondes Journées de périconceptologie, qui ont réuni à Tours, les 25 et 26 avril, l'ensemble des spécialistes français de la procréation médicalement assistée.

La procréation artificielle comprend, en pratique, deux grands

chapitres : l'insémination artificielle avec donneur ou IAD (mise en œuvre en cas de stérilité masculine) et la FIVETE (fécondation *in vitro* et transfert d'embryons). L'IAD est, pour l'essentiel, pratiquée dans les dix-neuf centres d'études et de conservation du sperme (CECOS), groupés au sein d'une fédération nationale (1). Depuis 1980, le nombre des demandes d'IAD plafonne en France autour de trois mille demandes annuelles, auxquelles il faut ajouter, depuis 1984, environ mille autres demandes formulées par des couples désirant un second enfant, après en avoir eu un premier grâce à cette technique.

Depuis 1984, le nombre d'enfants conçus par IAD se situe chaque année aux environs de deux mille (mille neuf cent trente-huit pour l'année 1986).

« Le fait nouveau en matière d'IAD », explique le professeur Jacques Lansac, président de la Fédération des CECOS, c'est que

nous avons pu augmenter notre rendement. En d'autres termes, nous réussissons à faire plus d'enfants avec moins de paillettes de sperme congelé. Cette amélioration a malheureusement eu pour conséquence de faire chuter nos recettes de 20 % en cinq ans, puisque notre activité est financée de manière tout à fait absurde sur le remboursement des paillettes que nous utilisons.

Une enquête prospective épidémiologique est depuis peu mise en place, en liaison avec l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, afin notamment de confirmer ou d'infirmer un travail scientifique canadien qui avait conclu à une fréquence plus grande de mongoliens chez les enfants nés après IAD.

La FIVETE connaît pour sa part une très large et très rapide diffusion en France. Deux initiatives permettent aujourd'hui de disposer de bilans chiffrés dans ce domaine. Le réseau FIVNAT d'abord (docteur Jacques de Mouzon, INSERM), qui a pour objectif une évaluation scientifique de cette activité et qui groupe une quarantaine de centres et 60 % des fécondations *in vitro*. Une enquête nationale ensuite, dont les résultats ont été présentés à Tours par les professeurs Claude Humeau (CHR de Mont-

pellier) et Jean-Marie Luciani (CHR de Marseille). Cette enquête nationale a groupé cinquante-trois centres de fécondation *in vitro* français publics et privés, répartis sur l'ensemble du territoire national (y compris la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion).

Si les chiffres ainsi collectés n'ont pas de valeur exhaustive (on pense qu'il y aurait actuellement plus de quatre-vingts centres en activité en France), ils n'en fournissent pas moins un très bon outil d'analyse, tout laissant penser que les centres qui refusent de collaborer à cette enquête n'ont pas de grande activité ou de résultats très importants.

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 22.)

Point de vue Une grève « irritante »

par le docteur JACQUES D'ANGLEJAN (*)

« L'INTERNAT pour tous », réclame-t-on en reprenant l'expression creuse et démodée des réformes mises en route depuis 1981, « Mêmes salaires ! », « A bas les concours, la sélection, l'élite ! ». Mais enfin l'Internat est à la médecine ce que Polytechnique est aux ingénieurs, ou Normale sup aux enseignants : un concours facultatif, volontaire et anonyme, moyen républicain et somme toute démocratique de former une élite — comme il en existe dans chaque profession.

Le titre d'interne, qui est un grade hospitalier et non universitaire, doit être réservé à ceux ayant réussi ce concours ; aux autres, la formation médicale d'un « résident » à l'hôpital, et le titre de résident : ce n'est pas une valeur humaine mais une capacité de travail qu'il s'agit de sanctionner, et pour le patient une qualité de formation et de connaissances qu'il s'agit d'assurer.

Et puis, le titre pour tous, c'est le titre pour personne, et la mention « Docteur Machin — ancien interne » n'aurait guère plus de valeur que celle d'un ancien-étudiant-en-médecine.

En fait, la question posée à travers la bataille de l'Internat et l'ambition d'un titre critiqué mais reconnu par ceux-là mêmes qui s'en défendent est économique : s'assurer dans

une France médicale surpeuplée (doublement du nombre des médecins entre 1974 et 1986) un « plus » publicitaire, car la situation est plutôt grise.

L'hôpital est paralysé par le dogme antique du « pouvoir à vie » des chefs de service.

En médecine libérale, la situation n'est guère plus brillante : surenchère dans les techniques d'exploration fonctionnelle afin de permettre au spécialiste de « vendre » mieux (plus cher) une compétence qu'il juge sous-évaluée, détachée chez les autres de médecines parallèles, douces ou piquantes (mésothérapie ou acupuncture) pour satisfaire au besoin de magie, d'ésotérisme des patients malades du « mal-être » de l'époque, depuis par une médecine trop inhumaine. Bref : l'économique prend dangereusement le pas sur le médical pour survivre dans la jungle médicale, et créer la demande. Au risque d'ailleurs de faire craquer les possibilités de notre système de protection sociale.

Au-delà des rivalités entre généraliste et spécialiste, ancien interne et ancien résident, médecin des villes et des campagnes, si l'on retrouvait le goût de bien soigner, tout simplement en oubliant l'insupportable « grève médicale » et la politique ?

(*) Rhumatologue, ancien interne des hôpitaux de Paris.

L'Éducation
de **Le Monde**

SUPÉRIEUR :
LE COUT DES
INSCRIPTIONS

NUMÉRO DE MAI 1987
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

M^{me} Didier Seux, M^{me} Claude Seux, M^{me} Juliette Delguste, M. et M^{me} Patrick Parizeau et leurs enfants, M. Mohamed Boulaïb ses parents, ses amis, ont la douleur de faire part de

docteur Didier SEUX médecin psychiâtre

Ses obsèques seront célébrées l'église Saint-Pierre de Montreuil, avenue du Général-Leclerc, le jeudi 7 mai 1987, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le professeur L. Monod, Le professeur J.-C. Guillemin, Le docteur W. Rouchoux, L'association pour la recherche SIDA.

L'Association pour la recherche des déficits immunitaires vivants, ont la douleur de faire part de la

docteur Didier SEUX médecin psychiâtre

Ses obsèques seront célébrées l'église Saint-Pierre de Montreuil, avenue du Général-Leclerc, le jeudi 7 mai, à 10 h 30.

L'association AIDES, ont la douleur de faire part de la

docteur Didier SEUX médecin psychiâtre

Ses obsèques seront célébrées l'église Saint-Pierre de Montreuil, avenue du Général-Leclerc, le jeudi 7 mai, à 10 h 30.

(Le Monde daté 24 mai)

Remerciements

A l'occasion du décès de M^{me} COTELIN née Lucie GRANDI

Mme la famille, nous exprimons leurs sincères condoléances.

Pierre et Catherine Pons, extrêmement touchés par les brèves marques d'intérêt de leur ord. et démissionnaires de leur chère

Gisèle,

ne pouvant répondre personnellement, nous leur remercions et à la fois les remercions.

Anniversaire

Le 6 mai 1987.

Doris BEILLERON

quarante-huitième anniversaire de son

« Son nouveau testament de conscience »

« Pour le deuxième anniversaire de son

général Jean BRETELL

une pensée est dédiée à son

« Ode à son amour »

« A l'occasion d'un anniversaire de son

M. Roman WING

une cérémonie religieuse est célébrée le 5 mai à 10 h 30 au

Bugary.

Communications

La Fédération des universités et universitaires de France annonce qu'elle recevra le 6 mai à 14 h 30 les

« Grands érudits de la France »

« Grands érudits de la France »

« Grands érudits de la France »

« Grands érudits de la France »

« Grands érudits de la France »

« Grands érudits de la France »

« Grands érudits de la France »

« Grands érudits de la France »

Médicaments : la grande bouffe

Les Français et leurs médecins utilisent des remèdes trop souvent chers et inutiles.

ES chiffres tout d'abord : 14 % du budget de la Sécurité sociale sont consacrés aux dépenses de médicaments. C'est en gros le pourcentage que l'on retrouve dans tous les pays industrialisés, comme par exemple les États-Unis, la RFA, le Japon. En réalité, ce n'est pas sur les dépenses de pharmacie que la France se distingue des autres pays, mais plutôt sur celles de l'hospitalisation : en France, elles représentent 52 % des dépenses de maladie, contre 39 % en RFA.

Autre particularité française : le prix des médicaments est presque deux fois moins cher dans notre pays que dans les autres pays industrialisés, ce qui pourrait laisser penser que les Français consomment deux fois plus de médicaments que, par exemple, nos voisins allemands. En vérité, les choses sont plus compliquées : établir des comparaisons à partir de données non comparables est un jeu simpliste et dangereux. Toutefois, il faut convenir que les Français et les Japonais sont les plus grands consommateurs « officiels » de médicaments dans le monde.

Analisons les douze médicaments du hit-parade français 1986 tant du point de vue du chiffre d'affaires que des unités vendues.

Parmi les douze premiers produits les plus vendus, quatre, représentant chacun plusieurs centaines de millions de francs, sont des « médicaments doux », utilisés essentiellement chez les sujets âgés français. Les fabricants leur attribuent des propriétés pharmacologiques toujours plus extraordinaires : oxygénéateur cérébral, régulateur d'activité, vaso-dilatateur, etc. En fait, leur seule efficacité thérapeutique démontrée est celle de petits psychostimulants. Leur utilisation n'a, bien évidemment, rien changé et ne changera rien au problème de la sénescence, mais, au moins, ils ne sont pas dangereux. Dans une société où il ne fait pas bon vieillir, et où des vieillards de plus en plus nombreux se trouvent dans des sites d'hébergement en attente d'une véritable politique active en faveur des personnes âgées, ces produits sont, pour les patients comme pour les médecins, quelquefois bien utiles. Mais la prescription de deux ou trois d'entre eux sur la même ordonnance est trop souvent un signe d'incompétence ou d'inconscience.

Fuite en avant

Les deux médicaments les plus vendus sont deux tranquillisants, l'un utilisé comme médicament de l'angoisse, l'autre comme somnifère (plusieurs millions d'unités vendues chaque année). Il y a là un réel problème de santé collective et individuelle : ces médicaments induisent une dépendance chez un grand nombre de sujets. Peut-on changer les habitudes de prescription, les remplacer par une meilleure écoute de la part du médecin, par des placebo « de tous poils » (homéopathie, phytothérapie, etc.), par des médicaments à venir dont le rapport entre le bénéfice et le risque sera le meilleur ? Rien n'est moins sûr : notre mode de vie présent et à venir est — et sera — de plus en plus anxieux (compétition et chômage additionnés). Or, ces fameuses benzodiazépines, puisque c'est ainsi qu'on les nomme, ont — fait-il le rapport ? — un mode d'action voisin de celui de l'alcool, et on sait bien depuis des siècles que, de ce point de vue, les Français sont des sujets à risque !

Enfin, quand on compare le hit-parade des médicaments de 1986 à celui de 1983, on s'aperçoit que, à cette époque, les deux médicaments les plus vendus pour l'hypertension artérielle modérée étaient deux diurétiques. En 1986, ce sont deux médicaments plus récents, efficaces certes dans l'hypertension artérielle sévère, mais qui n'ont jamais démontré dans l'hypertension artérielle légère une supériorité à long terme par rapport aux diurétiques. Pourtant le coût journalier du traitement de l'hypertension est passé, du fait de leur utilisation, de 1,80 F à 4,80 F (250 % d'augmentation). De plus, si l'on a cru au début que ces deux nouveautés étaient peut-être mieux tolérées, on s'aperçoit aujourd'hui qu'elles ne sont pas non plus dénuées d'effets secondaires, surtout chez les sujets âgés.

Autre exemple : depuis quelques années, nous possédons pour traiter l'ulcère duodénal un médicament intéressant, la cimétidine, qui accélère la cicatrisation de l'ulcère, et la sédation de la douleur. Cela dit, sa mise sur le marché n'a pas changé le cours de la maladie ulcéreuse (complications hémorragiques, perforation, etc.). En revanche, le coût du traitement est passé de 2 F à 10 F par jour. Depuis deux ans, est arrivé sur le marché un second médicament du même type — la ranitidine

— mais qui provoque un peu moins d'effets secondaires. Il est en passe de devenir le premier médicament de l'ulcère. Son coût de traitement n'est plus de 10 F mais de 15 F par jour. Est-il justifié de traiter d'emblée tous les ulcéreux avec le dernier-né ? La réponse est non, car, pour plus de 95 % d'entre eux, le premier médicament est aussi efficace que le second.

Aucune étude n'a démontré l'intérêt du deuxième par rapport au premier. Mais le coût de traitement, lui, a augmenté de 50 %.

Il existe bien d'autres exemples. Demain, dans le traitement du cancer mélané de la prostate, les nouveaux traitements proposés seront certes intéressants sur le strict plan

de la recherche et de leur fabrication, mais ils n'apporteront aucun bénéfice ni sur la survie du malade, ni sur son confort. Et pourtant, le coût du traitement va passer de 0,50 F à 60 F par jour !

Ces faits montrent bien que le véritable problème à venir est celui de la gestion médicale et économique des nouveautés médicamenteuses.



CHISTIAN WIEBER/REDA

Le parc des bébés-épreuve

(Suite de la page 21.)

Chaque année depuis 1984, une quinzaine de centres FIVETE, en majorité privés, démarrent une activité. Entre 1985 et 1986, le nombre de ces équipes a augmenté de 35 %, et l'activité globale a pratiquement doublé. Au total, en 1986 près de douze mille ponctions ont été réalisées chez des femmes, permettant de recueillir près de quarante mille ovocytes fécondables.

20 827 embryons ont ainsi pu être obtenus après fécondation *in vitro*, et plus de sept mille transferts effectués. Le nombre d'embryons implantés à chaque transfert varie en effet beaucoup : 40 % des équipes implantent trois ou quatre embryons dans les utérus maternels, et 34 % des équipes implantent plus de quatre embryons. Plus d'un millier de naissances ont ainsi pu être obtenues (contre six cents en 1985).

Ces résultats globaux et particulièrement encourageants pour une activité médicale qui n'en est qu'à ses débuts (le premier bébé-épreuve français n'a vu le jour qu'en 1981) cachent toutefois une très grande hétérogénéité. Dans l'activité des centres d'abord : ils ne sont que douze à réaliser plus de cinq cents tentatives chaque année et trente et un à faire moins de cent tentatives. Ces différences ne sont pas sans lien avec les résultats obtenus. En moyenne, la fécondation *in vitro* connaît un taux de succès de 8,09 % contre 7,4 % en 1985 (2). Or ce taux est de 10 % dans les centres qui effec-

tuent plus de quatre cents tentatives annuelles et tombe à 6 % dans les centres qui font moins de cinquante tentatives. Une autre différence, particulièrement notable, concerne les indications de la fécondation *in vitro*. Cette technique, qui, au départ, ne concernait que les femmes souffrant de stérilité dite « tubaire », est de plus en plus fréquemment mise en œuvre dans d'autres situations pathologiques, à tel point que la stérilité tubaire ne représente plus que 60 % de la totalité des cas.

Parmi les autres indications de la FIVETE, on voit souvent apparaître la stérilité masculine ; soit il s'agit d'une vraie stérilité, et le sperme utilisé est alors celui d'un donneur (une centaine d'enfants sont nés de la sorte l'an dernier), soit il s'agit d'une simple hypofertilité masculine. Certains centres semblent d'ailleurs se spécialiser dans cette indication, situation qui commence à poser problème puisqu'elle pourrait, souvent, de manière plus efficace, relever de l'IAID.

La congélation d'embryons, technique hier encore confidentielle, commence, elle aussi, à être très largement mise en œuvre en France. Trente et une équipes disent y avoir recours ; trente-sept grossesses sont en évolution, et vingt-trois enfants sont déjà nés, dont dix-huit à l'hôpital Antoine-Bécère de Clamart, où se trouve l'une des meilleures équipes au monde dans ce domaine. Le don d'ovocytes commence lui aussi à entrer dans les mœurs. Il est prati-

qué par sept équipes en France. Officiellement, aucune équipe spécialisée ne pratique le don d'embryons humains, procédé déconseillé par le Comité national d'éthique et par le Conseil de l'ordre des médecins.

La très large diffusion de cette nouvelle activité médicale pose très clairement aujourd'hui le problème de sa réglementation. Les spécialistes réunis à Tours pensent, dans leur grande majorité, que M^{me} Michèle Barzach ne pourra pas, comme elle en a exprimé plusieurs fois l'intention, réduire à quarante le nombre de centres habilités dans l'avenir à pouvoir mettre en œuvre les nouvelles techniques de procréation médicalement assistée. « Il n'est absolument impossible d'imaginer que le gouvernement maintienne ce chiffre de quarante », déclare, par exemple, le docteur Jean Cohen (Paris), président du syndicat des centres privés de FIVETE. Une enquête de l'inspection générale des affaires sociales est en cours sur ce thème. Elle ne sera pas achevée avant l'été prochain. M^{me} Barzach a pourtant assuré que des décisions seraient prises dès l'actuelle session parlementaire.

JEAN-YVES NAIL

(2) Le pourcentage de succès est celui du nombre d'accouchements obtenus pour cent ponctions d'ovocytes. Le taux de 10 % signifie qu'une femme a une chance sur dix d'avoir un enfant à partir du moment où l'on effectue, chez elle, un prélèvement d'ovocytes.

Transparence « in vitro »

PLUS de 12 000 participants ont assisté au cinquième Congrès international sur la fécondation *in vitro* et le transfert d'embryon (FIVETE), qui s'est tenu à Norfolk, en Virginie, du 5 au 10 avril 1987.

Cette année, 5 000 enfants FIVETE sont nés le jour dans le monde, soit un rapport de 1 pour 1 million d'habitants. Une étude faite dans plusieurs centres portant sur 2 342 grossesses a confirmé la nécessité d'une surveillance obstétricale attentive, du fait des risques d'avortement précoce (25 %), de grossesses extra-utérines (6 %) et du taux de prématurés et d'hypotrophiques en rapport avec un taux artificiellement élevé de grossesses multiples (20 %), soit 5 fois plus que la normale. Par contre, le sexe-ratio et le taux de malformations (2 % à 3 %) sont identiques à ceux de la population témoin.

La congélation de l'embryon humain a été réalisée dans vingt-deux centres. Trois mille cinq cent soixante-dix-sept embryons ont été congelés, 1 219 réplacés pour 163 débuts de grossesses. Soixante-trois enfants sont nés en bonne santé (dont 18 à Clamart), deux malformations ont été dépistées *in utero*, entraînant une interruption de grossesse. Enfin, 80 grossesses évoluent normalement.

La congélation de l'ovocyte humain est jugée plus aléatoire par certains, qui préconisent une expérimentation préalable chez l'animal ou chez l'homme. Mais d'autres, plus téméraires, ont d'ores et déjà procédé à des réimplantations d'ovocytes congelés et décongelés puis fécondés. Trois enfants sont nés par cette méthode à Adelaide, en Australie, et un à Erlangen, en Allemagne.

La peur des scientifiques

L'efficacité de la méthode ne peut être mesurée, en raison d'effets trop faibles ; les quatre nouveaux-nés sont en bonne santé. L'étude chromosomique d'embryons et d'ovocytes expérimentaux rapportée par l'équipe de l'hôpital Necker a confirmé le pourcentage élevé d'anomalies chromosomiques (26 %) dans l'espèce humaine.

Mais, à côté de la classique FIVETE, on assiste à une prolifération d'autres sigles (GIFT, DIPI, SHIFT), qui visent à remplacer soit l'ovocyte, soit les spermatozoïdes, soit les deux, qui dans le cul-de-sac de Douglas, qui dans le trompe, qui par une extrémité, qui par l'autre.

Mais ces différentes tentatives risquent de médicaliser

d'autant plus difficile quand on sait qu'un grand nombre d'entre elles ne sont pas toujours un véritable progrès thérapeutique. Quand il y a progrès réel (par exemple avec la pénicilline), la question ne se pose pas. En revanche, quand le progrès ne porte que sur des aspects théoriques, conceptuels et industriels, et peu sur l'efficacité thérapeutique réelle, il importe dans ces cas de hiérarchiser ces « petits progrès ». Il va bien falloir que les médecins se mettent autour d'une table et, consensuellement, décident de ce qu'il est préférable d'utiliser en première, deuxième ou troisième ligne dans telle ou telle maladie.

Aucune société industrielle, si riche soit-elle, ne pourra faire l'économie d'une rationalisation des stratégies diagnostique et thérapeutique.

Si rien n'est fait dès maintenant, en plus des problèmes d'équilibre budgétaire propres à la Sécurité sociale, on condamne aussi à terme la recherche et l'industrie du médicament en France.

Les médecins, pour leur part, se doivent d'arrêter cette fuite en avant et de proposer des solutions médicales à des problèmes de techniques médicales.

Dans le cas contraire, les économistes de tous bords régleront ces problèmes à leur manière et il y a lieu de craindre qu'ait en pâtir l'accès égal aux soins, le libre choix du médecin par le malade, la liberté de prescription du médecin, les qualités majeures de notre système de soins auquel tous les Français semblent tenir, aient à en pâtir.

D^r PIERRE AGORGEZ,
Directeur de la revue *Prescrire*.

fonction d'une

de la chimie de l'université
de Toulouse a brûlé le 28 mai
de travail scientifique ont été

Certaines équipes ont pu...
Le premier...
Le second...
Le troisième...
Le quatrième...
Le cinquième...
Le sixième...
Le septième...
Le huitième...
Le neuvième...
Le dixième...
Le onzième...
Le douzième...
Le treizième...
Le quatorzième...
Le quinzième...
Le seizième...
Le dix-septième...
Le dix-huitième...
Le dix-neufième...
Le vingtième...
Le vingt-et-unième...
Le vingt-deuxième...
Le vingt-troisième...
Le vingt-quatrième...
Le vingt-cinquième...
Le vingt-sixième...
Le vingt-septième...
Le vingt-huitième...
Le vingt-neufième...
Le trentième...
Le trente-et-unième...
Le trente-deuxième...
Le trente-troisième...
Le trente-quatrième...
Le trente-cinquième...
Le trente-sixième...
Le trente-septième...
Le trente-huitième...
Le trente-neufième...
Le quarantième...
Le quarante-et-unième...
Le quarante-deuxième...
Le quarante-troisième...
Le quarante-quatrième...
Le quarante-cinquième...
Le quarante-sixième...
Le quarante-septième...
Le quarante-huitième...
Le quarante-neufième...
Le cinquantième...
Le cinquante-et-unième...
Le cinquante-deuxième...
Le cinquante-troisième...
Le cinquante-quatrième...
Le cinquante-cinquième...
Le cinquante-sixième...
Le cinquante-septième...
Le cinquante-huitième...
Le cinquante-neufième...
Le soixantième...
Le soixante-et-unième...
Le soixante-deuxième...
Le soixante-troisième...
Le soixante-quatrième...
Le soixante-cinquième...
Le soixante-sixième...
Le soixante-septième...
Le soixante-huitième...
Le soixante-neufième...
Le septantième...
Le septante-et-unième...
Le septante-deuxième...
Le septante-troisième...
Le septante-quatrième...
Le septante-cinquième...
Le septante-sixième...
Le septante-septième...
Le septante-huitième...
Le septante-neufième...
Le quatre-vingtième...
Le quatre-vingt-et-unième...
Le quatre-vingt-deuxième...
Le quatre-vingt-troisième...
Le quatre-vingt-quatrième...
Le quatre-vingt-cinquième...
Le quatre-vingt-sixième...
Le quatre-vingt-septième...
Le quatre-vingt-huitième...
Le quatre-vingt-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante-dix-deuxième...
Le cinquante-dix-troisième...
Le cinquante-dix-quatrième...
Le cinquante-dix-cinquième...
Le cinquante-dix-sixième...
Le cinquante-dix-septième...
Le cinquante-dix-huitième...
Le cinquante-dix-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-dix-et-unième...
Le cinquante

Extinction d'une recherche

TOULOUSE
de notre correspondant

«*réaffirment leur*

Les vertus du privé

Il est difficile de chiffrer le manque à gagner pour les contrats de recherche tout comme les pertes « intellectuelles » pour les chercheurs. Certains ont eu de

Des précautions élémentaires suffiraient en effet parfois à limiter les dégâts. Ne serait-ce que dans le travail quotidien, où l'on oublie trop souvent d'appliquer quelques règles simples comme celles qui consistent à « ranger sous les soirs les solvants dans des placards situés au-dessous des paillasses », ou encore à « ranger les documents importants dans des armoires en fer », comme le dit M. Armand Latès, le directeur d'un des laboratoires ministériels. Il faudrait aussi éviter à

Il est difficile de chiffrer le manque à gagner pour les contrats de recherche tout comme les pertes « intellectuelles » pour les chercheurs. Certains ont eu de la chance, comme celui qui a soutenu sa thèse la veille de l'incendie ou cet autre qui a pu récupérer, intacte, la disquette informatique renfermant son manuscrit. Certains ont toutefois perdu leur cahier de laboratoire et les données expérimentales et les données scientifiques qu'ils avaient jusqu'alors rassemblées sur le sujet de leur recherche.

Pour le reste, la note est particulièrement élevée. Près de 100 millions de francs, « en espérant que les appareils de résonance magnétique nucléaire

Le Conseil supérieur de la recherche scientifique et technique (CSRT) n'est pas un organisme de consultation et de dialogue sur tous les grands choix de politique scientifique et technologique du gouvernement. Il est installé, depuis 1982 auprès du ministre chargé de la recherche, attend son renouvellement à des évaluations beaucoup plus globales. J'imagine aisément que nous pourrions évaluer l'impact des "avancements" ainsi que la portée de la recherche scientifique à conduire en France par rapport à telle ou telle discipline », ajoute le ministre, précisant que les orientations en matière de technologies « fourniraient des exemples tous à fait d'actualités ».

ment qui, au mieux, interviendra avant la fin de ce mois. Cette institution, dont l'actuel ministre, M. Jacques Valade, a hérité, est d'autant plus gênante qu'à l'époque de l'année le CSRT était en général appelé à émettre des avis sur les grandes orientations de la politique de recherche pour des mois à venir.

La procédure de renouvellement du Conseil n'ayant commencé qu'en mars dernier — et non en novembre-décembre 1986, comme cela aurait dû être le cas, — il faudra donc attendre pour que soit élu son nouveau vice-président et que soient connus les budgets de quelque quarante personnalités du monde scientifique, culturel, économique et social qui le composeront. Il faudra également patienter encore pour connaître les intentions du nouveau ministre — le CSRT est en cours cinq depuis juin 1982 — à l'égard de ce « mini-Parlement de la recherche » qui n'a guère été tendre avec la politique météorologique du gouvernement Chirac.

Comme il l'a déclaré récemment à l'hebdomadaire *L'Usine nouvelle*, M. Valade souhaite faire du CSRT plus encore qu'un conseil du ministre et du gouvernement, un véritable conseil supérieur comme celui de la magistrature. « Plutôt que de s'attacher à tel ou tel problème de statut, d'organisme ou d'usine. Le conseil procéderait

gèrent parfois son fonctionnement, comme le précise un rapport récemment publié sur les quatre dernières années d'activité du Conseil. Difficultés financières du fait qu'il ne dispose pas de crédits propres pour ses missions ni de moyens pour sa documentation et ses diverses activités.

Difficultés de dialogue, aussi, avec les autres administrations dans la mesure où « les attributions formelles du ministre chargé de la recherche butent toujours aux frontières des autres ministères ». Difficultés d'information dues au manque « d'outils performants de connaissance de la recherche et de la technologie » en France. Difficultés relationnelles enfin avec le ministre de tutelle, comme cela fut le cas avec M. Alain Delaunay.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

A la grotte de Lascoux a été fermée et publiée le 17 avril 1963. L'énorme afflux de visiteurs — 1 000 par jour pendant l'été — a été la cause de la prolifération de micro-organismes et du développement de dépôts de calcite.

M. Claude Andreux, du laboratoire souterrain du CNRS à Montpellier (Hérault), a étudié pendant que dégageaient les 125 personnes qui défilèrent dans Lascoux en une heure. Fondant ses calculs sur des recherches faites par la marine nationale pour les sous-marins, il est arrivé à des résultats surprenants.

En une heure, un être humain moyen (72 kilos, 1,70 mètre) se livre à un travail « moyen » (à l'aide d'un outil) et exhale 150 litres d'air, consomme 20 litres d'oxygène, dégage 20 à 25 litres de gaz carbonique, 30 grammes de vapeur d'eau et 150 kilocalories.

Multipliés par 125, les chiffres atteignent des valeurs qui parlent d'elles-mêmes, surtout quand on sait que le volume de la grotte de Lascoux est d'environ 1 500 mètres cubes : 75 000 litres d'air inhalés et exhalés ; 2 500 à 3 000 litres d'oxygène consommés ; quant aux « produits », dégage, il s'agit de 2 500 à 3 100 litres de gaz carbonique ; 3,75 kilos de vapeur d'eau et 18 750 kilocalories. Cette chaleur équivaut à l'énergie nécessaire pour alimenter 225 ampoules de 100 watts pendant une heure.

Sans nul doute, l'équilibre interne de la grotte, préservé pendant quelque 15 000 ans, était totalement bouleversé par ses admirateurs...

Y. R.

Y. R.

Une microsonde nucléaire

Que l'on se n'y trompe pas. La microscopie est en fait un équipement « lourd » et volumineux, puisqu'elle nécessite l'installation d'un accélérateur de particules (1) qui, avec ses aimants, s'étendra sur 7 à 8 mètres. C'est aussi une machine onéreuse : elle devrait coûter quelque onze millions de francs, et la construction du bâtiment qui l'abritera environ trois millions. La dépense semble toutefois justifiée puisqu'elle vise à doter les chercheurs et ingénieurs français de moyens d'analyse dont disposent déjà leurs collègues américains, australiens, britanniques et ouest-allemands mais dont il n'y avait jusqu'ici aucun équivalent sur le sol national.

Dans son principe de fonctionnement, l'instrument ressemble aux microscopes électroniques couramment utilisés dans les laboratoires. Il sert à bombarder l'échantillon étudié par un faisceau de particules convenablement focalisées puis à détecter les produits issus des chocs. Il permet d'ailleurs aussi l'observation au microscope du point d'impact. La microsonde nucléaire a en outre un pouvoir de résolution proche de celui de son équivalent électronique puisqu'elle permet de « repérer » des détails d'un millimètre de millimètre.

Mais l'analogie s'arrête là. Car si la microscopie électronique ne projette sur le cible que des électrons, la nouvelle machine permettra d'utiliser des particules lourdes diverses (hélium 3, carbone 13, oxygène 18, lithium 7, etc.). Autant de projectiles électriquement chargés qui, en réglant sur l'échantillon, conduisent à l'émission d'électrons, de photons, de neutrons... susceptibles de fournir d'intéressantes informations sur la composition du matériau. Surtout, les projectiles incidents sortant de l'accélérateur ont une énergie fixe à cent fois plus élevée que celle des électrons et peuvent de ce fait pénétrer plus profondément dans l'échantillon. Mais l'"avantage déterminant" de l'équipement, selon M. Gilles Revel, directeur du laboratoire Pierre Siss, est qu'il offre un moyen de « doser quantitativement divers éléments légers » et, vice, sans craindre que d'éventuelles pollutions superficielles de l'objet étudié ne perturbent les résultats de l'analyse.

Antant de performances que devraient apprécier nombre de chercheurs, le premier rang de ce diplôme est occupé par le CEA. Un des faisceaux de particules issus de l'accélérateur devrait d'ailleurs aboutir dans une chambre d'expériences spécialement conçue pour permettre l'examen de morceaux de gaines ou de diverses pièces irradiées. Mais les spécialistes de l'industrie

TOUT TEMOIGNAGE est sollicité relatif faute professionnelle commise par membre quelconque Corps Medical, ayant entraîné lésion irréversible.

Docteur CECALDI co/MORESCHI
100, rue Saint-Lazare 75009 PARIS
Tél. (1) 45.26.61.54 l'après-midi

(1) Il s'agit d'un accélérateur électrostatique de type Van de Graaff de 3.5 MV.

Les informations accumulées par le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) sur le sous-sol français et des DOM-TOM depuis 1959, date de sa création, sont maintenant accessibles au public par minitel, grâce à sa nouvelle banque de données Géobanque.

Toute personne désireuse de s'informer sur un travail d'exploration (sondage, forage, puits), d'exploitation (carrières), sur des sources ou des gîtes minéraux peut interroger Géobase soit au moyen du minitel (accès par le 36-13, code Q2), soit par un terminal ou par un micro-ordinateur (accès via Transpac, adresse 106040201), après avoir préalablement demandé au centre serveur, Télésystème-Ouestel, un numéro de client et un mot de passe (tél. : [16-1] 45-82-64-84).

Mais Géobanque ne dit pas tout. Pour obtenir le dossier complet, comportant par exemple des coupes géologiques, des analyses chimiques, il faut ensuite en faire la demande aux différents centres du BRGM (Paris, Orléans ou centres régionaux).

Les navigateurs de plaisance en haute mer ou dans des conditions difficiles (glace) et

ous effectuant des courses professionnelles, telle la Transat des atolls, vont pourvoir à leur besoin d'orientation à l'aide d'un petit appareil d'aide à la navigation électronique, l'Octofax (1), qui se branche sur un poste de radio onde marines (fréquence BLU : bande latérale unique). Doté de multiples fonctions, l'Octofax effectue à l'écran l'impression des coordonnées géographiques, la décodage et l'affichage sur un écran de 16 caractères des signaux morse, téléx et navtex, ainsi que les calculs traditionnels et astronomiques (latitude, longitude, position par rapport au soleil et à l'étoile polaire, etc.). Fonctions dispersées, supervisant sur plusieurs appareils ou existant dans des machines plus chères et plus complexes, l'Octofax, composé d'un micro-ordinateur intégré, d'une imprimante et d'un clavier de commande française, est vendu au prix de 17 600 F TTC.

Un nouveau procédé, mis au point par les laboratoires « matériaux minéraux » de l'Institut national des sciences appliquées (INSA) de Lyon et « Architerre » de l'Ecole d'architecture de Saint-Etienne, va sans doute permettre de relancer l'utilisation de la terre pour la construction des bâtiments en Afrique et dans les pays du tiers-monde. Cette nouvelle technique permet de réaliser des briques pleines ou creuses, d'une taille identique aux parpaings de ciment, plus solides que les briques traditionnelles et ayant une bonne résistance à l'eau.

A la terre crue, on ajoute de 4 % à 8 % d'un liant (50 % de chaux et 50 % d'argile cuite à moyenne température). Ce matériau est ensuite introduit dans une presse mobile, conçue par les Etablissements Raffin, qui produit des briques par vibrocompactage. La machine peut réaliser jusqu'à 3 000 briques par jour. L'argile calcinée réagit avec la chaux, la consomme en totalité et produit des aluminates et des silicates de calcium stables. Ce qui améliore nettement la tenue des briques à l'eau, qui n'ont ainsi pas besoin d'être protégées par un enduit. De plus, la taille des briques et l'absence d'enduit diminuent la consommation de ciment.

Pour pouvoir satisfaire encore plus rapidement sa clientèle, La Redoute, société

spécialisées dans la vente par correspondance, vient de développer avec l'aide de Renault un robot capable de monter et démontier automatiquement automatisé se composant d'un robot mobile de prélevement des articles, d'un module d'emballage et d'un calculateur de pilotage et de commande. Le robot mobile extraîrait les articles de la pile, les transporterait vers le module d'emballage, les déposerait dans les rayonnages sans aucune intervention humaine. Un magasin de ce type est en cours de montage et deux autres, à l'état de prototypes encore incomplets, fonctionnent déjà. D'ici quelques années, les clients de Renault à l'extérieur de sa commercialisation, moyennant redevances, Les deux partenaires espèrent vendre chaque année à partir de 1988 une soixantaine de robots mobiles utilisés principalement dans le monde

DIPLOME UNIVERSITAIRE DE SEXOLOGIE
(études biologiques, psychologiques et sociales des sexualités humaines)
Ce diplôme est ouvert aux professionnels de la Santé, de l'Éducation et du Champ social.

Les études s'étendent sur 3 ans à raison de 10 week-ends/an. Les candidats doivent envoyer une lettre de candidature et un C.V. avant le 30/6/87 aux :
Directeurs des enseignements : Drs S. Képès et A. Durandou
Secrétariat des Enseignements Spéciaux - UFR médecine Paris 13 - Bobigny
74, rue Marcel Cachin, 95012 Bobigny Cedex. Tél. : 48-36-65-79 (posts 161)

Le Monde
sur minitel
MESSAGES

Pour écrire au Monde. Pour dialoguer. Pour réagir.

36.15 TAPEZ **LEMONDE**

ence « in vitro »

de plus en plus la reproduction humaine, puisqu'elle s'adresse tout aux infertilités mineures en effet, les trompes d'où les parmeselles. Certains ont peur le danger de cet aspect. C'est pour Lépine à qui il faut de réfléchir loin de l'alcôve de couples qui n'ont pas à en souffrir. Si les infertilités mineures se vendent, les infertilités vraies, en particulier massives, n'ont pas à invier leur secret. On qui invite à une développement de la recherche.

Les positions du Comité national d'éthique (français) sont perçues comme confuses, mais l'expérience anglaise du Voluntary Licensure Authority, présentée par Mrs. McLaren, a été jugée très intéressante. Le rapport du comité de 14 membres n'a été accédé à la demande d'ajournement de trente et un comités, dont onze ont également obtenu l'assentiment de la recherche. Les thèmes relatifs à l'amélioration de l'éducation de la PAVETIE, mais également la candidature d'organes d'étude interdisciplinaires, les méthodes expérimentales, la manipulation des spermatozoïdes et l'étude de l'expression de certains gènes.

Les thèmes de recherches rendus publics annuellement, afin que chacun sache ce qui, quoi et où. Une législation sur ces problèmes fait peu ou rien, tant que les chercheurs de tous les pays, surtout après l'exemple de l'Etat du Victoria (Australie), ont les pouvoirs et les moyens de faire des recherches de deux à trois fois plus performantes.

Pourquoi une législation si importante des scientifiques sur une réglementation scientifique qui aurait l'avantage de donner la transparence, comme indispensable pour arrêter les tentatives et permettre la poursuite des travaux dans le domaine.

Comme s'il n'était pas
concerné par l'actualité, le
magasin n'a pas commenté les
passions du Vatican, a ignoré
certaines propositions d'anti-
dotes, recherché sur les
antécédents. Au rapport sé-
rieux ne concerne les plus
populaires ou la grande
audace de la porte en se
souvenant petits enfants. Un
telle attitude signifie que
l'analyse se situe hors de
champ scientifique ou obli-
geant plus de problèmes
démocratiques que la recherche et
l'humanité.

P. RENÉ FRYDMAN
Cryocenter, Special
Attache, Secdef. Chant.

SECTEURS DE POINTE

REPRODUCTION INTERDITE

Informaticien, êtes-vous rodé à la conduite d'un grand projet bancaire?

Centre informatique (Paris) d'un établissement financier de renom, nous sommes dotés d'un IBM 30XX/MVS et disposons d'un réseau de plus de 1 000 terminaux. Préparant la refonte de nos applications, nous renforçons notre équipe études (40 p.) et confions à un

chef de projet confirmé, 280 000 F/an

la responsabilité du domaine crédit en relation avec nos "utilisateurs" (plus de 100).

Ingénieur ou universitaire, vous avez au moins sept ans de pratique acquise en milieu bancaire et de préférence dans le secteur des prêts. Vous savez mettre en œuvre une méthodologie de conduite de projets et avez les réflexes d'un gestionnaire comme ceux d'un manager. Venez passer avec nous à la vitesse supérieure.

Ecrivez à Mlle K. CHATJIMIKES,
(réf. 5032 LM) à
"Carrières de l'informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON GRENOBLE LILLE NANTES

MEMBRE DE SYNTEC



Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Reims
L'une des premières caisses françaises, nous employons 930 collaborateurs, animons 50 agences et disposons d'un IBM 3090-150/MVS-XA auquel est connecté un réseau de 450 terminaux. Notre Directeur informatique cherche

son responsable de la production informatique

Venez diriger une équipe de 30 informaticiens, en exploitation et au système, gérer nos ressources et anticiper sur nos besoins en terme de moyens. Vous faites évoluer notre configuration et le réseau, et veillez à la qualité des prestations fournies.

A 30 ans au moins et de formation supérieure, vous avez une solide pratique des techniques informatiques et une bonne culture système. Organisateur prévoyant et innovateur, vous avez enfin le sens du service.

Ecrivez à M. Ph. THERY
(réf. 514 LM) à
"Carrières de l'informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.
24, BOULEVARD CARNOT 59000 LILLE
PARIS LYON GRENOBLE NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

Grand groupe industriel français recherche pour un établissement en pleine expansion, leader dans son créneau, exportant 70 % de son chiffre d'affaires dans le domaine des

SERVOMÉCANISMES ET AUTOMATISMES

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

MISSION :

— assurer le budget des ventes en animant la représentation allemande et en conduisant les relations avec les services techniques internes.

PROFIL :

— de formation grandes écoles (électrotechnique), vous avez le goût de la négociation et vous êtes disponible pour de nombreux déplacements en Allemagne, dont vous pratiquez bien la langue.

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

MISSION :

— pour assurer la croissance de l'activité, vous serez chargé de l'animation d'un secteur en France et vous participerez au sein de l'équipe en place à la réalisation du budget des ventes.

PROFIL :

— de formation grandes écoles (électrotechnique) vous avez le goût de la négociation et vous êtes disponible pour, vous déplacer fréquemment. Anglais apprécié.

Résidence : BOURGOGNE.

Envoyer dossier de candidature sous référence 46.319 (sur l'enveloppe) à : CONTESSÉ PUBLICITÉ, 3, rue Pierre-Robin, 69363 LYON CEDEX 07.

CORNING FRANCE

Ingénieur développement produits nouveaux

Optique intégrée

CORNING GLASS WORKS, leader mondial des verres spéciaux accorde une place privilégiée à la recherche et à l'innovation. Grâce à la qualité de nos chercheurs, nous sommes aussi devenus le premier fabricant de fibres optiques. CORNING FRANCE lance actuellement la production pilote de composants en optique intégrée pour les nouveaux réseaux de télécommunications. Assurant l'interface entre la production et le marketing, vous intégrerez les contraintes de fabrication, les besoins de nos clients et définirez les caractéristiques techniques de nos nouveaux produits. Vous intervenerez sur un marché d'envergure mondiale. La connaissance de l'anglais est donc nécessaire et des déplacements sont à prévoir. Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (ESIE, Telecom, physique, optique...) ou d'un doctorat d'université, vous débutez ou avez acquis une première expérience dans le domaine de l'optique moderne ou des télécommunications. Vous avez un tempérament d'innovateur, le sens du contact et un vif intérêt pour les technologies de pointe. Localisation : Fontainebleau. Envoyez votre lettre manuscrite, CV et photo sous la référence ID/M à CORNING FRANCE, Direction du Développement du Personnel, 44 Avenue de Valvins - 77211 AVON CEDEX.

électroniciens

Les compétences de nos ingénieurs et techniciens sont reconnues dans le monde entier. Nous recherchons des personnes motivées et capables de relever les défis de la haute technologie. Vous serez impliqués dans des projets innovants et aurez l'opportunité de travailler dans un environnement stimulant. Nous offrons des conditions de travail exceptionnelles et des perspectives de carrière brillantes. Si vous êtes passionné par l'électronique et souhaitez contribuer à des réalisations de premier plan, nous vous invitons à rejoindre notre équipe. Envoyez votre candidature à : SYSECA, 315, Boulevard de la République, 92213 Saint-Denis Cedex.

GEO prima Femme Tele Aduelle Loisirs

Prisma Presse, filiale française d'un groupe de communication de renommée internationale est devenue en quelques années, l'un des leaders de la presse magazine en France grâce à la réussite commerciale de ses titres et ses méthodes de gestion. Elle édite aujourd'hui 6 publications et a réalisé en 1986 un chiffre d'affaires HT supérieur à 1 milliard de francs. Notre Directeur informatique recherche :

Responsable d'études.

Réf. RE 751

Ingénieur de formation, vous avez 5 à 6 ans d'expérience dans la conduite de projets IBM, de préférence en SSII. Vous savez utiliser vos compétences techniques et votre sens du service pour faire évoluer nos systèmes dans un environnement compatible IBM 43 XX DOS/VSE - CICS/VSAM, micro-informatique... En dialogue permanent avec les Directions de l'entreprise, vous étudiez de nouveaux projets dont vous planifiez le budget et les délais de réalisation. Vous animez vos équipes et coordonnez les différents développements. La pratique de l'anglais est indispensable.

Deux responsables d'applications.

Réf. RA 752

Une formation MAGE et 2/3 ans d'expérience informatique dans un environnement IBM sont nécessaires pour assurer la mise en œuvre complète - du cahier des charges à la réalisation - de deux applications de gestion. Interlocuteurs des services concernés - l'administration/personnel et la publicité - vous recherchez et proposez les solutions les mieux adaptées (progiciels ou réalisations spécifiques). Vous développez, pour eux, la micro-informatique, l'intercentre, les outils de 4ème génération. Vous deviendrez vite, le spécialiste de l'un de ces domaines. La pratique de l'anglais est appréciée.

PRISMA PRESSE



Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant bien la référence du poste choisi à notre Conseil DATAID SELECTION 48, avenue Raymond Poincaré 75116 PARIS.

Venez travailler dans une région vous permettant d'avoir des activités sportives en hiver et en été.

Notre société en pleine expansion, implantée à ANNECY, recherche :

Référence A :

Chef de projet

MVS/JCL, VSAM, COBOL, TSO/ISPF, CICS (commande), ADABAS. Responsable de la conversion des projets DOS en MVS.

Référence B :

Analyste

MSV, TSO/ISPF, JCL. Responsable du développement de la documentation et des procédures en anglais.

Référence C :

Secrétaire-comptable

Langues : français, anglais. Responsable des travaux administratifs, gestion du personnel, comptabilité salariale.

Pour chacun des postes, anglais courant et 6 ans d'expérience exigés.

Adresser votre lettre manuscrite et C.V. sous n° 7045, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, PARIS-7^e.

Pays de Loire

Prendre en main notre informatique, puis la faire évoluer !

C'est le challenge proposé par cette société performante et novatrice, leader français dans son domaine d'activité (200 MF, 400 personnes) filiale de 2 groupes industriels importants.

En relation directe avec la Direction Générale, le **Jeune Responsable Informatique** : coordonne le bon fonctionnement et la vitalité de l'outil informatique existant (IBM 36), aide d'une équipe de 3 personnes, assure l'homogénéité, la faisabilité, les choix techniques des projets de développement futurs, GPAO, logistique, bureautique... renforce la cohérence des traitements entre usines, filiales et agences, accompagne la Direction Générale dans sa réflexion sur l'organisation et l'amélioration des structures. Il est l'interlocuteur permanent des utilisateurs pour l'expression des besoins informatiques et les demandes d'assistance et de conseil.

Nous aimerions rencontrer des candidats ayant une excellente connaissance des systèmes IBM 36/38, une expérience confirmée de l'informatique, en milieu industriel, (responsable de service, chef de projet), le sens de la négociation et désireux d'élargir leurs responsabilités dans une société en expansion.

Poste basé dans une ville agréable universitaire du Pays de Loire.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel à TEG, en précisant la référence 640004 M.

TEG,
113 rue de l'Université
75007 PARIS.



NORMANDIE

ingénieur de projets agro-alimentaires

Un Groupe Agro-Alimentaire de dimension internationale cherche pour un de ses établissements situé en Normandie un

INGENIEUR GRANDE ECOLE

Il a au minimum 28 ans et sa première expérience en

INGENIERIE OU BUREAU D'ETUDES

l'a mis au contact d'industries comportant des processus automatisés. Il prendra en charge les projets d'investissements de l'ordre de 20 M de F/an dans le cadre d'une recherche d'amélioration de productivité des différents secteurs de l'usine (transformation de la matière ou conditionnement). Il animera le Bureau d'études, suivra la réalisation des projets en relation étroite avec l'atelier travaux neufs-entretien et les sous-traitants, ainsi qu'avec les responsables de production. Il assurera les relations avec les Administrations en particulier en ce qui concerne les problèmes d'environnement.

Ses qualités personnelles d'homme de terrain et de contact doivent lui permettre de travailler en équipe avec les responsables de production et d'acquies une expérience en ce domaine.

Possibilités d'évolution.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo), sous référence 2512-M, seront traitées en toute discrétion par

a. j. ourlin

CONSEILS DE DIRECTION
4, rue Alsace-Lorraine
92220 ANTONY

AUTOPHON

SOCIETE EN PLEINE EXPANSION

Spécialiste des Télécommunications et de la Radiotéléphonie, recherche

INGENIEURS D'ETUDES

Dans le cadre d'un travail en équipe, ils auront la responsabilité de mener une étude nouvelle jusqu'à son industrialisation.

Les candidats auront de solides bases théoriques en transmission de données (sur l'air et sur le câble) et une très bonne expérience industrielle dans ce domaine.

Une bonne connaissance de la radiotéléphonie mobile est nécessaire. Langue allemande appréciée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo, sous référence PA 29, à

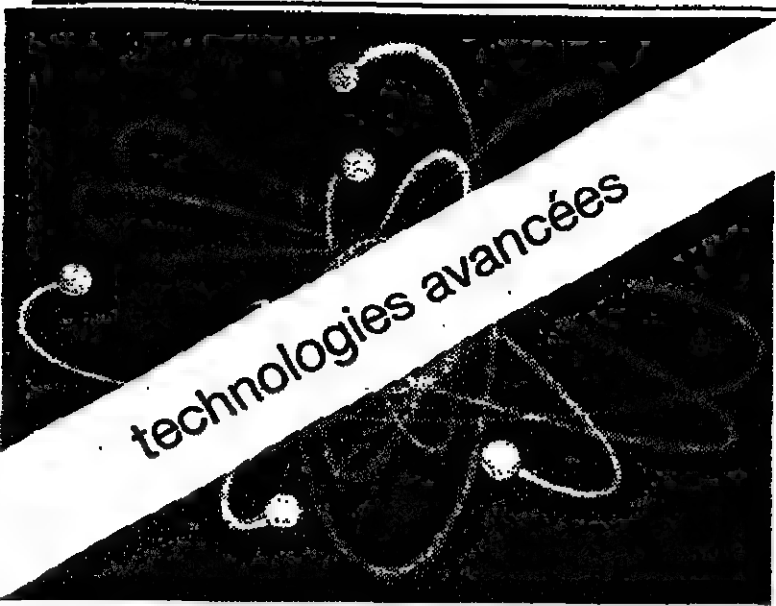
AUTOPHON S.A.
Direction Technique
72/76, rue Paul-Vaillant-Couturier
92301 LEVALLOIS-PERRET

TELECOMMUNICATION - TELECOMMUNICATION

2512-M

Chiffre 150

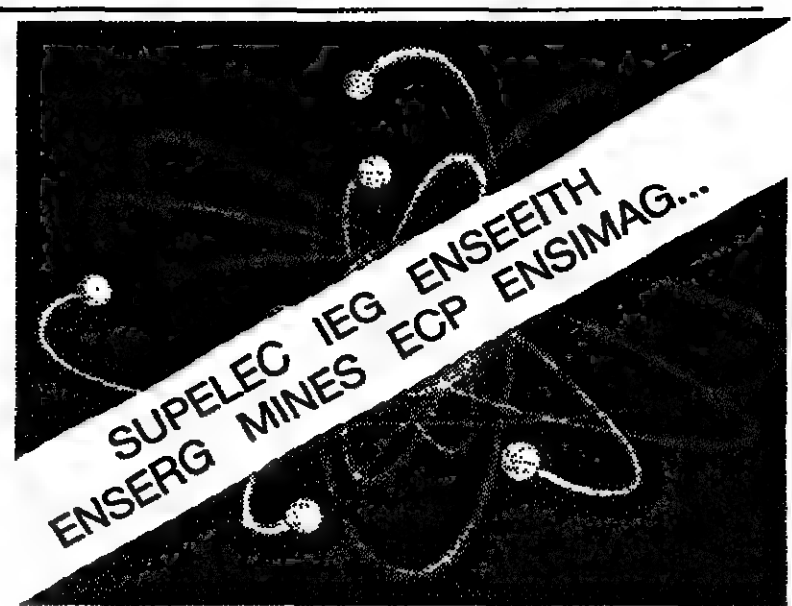
SECTEURS DE POINTE



débutants ou confirmés pour les ingénieurs aussi

ce qui bouge beaucoup ne se voit pas forcément

... Et c'est souvent ce qui est le plus actif qui précisément est fondamental. Notre force c'est tout comme des électrons, d'être mû par une grande énergie qui nous fait graviter autour d'un projet commun mais de façon autonome et responsable. Ce projet : fonder notre croissance sur la recherche du top niveau technologique en misant sur le développement personnel et professionnel de nos collaborateurs. Pour participer activement à notre forte progression dans le domaine des technologies de pointe nous recherchons des Ingénieurs débutants ou confirmés (2 ou 3 ans d'expérience).



électroniciens

En électronique, les compétences de Merlin Gerin progressent essentiellement dans :
□ l'électronique de puissance
□ l'électronique de commande, logique et analogique, asservissement, microprocesseurs, programmation et simulation.
Ingénieurs électrotechniciens ou électroniciens, vous participerez dans ces domaines à notre développement technique. Chefs de projets, vous serez chargés de l'étude et de la conception de systèmes à microprocesseurs embarqués. Réf. LM11.

automaticiens

Vous rejoindrez un des spécialistes mondiaux des automatismes de sûreté pour des domaines aussi exigeants que les transports ou le nucléaire. Vous possédez une expérience de 2 à 3 ans en fiabilité. Des postes d'Ingénieurs responsables d'études de sûreté sont à pourvoir. Réf. LM12.

informaticiens

Dans les domaines d'informatique industrielle nous recherchons des compétences en logiciel microprocesseurs, langages évolués, temps réel, génie logiciel, mini calculateurs type DLX-SPS7. La connaissance de la gestion de fichiers et de réseaux est appréciée. Vous évoluerez dans ce secteur de pointe en tant qu'Ingénieur responsable de logiciel, Ingénieur en informatique industrielle. Réf. LM13.

la maîtrise de l'énergie électrique



GROUPE SYSECA

SYSECA, (350 MF de CA, 900 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs) est une société de service et d'ingénierie en informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Pour notre département Systèmes de Communication, nous recherchons

CHEFS DE PROJETS DIRECTEURS DE SECTEURS COMMUNICATION, PERICOMMUNICATION, RESEAUX

Vous avez acquis une expérience de 10 ans minimum, principalement dans le domaine des télécommunications et dans la gestion de projets importants. Nous accorderons une attention particulière aux candidats possédant la connaissance des méthodes et le sens du management. Merci d'adresser votre candidature sous référence 254 à SYSECA SELECTION - 315, Bureaux de la Colline, 92213 Saint-Cloud cedex.

SYSECA SELECTION

Jeunes ingénieurs production

PRENEZ EN CHARGE NOS USINES

Notre entreprise (20 000 personnes, un CA de 14 milliards dont 35 % à l'export) est l'un des leaders mondiaux dans son secteur. Pour participer à la fabrication de nos produits (90 % de mécanique, 10 % d'électronique), nous recrutons les jeunes ingénieurs qui prendront en charge nos ateliers de fabrication. X, Mines, Sup Telecom, Supélec, Centrale Paris... ce sont vos qualités humaines, votre aptitude à motiver, convaincre, entraîner qui seront déterminantes. Après une formation sur le terrain aux exigences techniques, humaines et économiques de votre

fonction, vous prendrez d'immédiates responsabilités. Vous interviendrez dans un environnement compétitif, grâce à notre action constante sur les techniques (CFAO, systèmes de production flexibles...), sur les structures (gestion des stocks par flux tendus, spécialisation des sites industriels...) et sur les hommes (cercles de qualité, équipes autonomes...).

Adressez vos dossiers de candidature sous la référence 1419 M à SOURCES 108, rue St-Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra en toute confidentialité.

ENTREPRISE SPÉCIALISÉE EN DÉVELOPPEMENT D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRONIQUES MILITAIRES recherche

Ingénieurs Grandes Écoles pour études, conception et réalisation de systèmes radar.

- expérience de 5 ans au minimum en traitement du signal, bon niveau mathématiques. réf. L1
- débutants ou quelques années d'expérience en systèmes radar. Émetteurs, récepteurs ou traitement du signal. réf. L2

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Connaissance de l'anglais appréciée.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence choisie à PROJETS 12, rue des pyramides 75001 Paris, qui fera suivre.

BULL ENGAGE DES INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT D'APPLICATIONS

Adressez votre dossier de candidature (lettre motivée, curriculum vitae, photo et préférences) à Francis Caire - Bull SA 25 avenue de la Grande Armée - 75016 Paris

Vous êtes ingénieur avec une option informatique ou titulaire d'un DESS informatique. Vous êtes attiré par le développement et le support de produits logiciels... Venez apporter et valoriser votre potentiel technique en participant à la conception, au développement et au support de logiciels d'applications intégrés dans les offres solutions du Groupe BULL (bureautique, gestion industrielle, télématique). Ces logiciels sont développés principalement sur les systèmes BULL DPS 7 (GCOS 7/TDS/IDS 2) et BULL DPS 6 (GCOS 6). La connaissance de ces systèmes représente un atout pour votre candidature. Lieu de travail : Bonlieu Quest.



SECTEURS DE POINTE

traces
l'avenir

Jeunes informaticiens

Pour participer au développement de son Informatique Commerciale,
AIR FRANCE recherche

2 informaticiens

Systèmes d'exploitation.
Applications temps réel.

DEA, DESS ou doctorat en informatique.
Première expérience dans ces domaines
souhaitée. Lieu de la première affectation
Valbonne (Nice).

6 programmeurs analystes

Applications, Logiciels techniques,
Exploitation.

Maîtrise en Informatique.
Première expérience souhaitée.
Lieu de la première affectation:
Valbonne (Nice) ou Région Parisienne.

Merci d'adresser votre dossier (CV détaillé + lettre manuscrite) à Patrice Gry - AIR FRANCE
Sélection et Orientation - Orly Sud 114 - 94396 Orly Aéroport Cedex.

Consultez
Minitel 36 14-AF

AIR FRANCE

Des talents pour notre nouveau système d'information.

Nous sommes un puissant groupe industriel situé en Région Parisienne et nous avons pris la part d'optimiser de façon permanente notre organisation et nos systèmes d'information. Pour la réussite de cette entreprise, nous nous appuyons sur des hommes motivés, capables d'assumer les responsabilités que nous sommes prêts à leur confier : encadrement, animation, organisation, négociation. Ces hommes sont les moteurs de l'avancement des nouveaux projets. Informaticiens confirmés, ils ont, par leur formation supérieure et leur expérience, la maîtrise des techniques et méthodes nécessaires à la conduite des projets et des hommes. Hommes de dialogue, ils ont les qualités relationnelles nécessaires pour faire adhérer au changement les différents interlocuteurs de cette vaste opération.

Directeur de projets IBM 38.

Il est chargé de l'animation et de la coordination d'une ligne de projets du nouveau Système (distribution, commercial, comptabilité, etc.), de la conception à la mise en place effective dans les services.

Il assure l'encadrement d'une équipe d'environ 15 personnes et la gestion de l'avancement des projets en termes de délais, qualité, coûts.

Ref. DP 753

Directeur de projets spécifiques.

Il est chargé d'harmoniser les applications spécifiques à plusieurs entités.

Ce rôle lui confère des missions de communication, d'intervention et de négociation auprès des différents responsables des entités. Ses qualités humaines sont prioritaires. La connaissance des domaines promotion et marketing d'un laboratoire pharmaceutique est appréciée.

Ref. DS 754

Organisateur.

Il est le garant de l'ergonomie du système. Il assiste les Directeurs de Projets et les utilisateurs dans l'appréhension et la mise en œuvre des procédures de la nouvelle organisation.

C'est un consultant qui a déjà vécu le démarrage d'un nouveau système. Ses qualités relationnelles sont essentielles à la réussite dans ses fonctions.

Ref. OR 755

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant bien la référence du poste choisi à notre Conseil DATA
SELECTION 48, avenue Raymond Poincaré 75116 PARIS.

Le Groupe FINANCIERE AGACHE (Boussac Saint-Frères, Christian Dior, Bon Marché et Conforama), 11 milliards de francs de CA, dispose pour assurer les études, la réalisation et le suivi de ses investissements d'un

Département ingénierie

qui renforce son organisation et recherche

4 ingénieurs de projets

SUPLEC, A & M, HEB, ESTIT, ENSAIT ou équivalent
ayant au minimum 5 années d'expérience en site industriel ou sur chantier

La fonction : étudier, concevoir, acheter, gérer et réceptionner tout ce qui contribue à la réalisation de nos investissements, et assurer le suivi des résultats

Les postes à pourvoir :

- Ingénieur Electricien MT, BT et courants faibles : installation et distribution de la force motrice, économie d'énergie, etc.
- Ingénieur Thermodynamique et Aérodynamique : conditionnement d'air, chauffage, traitement des eaux, récupération d'énergie.
- Ingénieur Textile blanchiment, teinture, impression et apprêtage coton et synthétiques.
- Ingénieur Textile filature et tissage du coton et des synthétiques spécialisés en automatismes.

Dans cette fonction clé, basée à Lille, vous serez en relation permanente avec la Direction Générale, les contrôleurs de gestion, les opérateurs industriels, les services de maintenance et d'entretien. Votre tempérament d'entrepreneur concret, d'organisateur et votre sens du dialogue vous permettront une évolution rapide dans un groupe caractérisé par une vigoureuse politique d'investissement.

Vos connaissances en informatique et votre maîtrise de l'anglais et/ou de l'allemand seront des atouts supplémentaires. Nous avons hâte de vous rencontrer. Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence LM 10302 en précisant le poste choisi, à Jacques COLIN, FINANCIERE AGACHE SERVICES, Service Recrutement, 11 rue François 1^{er}, 75008 Paris.

Bendix Electronics

"la course en tête"

Responsable logistique externe

Bendix Electronics, l'un des premiers constructeurs mondiaux d'équipements électroniques pour l'automobile dont la division européenne de 500 personnes est à TOULOUSE, recrute

formation supérieure type école de commerce complétée par formation en logistique. 5 ans d'expérience en logistique interface clients/fournisseurs en produits de grande série et nécessitant l'utilisation de l'outil informatique. Une expérience du commerce international et la pratique de l'anglais sont indispensables. La connaissance de l'allemand sera un atout.

Ingénieur projets logistiques

Ecole d'ingénieur complétée par formation en logistique appréciée. Interface entre la direction des approvisionnements et les responsables informatiques de la société et les fournisseurs. 3 à 4 ans d'expérience dans industrie grande série, service approvisionnement ou logistique. Parfaite connaissance de l'outil informatique. Bon niveau en anglais.

Postes à pourvoir à TOULOUSE.

Adresser C.V. avec photo récente et présentations à Bendix Electronics, Direction des Ressources Humaines - BP 1149 - 31036 Toulouse Cedex.

ALLIED Automotive

PROGRAMME ARIANE 5

La Direction des Lancements du Centre National d'Etudes Spatiales à Evry (91) recherche un

Ingénieur spécialisé en informatique et électronique

Il sera chargé, pour les systèmes électriques du lanceur ARIANE 5, de la définition des programmes automatiques et de leur validation opérationnelle.

Le candidat devra avoir une expérience de 3 à 5 ans, en particulier en conduite d'essais de systèmes informatiques complexes de commande électronique.

Des déplacements fréquents en Guyane sont à prévoir à partir de 1991 ainsi qu'un séjour de trois ans minimum à partir de 1993.

Veuillez adresser votre candidature avec CV et photo, sous la référence 87/DLA/04, à M. le Chef du département "Personnel", Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex.

CNES

Centre National d'Etudes Spatiales
LES COMPETENCES DU FUTUR

Prenez une dimension internationale!

Société multinationale PHYTOSANITAIRE en rapide expansion
recherche,
basée en Région Parisienne, un

Responsable développement produits fongicides

VOS ATOUTS :

- à 28-30 ans, après votre diplôme d'Ingénieur Agronome, vous avez pendant environ 5 ans acquis une bonne connaissance du marché phytosanitaire français,
- votre expérience dans le domaine de l'agronomie s'est déroulée dans une fonction de développement ou de marketing,
- vous maîtrisez bien l'anglais et êtes très disponible.

NOUS VOUS PROPOSONS :

- de prendre la responsabilité du développement technique et marketing de nos produits fongicides à l'échelle internationale,
- de mener les actions diversifiées d'un Chef de Projet, en coordination avec les responsables commerciaux et de fabrication : contacts à haut niveau, polyvalence, adaptabilité,
- d'accéder à une fonction autonome au sein d'une petite équipe,
- de bénéficier de possibilités de développement et d'une rémunération motivante.

Adresser CV + photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL
14 bis, rue Daru, 75008 PARIS sous la référence 49.842 LM
portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

LOGISTA

Ingénieurs informaticiens

Grandes Ecoles

Paris-Lille-Lyon-Strasbourg-Orléans

Vous êtes DEBUTANT et vous cherchez une STRUCTURE D'ACCUEIL capable de vous apporter formation, diversité et technicité

ou encore
Vous possédez une PREMIERE EXPERIENCE de 2 à 5 ans et souhaitez donner un NOUVEAU SOUFFLE à votre carrière dans une société solidement implantée sur son marché et dont la taille privilégie encore le dialogue dans l'entreprise.

LOGISTA filiale d'un grand groupe français, rassemble aujourd'hui 240 collaborateurs et développe ses activités dans des domaines aussi variés que L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE, L'INFORMATIQUE DE GESTION, la TELEMATIQUE et les nombreux usages du système UNIX.

Depuis 11 ans, nous bâtissons une société que nous voulons originale, forte et indépendante.

Si cela vous attire, envoyez-nous rapidement une lettre manuscrite accompagnée d'un CV et d'une photo. Pour le reste accordez-nous quelques jours.

LOGISTA 30 quai de Dion Bouton 92806 Puteaux Cedex. A l'attention d'Hervé Capier.

LOGISTA : DES HOMMES DE SOLUTIONS.

STYLISTE

une PRESTIGE BANQUE D'AFFAIRES

UNE INGENIEUR

Faites entrer les ingénieurs
dans la salle de

...debutant du ...
...un bon ...
...par la ...
...PROLOG ou ...
...informatique ...
...évolution ...
...CV et photo ...
FMI RECRUTEMENT
...INFORMATIQUE 75008

DETE D'ETUDES

INGENIEURS GRANDE ECOLE

...debutant du ...
...un bon ...
...par la ...
...PROLOG ou ...
...informatique ...
...évolution ...
...CV et photo ...
FMI RECRUTEMENT
...INFORMATIQUE 75008

INGENIEURS D'AFFAIRES GRANDS COMPTES

...debutant du ...
...un bon ...
...par la ...
...PROLOG ou ...
...informatique ...
...évolution ...
...CV et photo ...
FMI RECRUTEMENT
...INFORMATIQUE 75008

...debutant du ...
...un bon ...
...par la ...
...PROLOG ou ...
...informatique ...
...évolution ...
...CV et photo ...
FMI RECRUTEMENT
...INFORMATIQUE 75008

...debutant du ...
...un bon ...
...par la ...
...PROLOG ou ...
...informatique ...
...évolution ...
...CV et photo ...
FMI RECRUTEMENT
...INFORMATIQUE 75008

SYSECA

...debutant du ...
...un bon ...
...par la ...
...PROLOG ou ...
...informatique ...
...évolution ...
...CV et photo ...
FMI RECRUTEMENT
...INFORMATIQUE 75008

RESPONSABLE ADMINISTRATION ET INFORMATIQUE

...debutant du ...
...un bon ...
...par la ...
...PROLOG ou ...
...informatique ...
...évolution ...
...CV et photo ...
FMI RECRUTEMENT
...INFORMATIQUE 75008

...debutant du ...
...un bon ...
...par la ...
...PROLOG ou ...
...informatique ...
...évolution ...
...CV et photo ...
FMI RECRUTEMENT
...INFORMATIQUE 75008

...debutant du ...
...un bon ...
...par la ...
...PROLOG ou ...
...informatique ...
...évolution ...
...CV et photo ...
FMI RECRUTEMENT
...INFORMATIQUE 75008

...debutant du ...
...un bon ...
...par la ...
...PROLOG ou ...
...informatique ...
...évolution ...
...CV et photo ...
FMI RECRUTEMENT
...INFORMATIQUE 75008

...debutant du ...
...un bon ...
...par la ...
...PROLOG ou ...
...informatique ...
...évolution ...
...CV et photo ...
FMI RECRUTEMENT
...INFORMATIQUE 75008

...debutant du ...
...un bon ...
...par la ...
...PROLOG ou ...
...informatique ...
...évolution ...
...CV et photo ...
FMI RECRUTEMENT
...INFORMATIQUE 75008

...debutant du ...
...un bon ...
...par la ...
...PROLOG ou ...
...informatique ...
...évolution ...
...CV et photo ...
FMI RECRUTEMENT
...INFORMATIQUE 75008

...debutant du ...
...un bon ...
...par la ...
...PROLOG ou ...
...informatique ...
...évolution ...
...CV et photo ...
FMI RECRUTEMENT
...INFORMATIQUE 75008

...debutant du ...
...un bon ...
...par la ...
...PROLOG ou ...
...informatique ...
...évolution ...
...CV et photo ...
FMI RECRUTEMENT
...INFORMATIQUE 75008

24/11/80

SECTEURS DE POINTE

REPRODUCTION INTERDITE

une PRESTIGIEUSE
BANQUE D'AFFAIRES PRIVÉE

JEUNE INGENIEUR INFORMATICIEN :

Faites entrer les systèmes experts
dans la salle des marchés.

- Ingénieur débutant ou avec une première expérience, vous possédez un bon bagage en mathématiques appliquées.
- Vous êtes passionné par la micro-informatique (la connaissance de langages tels que PROLOG ou LISP est un plus).
- Venez poursuivre l'information de notre salle des marchés. De larges perspectives d'évolution dans la banque vous sont ouvertes.

Envoyer CV et photo sous réf. 2640 à notre Conseil
FMI RECRUTEMENT
11, rue Liancourt 75014 Paris. Tél. 43.20.69.29

Valeo

L'Équipement Automobile
Partenaire reconnu des constructeurs mondiaux
27500 personnes - C.A. 12,1 Milliards de Francs 46% réalisés à l'étranger
recherche pour

sa Branche Valeo Thermique (La Verrière - 78)

Chef de Projets Informatiques

2 à 5 ans d'expérience

Vous avez quelques années d'expérience réussie dans l'application de système de gestion informatisé. Vous savez mener une équipe, vous êtes diplômé d'une grande école type HEC, ESSEC, ESCP ou d'une école d'ingénieur + IAE. Nous vous proposons de mettre en œuvre en liaison étroite avec les utilisateurs la décentralisation des applications comptables par l'implémentation d'un logiciel au niveau de notre branche. Vous définirez les procédures d'utilisation et la paramétrisation et serez responsable de la réalisation du projet en encadrant une équipe de 4 personnes.

À partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence 2003/TH/M à Valeo Thermique 8 rue Louis Lormand - La Verrière - 78330 LE MESNIL SAINT-DENIS

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES

Spécialisée dans le domaine de la
MECANIQUE AVANCÉE Leader Européen
dans son domaine, recherche pour ses
activités en forte expansion (Espace,
Aéronautique, Défense, etc.)

INGENIEURS GRANDE ECOLE

- Responsables d'études et de développements en mécanique avancée

Dynamique des Fluides, Dynamique rapide : Chocs/Impacts, Mécanisme Nouveaux pour applications industrielles de pointe.

- 2 ou 3 ans d'expérience minimum.
- connaissances des Méthodes Numériques et pratique de l'Anglais indispensables.

- Ingénieurs d'Affaires

Envoyer CV, + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous la référence PL/LM1, à

michel jouthannaud conseils
182, rue de Vaugrard - 75015 PARIS

Filiale informatique d'un très grand groupe de Presse aux publications variées, notre informatique de services accompagne une croissance actuelle de 30 % par an. Notre site, aujourd'hui : un 3083 et un 4381, MVS/XA, VM/DOS, 35 giga sur disques, un réseau SNA de 400 terminaux, une forte unité d'impression laser et un imposant centre serveur.

La personne que nous désirons accueillir remplit une mission très originale et à fort potentiel.

Un informaticien système pour gérer, imaginer et entreprendre

Directeur Technique, vous supervisez et animez notre équipe système et réseau. Manager et gestionnaire, vous développez et amenez à maturité une nouvelle activité informatique naissante et totalement originale que vous dotez ensuite d'autres produits et services. Vous participez aux instances de management de l'entreprise.

Vous possédez une formation supérieure d'ingénieur et vous avez acquis votre grande maîtrise des sites IBM 30 XX et 43 XX chez un très grand constructeur ou une SSII. Parce que vous avez l'envie, le goût de créer et entreprendre, vous ne craignez ni le stress, ni l'humour!

Merci de nous adresser votre dossier (lettre, CV, photo, rémunération actuelle) au 24, rue Eugène Flachot sous réf. TNI/105 M. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Dinard (35)

Ingénieurs maintenance aéronautique

Depuis notre création en 1968, TAT est spécialisée dans le transport aérien régional. Notre développement nous amène à rechercher de nouveaux INGÉNIEURS AM, ENSCA, ESPACA. Bacheliers supérieurs de notre Direction Technique, ils apporteront une première expérience aéronautique et sauront faire preuve de qualités de gestionnaires et d'un bon sens des contacts humains.

Merci d'adresser votre dossier, photo et prétentions sous référence IMA à Marie DROT GASPARD, TAT - Service du Personnel BP 0037 - 37002 TOURS cedex.

TAT
Transport Aérien Transrégional

GROUPE SYSECA

INGENIEURS D'AFFAIRES GRANDS COMPTES

Ingénieur ou commercial informatique, vous êtes motivé par la vente de solutions complexes dans les domaines des télécommunications, des grands réseaux publics ou privés à valeur ajoutée, et du génie logiciel.

Vous souhaitez travailler dans un environnement de haut niveau vous fournissant un support efficace. Notre Groupe d'Ingénierie Informatique (900 personnes, CA 350 MF), partenaire d'un groupe industriel de taille internationale, attend votre candidature.

(DGT, Défense nationale, Administrations, secteur industriel, banques...), vous assurez vous-même votre marketing, vous élaborez vos propositions et menez les négociations jusqu'à la signature des contrats.

Vous serez autonome et responsable de votre activité. Nous saurons vous y intéresser.

Merci d'adresser sous référence 256 à SYSECA SELECTION 315, Bureaux de la Colline, 92213 Saint-Cloud cedex.

SYSECA SELECTION

Région Lyonnaise

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET INFORMATIQUE

Important groupe de commercialisation céréales et agro-fournitures (800 M F CA), en pleine expansion et diversification.

Votre mission : en temps que CHEF DE PROJET, vous aurez à concevoir et mettre en place de nouvelles structures administratives, participer au développement d'une nouvelle étape informatique en liaison avec les utilisateurs et le service informatique (12 personnes), que vous encadrerez, assurer la liaison entre nos services et nos filiales, améliorer l'efficacité des communications et optimiser les procédures.

Expérimenté dans l'organisation administrative et informatique, votre esprit de synthèse et d'analyse vous permet d'intégrer les besoins des différents services. Vous avez une expérience réussie dans un poste similaire, une formation supérieure et environ 30/35 ans. Le poste rattaché à la direction générale évoluera en fonction de votre réussite vers une intégration dans l'équipe de direction.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV, photo, salaire actuel à notre Conseil J.P. MAURY, Réf. Rai M5 - 35, rue Emile Zola - 37000 Tours. Les rendez-vous auront lieu à Paris.

AGRO-FORCES

TELC ALCATEL

N°1 européen en communication d'entreprise.

10 % du C.A. en Recherche et Développement. Une distribution dans 66 pays. Une croissance basée sur l'innovation et le succès. Nous rejoindrons, partager le projet TELIC, c'est possible aujourd'hui dans notre Division Bureautique basée à SURESNES.

3 INGENIEURS LOGICIEL

EXPERTISE

MANAGEMENT

INTEGRATION
ET VALIDATION
DE SYSTEME

Homme de recherche, de propositions, de conseil, vous serez notre expert et votre connaissance de l'état de l'art, acquise depuis 3 à 5 ans, sera pour nous la garantie de nos choix et de leurs applications dans nos projets. Parant couramment l'anglais, vous êtes un spécialiste en systèmes temps réel et OS dans les domaines des stations de travail de bureautique et terminaux communicants. Votre métier évolue vers les structures multiprocesseurs et les « cartes de communication intelligentes ».

Réf. MEX.

Voulez-vous prendre au sein de notre projet majeur l'animation, la responsabilité technique et budgétaire d'une équipe de développement de logiciel? Votre expérience du développement de logiciel télécommunications, de l'architecture OSI, des protocoles téléx et de l'interfonctionnement réseau public/réseau privé vous y aidera. L'anglais courant aussi! A terme, vous évoluerez vers une fonction de chef de projet.

Réf. MMAN.

Vous maîtrisez depuis plusieurs années les problèmes temps réel, architecture et OS, et les technologies à microprocesseurs pour mener à bien l'intégration de logiciel de stations de travail bureautiques. Chargé des outils de mise au point et d'intégration de tests systèmes, vous aurez la responsabilité de la validation de logiciels de communication multimédias. A terme, nous vous offrons l'animation d'une équipe d'intégration.

Réf. MVS.

Vous êtes intéressé par le développement de nos projets, merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite et photo) en indiquant la référence du poste choisi à D. Saubesty, Direction des Ressources Humaines - Telic Alcatel - B.P. 54, 92152 Suresnes Cedex.



CGIE

150 120 130

REPRODUCTION

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

Le Monde • Mercredi 6 mai 1987 29

RAYE S HERMES

Centre National d'Etudes Spatiales

Communication sol

Supplément, Sup. Télécom. Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle dans le domaine des transmissions de données.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES

cherche pour sa direction générale «Pêche», division «Marchés», à Bruxelles, un

CADRE

(m/f, de niveau Administrateur principal - à titre temporaire - chargé de :
a) l'élaboration et la mise en œuvre de la réglementation communautaire concernant l'organisation des marchés des produits de la pêche;
b) l'étude et l'analyse de la situation des marchés des produits de la pêche sur le plan juridique, technique et économique.

Les qualifications requises sont les suivantes :
a) nationalité de l'un des Etats membres des Communautés Européennes;
b) connaissances du niveau universitaire sanctionnées par un diplôme;
c) connaissance de la réglementation communautaire en matière d'organisation des marchés, notamment des produits de la pêche;
d) connaissance des problèmes juridiques, techniques et économiques dans le cadre de l'organisation commune des marchés;
e) connaissance de la politique commune de la pêche appréciée;
f) douze ans d'expérience professionnelle dont au moins six ans dans le domaine de la pêche;
g) connaissance approfondie d'une ou plusieurs langues officielles des Communautés;
h) âge de préférence entre 40 et 50 ans.

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus à Bruxelles au numéro téléphonique 02/235.74.33.

Les candidats retenus par le Comité de sélection seront convoqués à un entretien.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, avec tout document justificatif à l'appui des déclarations sur les titres ou diplômes, notamment, à l'adresse suivante, en mentionnant la référence TT/87/1 :

Commission des Communautés européennes, Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles (Belgique).

La date limite pour le dépôt des dossiers complets de candidature est fixée au 2/6/1987, le cachet de la poste faisant foi.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES

cherche pour sa direction générale «Pêche», division «Questions Internationales», à Bruxelles, un

CADRE

(m/f, de niveau Administrateur principal - à titre temporaire - chargé de :
a) l'accomplissement de tâches de conception et d'études économiques concernant les relations internationales relatives aux accords de pêche communautaire avec des pays tiers;
b) la préparation et le suivi de travaux des différentes Conventions Internationales relatives au secteur de la pêche;
c) la participation aux négociations et consultations.

Les qualifications requises sont les suivantes :
a) nationalité de l'un des Etats membres des Communautés Européennes;
b) connaissances du niveau universitaire sanctionnées par un diplôme;
c) connaissance du cadre économique des relations internationales dans le domaine de la pêche;
d) connaissance de la politique commune de la pêche appréciée;
e) douze ans d'expérience professionnelle dont au moins six ans dans le domaine de la pêche;
f) connaissance approfondie d'une ou plusieurs langues officielles des Communautés;
g) âge de préférence entre 40 et 50 ans.

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus à Bruxelles au numéro téléphonique 02/235.74.33.

Les candidats retenus par le Comité de sélection seront convoqués à un entretien.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, avec tout document justificatif à l'appui des déclarations sur les titres ou diplômes, notamment, à l'adresse suivante, en mentionnant la référence TT/87/2 :

Commission des Communautés européennes, Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles (Belgique).

La date limite pour le dépôt des dossiers complets de candidature est fixée au 2/6/1987, le cachet de la poste faisant foi.

Consultants

→ niveau élevé ←

- Nous sommes une société de conseil en organisation (Gr. IECI). Nous intervenons depuis 10 ans dans entreprises (P., CEE, A.S.) qui investissent et/ou qui transforment leur organisation.
- Pour réussir notre développement et maintenir la qualité de nos prestations, notre équipe (13) recherche (réf. 87) 2 CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU ayant :
 - une culture élevée et une formation supérieure 3 cycles ou grandes écoles (éco., socio., techn.) > 35 ans;
 - une très grande capacité de synthèse, d'innovation et d'animation;
 - des expériences à des niveaux élevés de responsabilité de conduite de changements.
- NOTRE MÉTIER : concevoir, conduire, mettre en œuvre des changements importants d'organisation, en particulier :
 - la conception et la mise en œuvre d'organisations nouvelles de production dans secteurs secondaires et tertiaires (Peugeot Mulhouse, Renault, Unisab);
 - la préparation et l'accompagnement des investissements techniques sur le plan humain et organisationnel (Renault Douai, Vinel, Glaceries Saint-Roch);
 - la définition de stratégies de développement au niveau d'une entreprise, d'une branche professionnelle ou d'une région (Fonderie Bruch, Productique 300, Bessin Postass.).
- NOS OPTIONS : travailler sur le terrain, associer les acteurs, mettre en œuvre des solutions assurant à la fois gain de productivité et développement des hommes.
- NOUS VOUS PROPOSONS :
 - la responsabilité globale de contrats (chef de projet);
 - un travail en équipe pluridisciplinaire sur tout contrat;
 - une rémunération annuelle (300-400) + participation + 6 semaines C.P.

• Envoyez-nous (lettre man. + photo récente + C.V. + prétentions) avant le 8 juin.
• Documentation de présentation de notre entreprise sur demande.

lecd développement
Conseil en Organisation
30, rue Herder,
F-67000 Strasbourg.
GROUPE IECI

Société Habitat Social

PARIS (15^e)
350 ÉTABLISSEMENTS SUR L'HEXAGONE

recherche

AUDIT INTERNE

- Veiller à l'efficacité des procédures comptables, juridiques et fiscales.
- Détecter les insuffisances et proposer les solutions adaptées. Grande mobilité, disponibilité.
- Aptitude à l'animation d'actions et formation.
- Niveau minimum : DEC.
- 3 ans d'expérience dans fonction similaire.

Adresser lettre manuscrite et prétentions sous n° 8563, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montesson, Paris-7^e.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 27 ans, 3 ans expérience, direction, ch. poste ass. pub. internationale dans agences ou support, diplôme, français, poss. Tél. : 39-79-44-28, tous les jours.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

E.B.C. anglais, allemand, 13 ans exp. incluant : secrétaire général, direction personnel, services juridiques, gestion entreprises/investissements, gestion générale, stage C.E.S.I. informatique recherche responsabilité similaire P&G/Paris Paris barbaux. Exp. n° 1 428 M & B&B.

17, rue Label, 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.

H. 31 ans, européen business school + 1^{er} cycle du DEC, 8 a. exp. Étude toutes phases, management, gestion/commercial. Tél. (1) 47-71-27-84.

INGÉNIEUR ET RÉALISATEUR
38 ans, 7 ans d'exp. technique, 7 ans. réalisation, études, toutes propositions, communication, audio-visuel, conception, réalisation, production, temps plein, part., free, Tél. 1 42-64-83-23.

J.F. 38 a. très motivé, biling. angl., assistant directeur, secrétaire, rech. et dynamisme pour exercer son sens du contact, des responsabilités, initiative. Tél. : 42-42-21-80.

QUELLE ENTREPRISE FRANÇAISE

recherche le soutien d'une SECTEUR ALLEMAND (S&B) trilingue (allemand, français, anglais) communément et versée dans les affaires pour la fondation d'une succursale allemande dans la région de Cologne ou à Berlin d'une intermédiaire pour ses négociations commerciales 2. Envoyez à Elisabeth TOELLE Wiedersheim 22 6000 Köln 40 ALLEMAGNE.

CADRE 25 a., EXPÉRIENCE Promotion immobilière, très sérieux, grande expérience, gestion administrative, technique et financière des réalisations immobilières, secteur collectif ou pavillonnaire. Recherche poste de responsable de programmes immobiliers ou gestion technique de patrimoine immobilier. Région parisienne, grande disponibilité. Envoyez sous le n° 1214, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montesson, Paris-7^e.

propositions diverses
L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français, hommes et femmes, avec ou sans diplômes. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (D 18) BP 402-09 PARIS CEDEX 08.

automobiles
ventes
moins de 5 C.V.

Particulier vend Austin noire 1000 E, 33 000 km, mod. 84, très bon état, tableau et volant en bois, housses noires, radio-cassette, para-chocs, 22 000. M^{me} Foglietta : 46-58-18-32.

divers
BMW Série 3-57
86-87 EX TT, peu roulé, garanti AUTO PARIS 15, 46-33-88-88, 69, r. Desnouettes, PARIS-15^e.

boxes - parking
CHARENTON
A vendre en sous-sol box (2 pl.) fermé, 43-20-12-07.

Directeur de Marketing et des Ventes

Un rôle clé vient d'être créé dû à l'importante évolution de la filiale française d'un des principaux fabricants mondiaux de systèmes informatiques de haute technologie.

Rattaché au directeur général vous aurez l'entière responsabilité du développement et de l'exécution de stratégies qui amèneront la filiale à un autre saut de croissance.

Cela impliquera la direction des activités de ventes journalières et les ressources marketing interne et externe.

La compagnie étant multinationale, l'anglais courant est essentiel.

La rémunération substantielle est en rapport avec l'importance du poste, inclut une voiture de cadre et les avantages sociaux habituels d'une multinationale et intéressera des personnes gagnant déjà plus de 400.000 F.

Contactez le directeur général au 19.44.1.637.9811 après les heures de travail ou envoyez votre C.V. à :

MANAGEMENT & EXECUTIVE SELECTION
Albany House, 324 Regent Street, London W1R 5AA, England.

PRODUCT MANAGEMENT

PROGRAMMABLE CONTROLLERS
GE FANUC AUTOMATION EUROPE (SA) is a joint venture company between GE (USA) and Fanuc of Japan combining the Factory Automation strengths of these two great companies. Due to its expanding programmable control business within Europe an opportunity exists for a High End Product and Industrial Computer Product Manager to be based at the European headquarters in Frankfurt, reporting to the European Marketing Manager.

The right candidate will have experience in product management and/or development within the industrial automation market either at a European or a country level with particular experience on P.L.C. systems or software based control systems. Key responsibilities will include :
• Achieving targeted sales for the product line in Europe
• Forecasting for new and existing products
• European pricing structure
• European input into product development
• Technical sales support for European sales areas
• Coordination of A & S material and new product launches

The successful candidate will be required to relocate to Germany and speak English. Preference will be given to candidates with French or German language capabilities. We are seeking a hard working, action oriented individual to make a positive contribution within the newly established European marketing team. Relocation expenses to move to Germany will be included in a generous benefits package that includes a salary plus 10% to be in line with a company of truly international standing. Interested applicants should forward their resumes (in English) to Mr P. HUGON, Vice President Employee Relations, GE Fanuc Automation Europe - Im Hainbergweg 3 - D 6000 Frankfurt/1, 90

FANUC
USA

FILIALE D'UN GROUPE BANCAIRE PRIVÉ

nous recherchons un

CADRE IMMOBILIER DE DEVELOPPEMENT

ayant une expérience de 5 à 10 ans dans un secteur opérationnel d'immobilier d'entreprise et d'habitation en Ile-de-France.

Votre mission : le développement d'activités de promotion et de marchand de biens.

Au sein d'une petite équipe, vous serez chargé des recherches foncières et du montage des opérations. Vous aurez ainsi l'opportunité de mettre en avant vos qualités de dynamisme et de négociation.

Le poste est à pourvoir à PARIS.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo exigée et prétentions), sous la référence 4732/LM, à

MEDIA BA
71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Notre organisme
17.000 clients
C.A. 86 : 800.000.000
progressé de 25 % par an
depuis 5 ans. Pour poursuivre cette expansion nous recherchons
COLLABORATEURS COMMERCIAUX (H.F.)
Pour Paris
et ses agences périphériques.
Tél. au : 46-00-24-03.

GRANDE ÉCOLE DE GESTION

RECHERCHE
PROFESSEUR PERMANENT
D'INFORMATIQUE
3 A 5 JOURS/SEMAINE.
Chargé d'enseigner et de coordonner les enseignements d'informatique.

PROFESSEURS VACATAIRES
3 A 12 H/SEMAINE EN INFORMATIQUE - COMPTABILITÉ - FINANCES - MARKETING - COMMERCE INTERNATIONAL - STATISTIQUES.

Pour tous ces postes, les candidats devront être diplômés Grande école ou 3^e cycle + expérience entreprises ou enseignement supérieur.
Envoyer C.V. + photo + Lettre manuscrite à : ESQ, 25, rue Saint-Ambroise, Paris-11^e.

secrétaires

SOCIÉTÉ RECHERCHE
SECRÉTAIRE JURIDIQUE

Formation : DUT ou DRGT des affaires. Salaires suivant capacité. Envoyer C.V. : Ets D. JACQUEMIN, 44, av. de la République, 92320 Châtillon.

Chiffre 150

RE

Gouvernement prépare réforme de la Bourse

Les clients qu'en vertu d'une loi écrite. Ils devront se soumettre à l'indépendance de la Commission de la circulation des valeurs mobilières.

Plusieurs dispositions de la loi de 1965 ont été abrogées. Les opérations de la Bourse ne sont plus soumises à l'approbation de la Commission de la circulation des valeurs mobilières. Le projet de loi définit les personnes susceptibles de détenir des informations privilégiées, dit de réaliser, directement, des opérations de titres. Des peines d'amende (deux mois à deux ans) et des amendes sont prévues pour ceux qui ne respectent pas ces interdictions. Les informations volontaires des dirigeants des sociétés cotées à la Bourse seront « pénalisées » des infractions de type que pourraient commettre leurs salariés.

Enfin, le projet de loi renforce les pouvoirs de la Commission de la Bourse, la COB. Elle sera l'Autorité des Bourses, elle statuera sur les règlements, elle pourra convoquer et sanctionner toute personne susceptible de fournir des informations sur les affaires dont elle est au secret professionnel ou qui s'y oppose. Enfin, la COB déposera ses conclusions et conclusions des autorités judiciaires de poursuites ou de sanction en cause la protection de l'épargne investie en valeurs mobilières. Ce projet de loi est l'objet d'une concertation avec les professionnels de la Bourse. Le ministre de l'Économie se propose de le déposer à l'Assemblée nationale avant la fin de la session, pour début l'automne.

ERIK IZRAËL

ISOLATION

AREBAT

ISOLATION EXTERIEURE

RAVALEMB

15 rue de la République
91400 MONTISSY
Tél. : 01 69 20 00 00

COMMUNICATION

Le 15 mai de 20h à 22h30

WIT-HYPNOSE & HYPNOSE

17 à 23-24

VIVRE SANS TABAC

4 rue de la République
91400 MONTISSY
Tél. : 01 69 20 00 00

CRISTAL VIVE

AU LIEU DE LA SUB

ANGLAIS-FRANÇAIS

MAIEM-ESPAGNOL

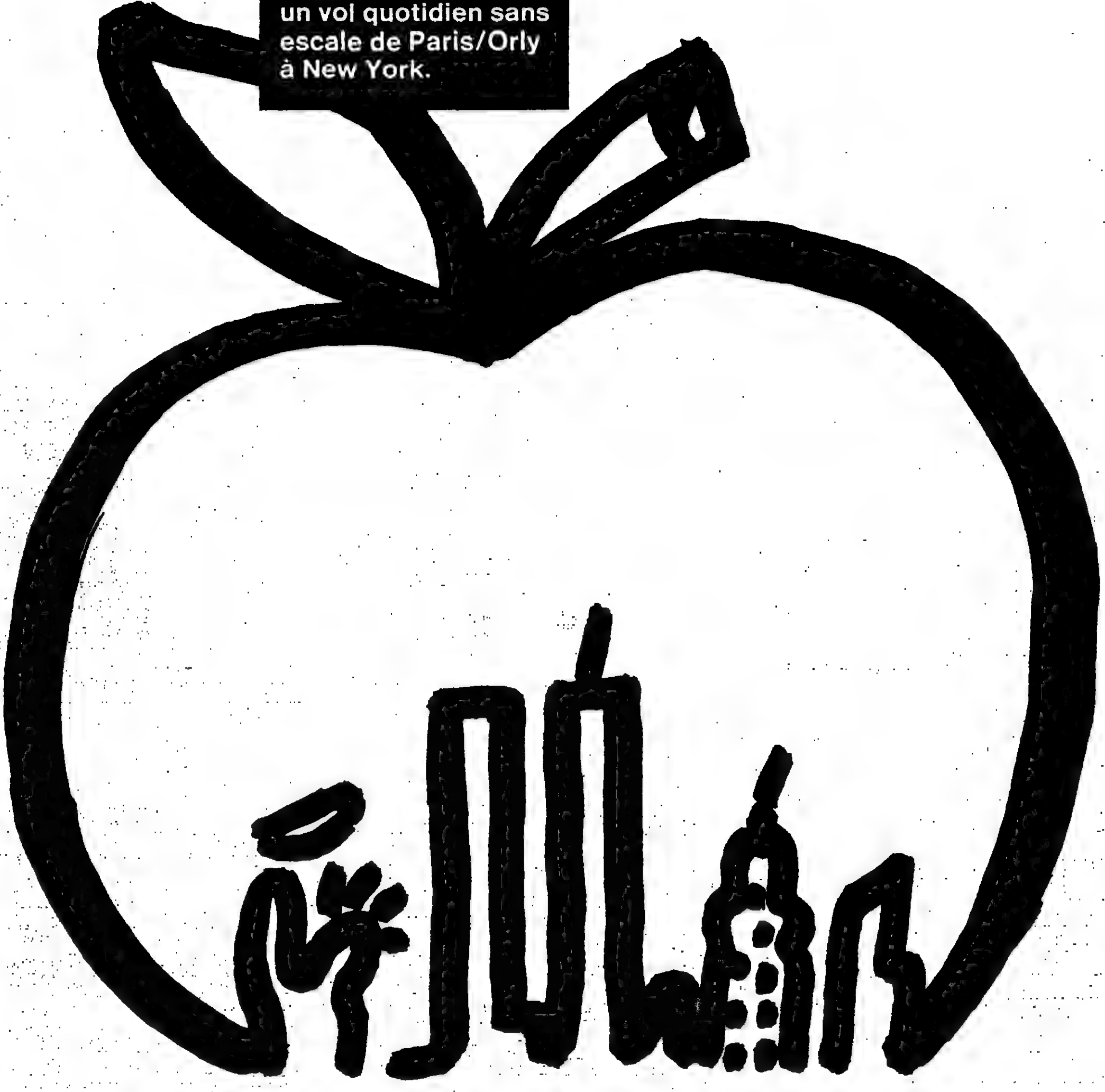
STAGE 100%

Orléans-France

En 6 pr. ANG-EN-CE

en 6 pr. ANG-EN-CE

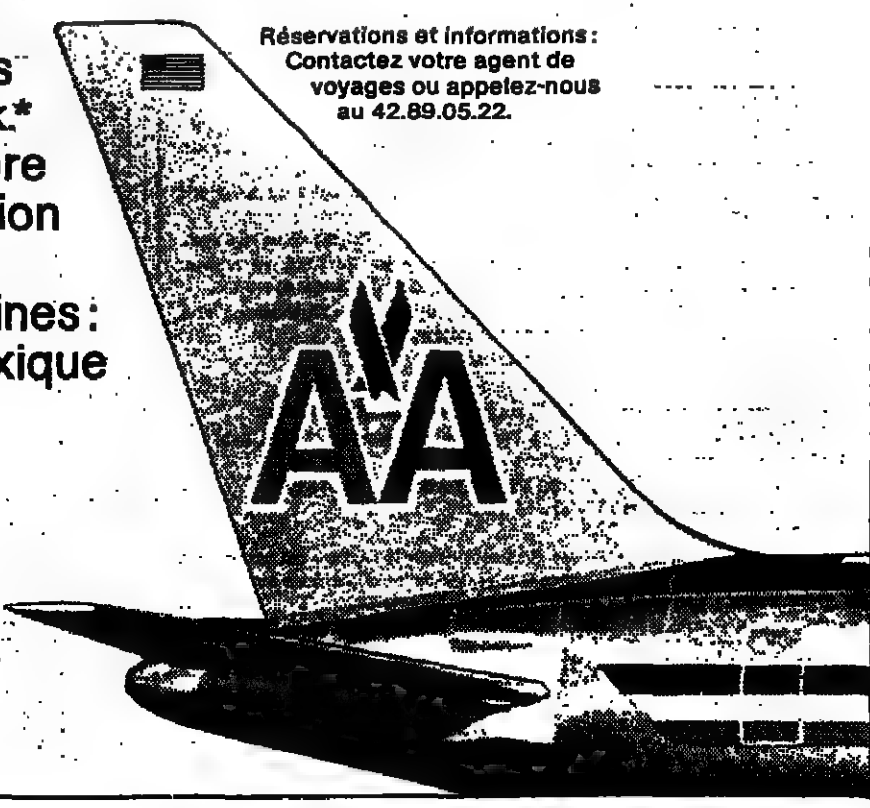
American Airlines :
à partir du 8 mai,
un vol quotidien sans
escale de Paris/Orly
à New York.



A partir du 8 Mai American Airlines assure tous les jours un vol sans escale de Paris/Orly à New York.* Une fois aux U.S.A., nous avons notre propre terminal : vos formalités de douane et d'immigration seront ainsi faciles et rapides.

Vous pourrez bénéficier du réseau American Airlines : plus de 200 villes desservies aux U.S.A., Canada, Mexique et Caraïbes.

* Sous réserve d'approbation gouvernementale.



Réervations et informations :
Contactez votre agent de
voyages ou appelez-nous
au 42.89.05.22.

American Airlines "The American Airline"™
La Compagnie typiquement Américaine.

La mode est là !

Economie

REPÈRES

Productivité

Rebond aux Etats-Unis

Après six mois de déclin, la productivité américaine a augmenté de 1,7 % en rythme annuel, durant le premier trimestre, annonce le département du travail.

Cette remontée intervient après une baisse de 1,5 %, toujours en rythme annuel, durant le dernier trimestre 1986, selon les chiffres révisés du ministère. Elle est due, essentiellement, à une stabilité des salaires qui, en termes réels, n'ont progressé que de 0,1 % au cours des trois premiers mois de l'année, la plus faible hausse depuis le printemps 1984. En revanche, la production des biens et services des entreprises non agricoles, qui intervenait pour les trois quarts dans l'activité économique des Etats-Unis, a augmenté de 5,4 % durant la même période.

Pour sa part, l'Association nationale des directeurs d'achat, regroupant les responsables de deux cent cinquante sociétés, annonce que la production industrielle s'est légèrement accrue en avril.

Privatisations

La Turquie suit le mouvement

Le gouvernement turc a dévoilé, le lundi 4 mai, son programme de privatisations, qui devrait entrer en application à l'automne. L'Etat va vendre ses participations dans vingt-deux entreprises, dont Tofas, la filiale turque de Fiat, et Petkim, une importante unité pétrochimique. Cinq usines de la société nationalisée de ciment Turhan devraient également retourner au secteur privé, suivies, dans une seconde étape, par la chaîne hôtelière Turhan. Dans un premier temps, le gouvernement vendra ses actions dans les entreprises déjà cotées à la Bourse d'Istanbul.

SOCIAL

Accord sur l'aménagement du temps de travail à EDF-GDF

Après négociation, la direction d'EDF-GDF vient de soumettre aux organisations syndicales deux textes sur l'aménagement et sur l'aménagement du temps de travail, issus de l'accord social du 12 janvier. Déjà signataires de ce premier engagement, les fédérations CFDT, FO, CFTC et CGC devaient parapher les documents ce mardi 5 mai. Syndicat majoritaire à EDF-GDF, la CGT devait confirmer son refus.

Premier du genre dans une entreprise publique, le texte sur l'aménagement du temps de travail est le plus original. Il lie l'aménagement du temps de travail à la réduction du temps de travail. La suppression dans les horaires de travail devrait permettre l'amélioration de la productivité et de la qualité du service. Des facilités de fonctionnement sont prévues, notamment pour les services en contact avec la clientèle. Localement, de nouvelles amplitudes de travail pourront être négociées en échange de crédits d'heures.

La semaine raccourcie concerne plus particulièrement les activités intéressées par un allongement de la durée journalière de travail. Elle permettra une répartition de la durée hebdomadaire sur quatre jours ou quatre jours et demi et donnera lieu à une compensation en temps forfaitaire de deux heures par semaine (trente-six heures travaillées au lieu de trente-huit).

Les horaires par relais intéresseront les agents travaillant en équipes et s'appliqueront sur une amplitude hebdomadaire maximale de quarante-trois heures. La compensation hebdomadaire sera de vingt-six minutes. Au-delà du minimum d'amplitude, une compensation supplémentaire de douze minutes par heure est prévue. Toute heure travaillée le samedi donnera lieu à une compensation en temps de 50 %.

Les horaires décalés visent les agents acceptant l'aménagement individuel du temps de travail afin de permettre une présence plus grande à leur poste, notamment à l'accueil. Ils s'accompagnent d'une compensation d'heure de 40 %.

Assurance-maladie

La dernière phase du plan d'économies est entrée en application

SOCIÉTÉ HOLDING ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Les actionnaires de la Société holding économique et financière, réunis le lundi 27 avril 1987 en assemblée générale ordinaire sous la présidence de M. Robert Carvallo, ont approuvé les comptes de l'exercice 1986 ainsi que la proposition du conseil de mettre en paiement un dividende net de 2,20 francs par action.

Il est ensuite, réuni en assemblée générale extraordinaire, autorisé le conseil à augmenter, en une ou plusieurs fois et sur ses seules décisions, le capital social de 64 790 000 jusqu'à un montant nominal maximal de 1 500 000 000.

Le conseil d'administration, réuni à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire et faisant usage de l'autorisation qui vient de lui être accordée par cette assemblée, a décidé :

— d'augmenter le capital social de 64 790 000 F à 971 830 000 F par l'émission au prix de 120 F par action de 9 948 000 actions nouvelles de 95 F nominal chacune, à souscrire en numéraire, contre émission d'actions réservées aux actionnaires qui pourront souscrire à titre irréductible, à raison de quatre actions nouvelles pour une ancienne, et à titre réductible, la valeur d'achat net réel de la SHEF, calculée au 15 avril 1986, et sans tenir compte de l'émission envisagée, ressort à environ 126 F par action ;

— sous réserve de la réalisation de l'opération précédente, d'augmenter le capital social de 971 830 000 F à 1 227 600 000 F par l'incorporation de primes et de réserves d'un montant global de 255 770 000 F et l'élevation du nominal de 10 230 000 actions existantes de 95 F à 120 F.

Il s'agit d'un appel de fonds d'un montant brut de 1 145 760 000 F : le groupe Fargès/GBL, qui détient 73,8 % du capital de la SHEF, a indiqué son intention de souscrire pour sa part, soit un montant d'environ 845 millions de francs.

Les souscriptions et versements seront reçus du 11 mai 1987 au 1^{er} juin 1987 par la Banque de gestion privée SIB, la banque Louis-Dreyfus et la Banque Drouot et Associés.

La note d'information mise à la disposition du public à l'occasion de cette émission a reçu le visa n° 87-139 en date du 28 avril 1987 de la Commission des opérations de Bourse ; cette note sera disponible chez les banques désignées ci-dessus.

Par ailleurs, faisant suite aux délibérations de sa séance du 23 mars 1987, le conseil a discuté d'un projet de fusion de la SHEF avec la Société financière internationale à Paris Parifinance et a donné à son président tous pouvoirs à l'effet de signer un traité de fusion dont il a approuvé les modalités.

Cette opération de fusion, qui serait réalisée par voie d'une absorption de la SHEF par Parifinance, pourrait intervenir dans les prochains mois, la convocation de l'assemblée générale appelée à approuver la fusion étant envisagée dès la réalisation des augmentations de capital dont il a été question ci-dessus.

La parité de fusion retenue, calculée sur la base des valeurs intrinsèques respectives des deux sociétés, est de trois actions Parifinance pour cinq actions SHEF.

Parifinance, après sa fusion avec SHEF, disposerait de plus de 4 milliards de francs propres ; son capital serait détenu par le Groupe Fargès/GBL à hauteur de 50 % environ, le solde étant réparti entre des institutionnels français et étrangers du premier rang et des investisseurs privés.

PENARROYA

ZINC

Les producteurs de zinc européens, Boliden, Olenokamp, Penarroya, Preussag et Vieille Montagne ont décidé de lancer ensemble une étude d'optimisation de leurs capacités minières et métallurgiques, étude qui pourrait conduire, si ses conclusions étaient positives, à un regroupement industriel au sein d'une même entité.

Marchés financiers

PARIS, 4 mai ↓

Morosité

La Bourse n'avait vraiment pas le moral lundi. En baisse de 0,2 %, environ à la petite séance du matin, les valeurs françaises ont par la suite encore un peu creusé l'écart pour céder en fin de séance 0,4 %.

Une fois encore, les questions monétaires faisaient au centre des préoccupations des milieux financiers. En effet, tout le monde estime que les entretiens du président Reagan avec le premier ministre japonais se sont achevés dans l'ambiguïté. Ce qui a provoqué sur les changes une nouvelle glissade du dollar, notamment à Paris. Et ce malgré une hausse généralisée du « prime rate » aux Etats-Unis. Le franc français, lui, a également manifesté des signes de faiblesse.

Tous ces éléments ne créent pas un climat de confiance à la corbeille. Certains experts broient du noir et conseillent d'acheter de l'or, le « seul placement qui soit digne d'intérêt », affirmant-ils. La même jeune « d'ailleurs » accusée une semaine auparavant d'être trop optimiste, l'once gagnant 8 dollars à Paris à 458,30 dollars. Le lingot a pris 1 300 F à 87 600 F et le rapetot 10 F à 531 F.

Le marché obligataire et le MATIF étaient évidemment orientés à la baisse, de trois dixièmes de point environ.

Les achats, il y en avait tout de même, étaient très sélectifs. Géophysique a poursuivi son ascension avec une hausse de 7 %. Unibail a gagné 4,6 %, la certification d'investissement BNP 4 %, La Radiance, Bail Investissement et UCB 3 %.

Parmi les baisses les plus significatives, on relevait le Comptoir des entrepreneurs et Labon - 3,2 %. Soreg a abandonné 3 %, Promodis 2,6 %, Thomson-CSF 2,4 % et la Lyonnaise des eaux 2,2 %.

Nette reprise des mines d'or au comptant des valeurs étrangères. Les japonais étaient orientés à la baisse.

NEW-YORK, 4 mai ↑

Légère progression

Après une séance marquée par des fluctuations contrastées dans les deux sens, Wall Street a finalement clôturé en légère hausse. L'indice Dow Jones gagnait 5,83 points, pour s'établir à 2 286,22, 140,61 millions de titres ont été échangés, contre 160,11 millions à la séance précédente. On relevait 821 valeurs en baisse, 752 en progression et 398 inchangées. Rendes nouveaux par l'évaluation haussière du dollar et des taux d'intérêt, les opérateurs sont restés sur la défensive. Autour du Big Board, on attendait les offres trimestrielles que le Trésor doit effectuer cette semaine. Selon les firmes de courtage, l'étude mensuelle des agents d'achat, qui signale une progression modérée de la croissance économique en avril, a suscité une demande sélective. On notait la progression de Amoco (+ 2 3/8 à 84 1/4), de Gillette (+ 2 1/4 à 58 1/4) et de IBM (+ 2 3/8 à 162 7/8). Parmi les valeurs les plus échangées figuraient American Electric Power (2,8 millions de transactions), Chrysler Corp. (1,96 million) et LTV Corp. (1,62 million).

VALEURS	Cours du 1 ^{er} mai	Cours du 4 mai
Alcoa	47 5/8	48 5/8
A.T.T.	24 1/8	24 5/8
Banque	46 3/8	46 3/4
Chemical Bank	38	38 3/8
Du Pont de Nemours	110 1/4	109 7/8
Eastman	75 7/8	75 1/2
Exxon	82 7/8	83 3/8
Ford	35	35 1/2
General Motors	102 1/8	103 3/8
General Motors	81 7/8	81 7/8
Goodyear	62 3/8	62 7/8
IBM	162 7/8	162 7/8
L.T.T.	24 1/8	24 5/8
McDonald	46 3/8	46 1/2
Merck	41 1/8	41 3/4
Schlumberger	41 1/8	41 3/4
Tesoro	34 3/8	35 7/8
U.S.A. Inc.	30	30
Union Carbide	28 1/2	29
U.S.S. Corp.	81 7/8	82 3/4
Westinghouse	61 7/8	62 3/4
Xerox Corp.	78 1/2	78 5/8

CHANGES

Dollar : 5,914 F ↓

Le dollar a continué de s'affaiblir, le 5 mai, sur des marchés des changes calmes, malgré les interventions de la Bundesbank et de la Banque nationale suisse. Le billet vert valait 5,914 F à Paris (contre 5,94 F), 1,768 DM à Francfort (contre 1,77 DM). A New-York, le dollar s'échangeait à 138,5 cents, tandis que le marché de Tokyo était clos.

FRANCFORT 4 mai 5 mai
Dollar (en DM) .. 1,77 1,768
Tokyo 4 mai 5 mai
Dollar (en yen) .. Cts Cts

MARCHÉ MONÉTAIRE (offres privées)
Paris (5 mai) ... 715/714-1/16
New-York (4 mai) ... 71/8-71/4

INDICES BOURSIERS

PARIS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)
30 avril 4 mai
Valeurs françaises ... 111,3 111,3
Valeurs étrangères ... 114,6 115,1
Cote des agents de change
(base 100 : 31 déc. 1981)
Indice général ... 453,6 452,6

NEW-YORK
(indice Dow Jones)
1^{er} mai 4 mai
Industrielles ... 2 286,22 2 286,22

LONDRES
(indice Financial Times)
1^{er} mai 4 mai
Industrielles ... 1 064,9
Mines d'or ... 444,4
Fonds d'Etat ... 91,96

TOKYO
2 mai 5 mai
Nikkei (Dow Jones) ... 24 809,85 Cts
Indice général ... 2 138,63 Cts

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 4 mai
Nombre de contrats : 15 119

COURS	Jun 87	Sept 87	Déc 87	Mars 88
Dernier	106,45	106,55	106,45	106,25
Précédent	106,65	106,75	106,76	106,25

AUTOUR DE LA CORBEILLE

HAUSSE SENSIBLE DU BÉNÉFICE DU GAN. - Le bénéfice net consolidé du GAN, qui était de 701 millions de francs en 1985, devrait avoir presque doublé en 1986, vient d'indiquer le Groupe des assurances nationales dans un communiqué. Cette performance serait due à la consolidation, pour la première fois, des résultats du Crédit industriel et commercial (dont le GAN détient 34 %) ainsi qu'à un redressement du résultat des filiales d'assurance à l'étranger. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe est estimé à 19,5 milliards de francs en augmentation d'environ 14 %.

BONS RÉSULTATS POUR LA BANQUE RIVAUD. - Le bénéfice net de la Banque Rivaud a progressé, en 1986, de 8,5 %, pour s'établir à 19,1 millions de francs, contre 17,6 millions de francs en 1985. Le total du bilan s'élevait fin 1986 à 3,94 milliards de francs.

"MONNAIE ÉLECTRONIQUE ET SOCIÉTÉ"

Un colloque international organisé par les Éditions Autrement et le Groupement des Cartes Bancaires "CB"

LES 19 ET 20 MAI 1987
Une rencontre de haut niveau sur les nouveaux moyens de paiement et leurs enjeux industriels, financiers et sociaux.

INFORMATIONS : ED. AUTREMENT, 4, RUE D'ENCHEN, 75016 PARIS.
TEL. : 47 01 250

En librairie le 15 avril :
La première grande enquête internationale sur l'argent à l'ère des flux électroniques.
200 P - 75 F - ÉDITIONS AUTREMENT

BOURSE DE PARIS

INDICES	30 AVRIL	4 MAI
INDICE GÉNÉRAL	453,6	452,6
INDICE INDUSTRIEL	111,3	111,3
INDICE ÉTRANGER	114,6	115,1
INDICE AGENTS DE CHANGE	453,6	452,6

Comptant

VALEURS	30 AVRIL	4 MAI
ALCOA	47 5/8	48 5/8
A.T.T.	24 1/8	24 5/8
BANQUE	46 3/8	46 3/4
CHEMICAL BANK	38	38 3/8
DUPONT DE NEMOURS	110 1/4	109 7/8
EASTMAN	75 7/8	75 1/2
EXXON	82 7/8	83 3/8
FORD	35	35 1/2
GENERAL MOTORS	102 1/8	103 3/8
GENERAL MOTORS	81 7/8	81 7/8
GOODYEAR	62 3/8	62 7/8
IBM	162 7/8	162 7/8
L.T.T.	24 1/8	24 5/8
MC DONALD	46 3/8	46 1/2
MERCK	41 1/8	41 3/4
SCHLUMBERGER	41 1/8	41 3/4
TESORO	34 3/8	35 7/8
U.S.A. INC.	30	30
UNION CARBIDE	28 1/2	29
U.S.S. CORP.	81 7/8	82 3/4
WESTINGHOUSE	61 7/8	62 3/4
XEROX CORP.	78 1/2	78 5/8

INDICES	30 AVRIL	4 MAI
INDICE GÉNÉRAL	453,6	452,6
INDICE INDUSTRIEL	111,3	111,3
INDICE ÉTRANGER	114,6	115,1
INDICE AGENTS DE CHANGE	453,6	452,6

VALEURS	30 AVRIL	4 MAI
ALCOA	47 5/8	48 5/8
A.T.T.	24 1/8	24 5/8
BANQUE	46 3/8	46 3/4
CHEMICAL BANK	38	38 3/8
DUPONT DE NEMOURS	110 1/4	109 7/8
EASTMAN	75 7/8	75 1/2
EXXON	82 7/8	83 3/8
FORD	35	35 1/2
GENERAL MOTORS	102 1/8	103 3/8
GENERAL MOTORS	81 7/8	81 7/8
GOODYEAR	62 3/8	62 7/8
IBM	162 7/8	162 7/8
L.T.T.	24 1/8	24 5/8
MC DONALD	46 3/8	46 1/2
MERCK	41 1/8	41 3/4
SCHLUMBERGER	41 1/8	41 3/4
TESORO	34 3/8	35 7/8
U.S.A. INC.	30	30
UNION CARBIDE	28 1/2	29
U.S.S. CORP.	81 7/8	82 3/4
WESTINGHOUSE	61 7/8	62 3/4
XEROX CORP.	78 1/2	78 5/8

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COLAS

Le conseil d'administration de Colas, réuni le 28 avril 1987 sous la présidence de René Augereau, a arrêté les comptes de l'exercice 1986 qui font ressortir un bénéfice net de 40 millions de francs au profit de la société mère contre 14 millions de francs en 1985.

Pour l'ensemble du Groupe, le chiffre d'affaires (ta) s'est élevé à 8,7 milliards de francs, contre 8,3 milliards en 1985. 40 % sont réalisés à l'étranger et contre-meur.

Le bénéfice net consolidé a atteint 140 millions de francs (124 millions de francs hors intérêts minoritaires) contre 84 millions de francs en 1985 (72 millions de francs hors intérêts minoritaires).

La progression provient notamment de la reprise du marché routier dans certains pays et en particulier en France et aux Etats-Unis.

Compte tenu de ces résultats favorables, le conseil d'administration propose à l'assemblée générale ordinaire, qui se réunira le 25 juin 1987, de distribuer un dividende de 20 F par action, contre 10 F l'année précédente, assorti d'un avoir fiscal de 10 F, s'appliquant sur un nombre d'actions augmenté de 20 % par l'exercice de bons de souscription.

Sur la base de données actuellement connues, Colas espère, en 1987, les niveaux de chiffre d'affaires et de résultats atteints par le groupe en 1986 et demeurer le leader de sa spécialité.

SFI

Situation au 31 mars 1987
Valeurs françaises 46,3 %
Valeurs étrangères 44,9 %
Autres actifs 8,8 %
Valeur liquidative 601,32 F
Dividende net attribué en 1987 16,30 F
Rapport de la valeur liquidative au 31/12/1986 578,54 F

Établissements placeurs :
Caisse des dépôts
Chargé Parif/Germe S.A.
Société d'Investissement à Capital Variable

1 Oblig

COURT TERME RÉGULIÈRE DE PREMIÈRE CATÉGORIE

Situation au 31 mars 1987
Actif net (millions de F) : 345,3
Répartition de l'actif net :
• obligations françaises 71,4 %
• autres actifs 28,6 %
Valeur liquidative (F) : 10343,00

Établissements placeurs :
Caisse d'Épargne Écroul, Trésor Public, Caisse des dépôts
Société d'Investissement à Capital Variable

FONSICAV

COURT TERME RÉGULIÈRE DE PREMIÈRE CATÉGORIE

Situation au 31 mars 1987
Actif net (millions de F) : 5329,4
Répartition de l'actif net :
• obligations françaises 46,7 %
• autres actifs 53,3 %
Valeur liquidative (F) : 10505,18

Établissements placeurs : Trésor Public, Caisse des dépôts
Société d'Investissement à Capital Variable

Op. Div. 150

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Les réactions aux propositions de M. Gorbatchev sur le désarmement. 6 La fin de la visite de M. Marchais en URSS. 8 Israël : le débat sur la conférence de paix. 7 La rencontre Chadi-Hassan II.	10 Un sondage SOFRES sur l'image du Front national. 11 La désignation du candidat communiste. — M. Mitterrand cible principale de M. Barre. DÉBATS 2 L'option zéro.	12 Klaus Barbie devant les assises du Rhône. 13 L'affaire du Carrefour du développement. 14 Jean-Paul II lance un appel au réveil religieux de l'Europe.	15 Cinéma : L'été en pente douce. — Musique : Aké à Louxor. 16 La chronique de Bernard Frank. 17 Communication : le malaise à TF 1.	30 Une nouvelle usine Gervais-Danone dans l'Isère. 32 Le plan de réforme de la Banque mondiale. 34 Accord sur l'aménagement du temps de travail à EDF-GDF. 34-35 Marchés financiers.	Radio-télévision 19 Annonces classées .. 24 à 30 Carnet 20 Météorologie 19 Mots croisés 19 Loto sportif 19 Spectacles 18	● Chauffards : rebondissements dans l'affaire Cellier (JOUR). ● Réquisitions accablantes pour Nuclé (CHA). ● 137 millions de francs pour Paris (PARIS). Actualité Sports International. Bourse. Météo. Immobilier. 36-15 Tapez LEMONDE

LIBAN : la démission du premier ministre

Le gouvernement de M. Karamé symbolisait la paralysie du pays

BEYROUTH
de notre correspondant

En démissionnant, le lundi 4 mai, le chef du gouvernement libanais, M. Rachid Karamé, a pris le monde de court — y compris, affirme-t-on à Beyrouth-Est (en secteur chrétien), les Syriens, même si on a peine à le croire, tant les liens de M. Karamé avec Damas sont étroits.

Harcelé par le camp chrétien, notamment par sa milice, les Forces libanaises, et par M. Camille Chamoun, attaqué avec violence au sein même du camp musulman, notamment le 1^{er} mai par M. Walid Joublani, M. Karamé, pourtant maître dans l'art de l'esquive, a réagi comme on s'y attendait le moins : en claquant la porte.

Il est possible que son attitude aggrave une crise déjà compliquée à souhait en créant un vide très difficile à remplir. Beaucoup le craignent à Beyrouth. Les détracteurs de M. Karamé et de son « obstruclisme », selon leur terme, estiment, au contraire, que son départ pourrait déboucher une situation sans issue, depuis un an et demi que lui-même et les ministres musulmans boycottent le président de la République chrétien, M. Amine Gemayel.

On ne peut exclure, non plus, que cette démission-surprise ne change pas grand-chose à la situation et consacre un état de fait. M. Karamé continuait à expédier les affaires courantes — lui-même et ses ministres ne font actuellement rien d'autre, et encore... — sans désormais se voir réclamer une démission puisque c'est déjà fait. Ne s'est-il pas placé durant six mois dans cette

situation en 1969 et ne s'y est-il pas senti fort à l'aise ?

Tout en annonçant qu'il se retirait « pour ouvrir la voie au sauvetage du pays », M. Karamé a en réalité donné le ton de la situation qui risque de prévaloir à présent, en refusant de présenter sa démission au chef de l'Etat, M. Gemayel. Ce qui est une façon de perpétuer, même en démissionnant, son boycottage de ce dernier. « J'ai présenté ma démission au peuple, cela suffit », a-t-il sèchement répondu à ce sujet.

Curieux gouvernement, au demeurant, constitué le 30 avril 1984 sur le thème de « l'unité nationale », incluant les principaux chefs des milices. Les ministres n'ont cessé de se battre entre eux, non seulement selon le clivage traditionnel chrétien-musulman, mais aussi entre musulmans et entre chrétiens. Il ne s'est pas réuni depuis le 17 octobre 1985. Pis : les ministres musulmans et un chrétien opposant s'étaient constitués, en quelque sorte, en contre-gouvernement. Le cabinet Karamé symbolisait la paralysie du pays et son effritement et l'aggravait. Personne ne le regretterait s'il ne risquait de se révéler irremplaçable.

Le président Gemayel n'a encore fait aucun commentaire. Il sait bien que l'évolution de cette nouvelle donne de la crise dépend de l'attitude qu'adopteront Damas, où les ministres musulmans sont d'ailleurs attendus incessamment. M. Karamé avait déjà été amené à retirer une première démission — en avril 1985 — par les autorités syriennes, qui n'en voulaient pas.

LUCIAN GEORGE.

Un sommet irako-syrien se serait tenu en Jordanie

Une rencontre aurait eu lieu, le lundi 27 avril, en Jordanie, entre le président syrien Assad et le président irakien Saddam Hussein.

S'il est encore trop tôt pour mesurer exactement les conséquences, la rencontre syro-irakienne au plus haut niveau constitue en soi une évolution importante sur la scène proche-orientale. Confirmé de plusieurs sources, malgré un démenti jordanien, ce sommet entre les présidents Saddam Hussein d'Irak et Assad de Syrie, qui s'est tenu en Jordanie, aurait été précédé le dimanche 26 avril d'une réunion à quatre entre le roi Hussein de Jordanie, le prince Abdallah, prince héritier d'Arabie saoudite, les présidents syrien et irakien.

La présence du prince Abdallah, connu pour ses très bonnes relations avec la Syrie — il avait précédé le roi Hussein de Jordanie à la cérémonie de la signature du traité de paix entre la Syrie et Israël — et celle du prince Charles d'Angleterre après la rupture entre Londres et Damas en novembre dernier, et ne passe pas pour être un favori des Etats-Unis, — est significative. En effet, alors que le roi Hussein de Jordanie s'efforce de favoriser depuis plusieurs mois un rapprochement syro-irakien, l'Arabie saoudite voit d'un mauvais œil l'opération une telle réconciliation en dehors de son patronage.

Selon *Al Qabas*, journal jordanien, qui cite un « haut responsable saoudien », la rencontre entre les deux présidents a duré cinq heures, et plusieurs sujets ont été abordés. Bien évidemment, la guerre du Golfe, dans laquelle Damas appuie l'Irak, a constitué le nouveau cœur de la discussion. M. Karamé, qui a été amené à retirer une première démission — en avril 1985 — par les autorités syriennes, qui n'en voulaient pas.

LUCIAN GEORGE.

● TUNISIE : les autorités

confirment l'interpellation de M. Chamary, — interrogé par AFP à Tunis, une source tunisienne autorisée a confirmé, le lundi 4 mai, que M. Khémal Chamary, vice-président de la Fédération internationale des droits de l'homme et secrétaire général de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, avait été interpellé « à la suite d'une commission rogatoire pour propagation de fausses nouvelles ». Cette source n'a fourni aucune indication sur l'état de la procédure en cours.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 5 mai

Repli : - 0,15 %

La Bourse de Paris a de nouveau cédé du terrain, perdant 0,15 % dans la matinée du 5 mai. Parmi les plus fortes hausses figuraient Géophysique (+ 5,6 %), Louis Vuitton (+ 1,3 %), Printemps (+ 1,1 %), UCB (+ 0,9 %). Au bail investissent (+ 0,9 %). Au bail investissent (+ 0,9 %). Au bail investissent (+ 0,9 %).

Valeurs françaises

	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	524	520	518
Agence Havas	2300	2305	2305
Air Liquide (L)	717	718	716
Banque (C)	778	778	778
Bouygues	2940	2940	2940
Bouygues	1298	1278	1289
B.S.N.	5190	5180	5180
Carrefour	2895	2890	2895
Chargem S.A.	1885	1885	1885
Club Méditerranée	661	655	661
Elf (R)	1490	1485	1485
EL-Agache	357	355	357
Emile	3278	3280	3280
Lafarge-Capelle	1718	1718	1708
Lyon, des Sins	1845	1845	1855
Michèle	3030	3030	3050
Midi (C)	1550	1570	1553
Midi-Hennay	2480	2483	2480
Hung, Mitter	1130	1130	1120
Oréal (L)	4450	4470	4470
Paroche-Ricard	1115	1112	1112
Pugnot S.A.	1640	1648	1644
Sabot-Gobelin	453	455	455
Suez	885	885	885
Suez Parler	762	758	758
Télécoms	3250	3190	3190
Thomson-C.S.B.	1835	1830	1827
Tout-C.F.P.	510	510	514
T.S.T.	2300	2300	2320
Vallo	516	516	516

CLUB des 10
OUVERT LE DIMANCHE
et le 8 MAI

LIQUIDATION
DES STOCKS
AU PRIX DE REVIENT

COUTURE HOMMES ET FEMMES

Bolma, Dior, Lapidus... Costume ... 895 F
Veste ... 695 F
Robe ... 400 F

PARIS (8^e) : 58, Fbg SAINT-HONORE, 42.66.43.61 (1^{er} ÉTAGE)
ST-GERMAIN-EN-LAYE (78) : 60 bis, RUE DE PARIS, (1^{er} ÉTAGE)
LYON (2^e) : 5, RUE DES ARCHERS, 78.42.29.99 (1^{er} ÉTAGE)

LES ENSEIGNANTS AMATEURS D'APPLE
CHOISISSENT LES - 35 %
D'INTERNATIONAL COMPUTER
INUTILE DE GASPILLER SON

Un Macintosh Plus
14.990 F TTC*



INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières

Offre exclusivement réservée aux établissements d'enseignement et aux enseignants
* 25, rue du Renard Paris 4 • 42 72 26 26
* 64, av. du Prado Marseille 8^e • 91 37 25 03

DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
PANTALONS
MESURE
A partir de 700 F
COSTUMES
MESURE
A partir de 2150 F

NOUVELLE COLLECTION
3 000 tissus
Luxueuses draperies
anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
PARFESSUS sur MESURE
UNIFORMES et DRAPES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

Le numéro du « Monde »
daté 5 mai 1987
a été tiré à 517 531 exemplaires

Préservez votre dos
fragile avec **Pirella**
sommier
articulé à lattes de bois
DEMANDEZ CONSEIL
A VOTRE MÉDECIN
CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
37, Ave. de la République 75011 PARIS
Tél. 43-57-40-35 • Métro : PARMENTIER

PARIS/NEW YORK
2650 F
REPUBLICQUE TOURS
Prix aller-retour
sur vols réguliers
de 10
10 places
quotidiennes sur
l'Amérique du Nord.
*Vols réguliers
soumis à certaines conditions
d'utilisation (marché, escale, etc.)
Tél. : 1-43 55 39 30
1, Av. de la République
75011 Paris.

Après la condamnation d'un automobiliste
Un magistrat de Versailles critique le comportement de la mère d'Anne Cellier

Dans une interview publiée mardi 5 mai par le *Quotidien de Paris*, M. Robert Sévénier, président à la cour d'appel de Versailles, commente les prestations, les menaces et même les insultes qui sont parvenues à la cour d'appel de Versailles après la condamnation du jugement prononcé en première instance et condamnant à un an de prison avec sursis M. Michel Barraud, qui, sous l'emprise de l'alcool, avait provoqué la mort d'Anne Cellier, vingt-deux ans, dans un accident de la route.

« Que chacun, déclare M. Sévénier, joue son rôle et reste à sa place. L'affaire du justiciable est d'être jugé, non de se mettre à la place du juge. M^{me} Christiane Cellier n'a jamais cessé d'être habitée par la haine et la violence. J'avoue avoir ressenti quelque mépris pour cette femme qui avait un peu trop tendance à se prendre pour Zorro. »

A la question de savoir si, saisi par la garde des sceaux, la cour d'appel avait voulu, en confirmant le jugement de première instance, manifester son indépendance à l'égard de M. Chalandon, M. Sévénier répond notamment : « Pas plus que nous n'avons cédé à la pression de l'opinion publique, pas plus nous

n'avons voulu manifester, par principe, notre indépendance vis-à-vis du pouvoir politique. Ceci étant, qu'un garde des sceaux intervienne directement et personnellement dans une décision de justice, c'est un cas que l'on ne trouve qu'une fois tous les deux ou trois siècles. »

M. Sévénier ajoute que l'affaire Michel Barraud n'était pas « une affaire significative, du moins dans les circonstances de l'accident (...). Michel Barraud n'est à l'évidence ni un ivrogne ni un assassin et a lui-même beaucoup souffert de ce drame. »

Le président à la cour d'appel conclut : « Malgré le garde des sceaux et la famille Cellier, malgré la presse et l'opinion publique, malgré les lettres et les coups de fil, l'affaire ne m'a jamais empêché de dormir. »

LE MONDE
diplomatique

de mai
EST PARU

JOURNÉE NATIONALE
DU SOUVENIR

FRANÇAISES et FRANÇAIS
LE 8 MAI
ACHETEZ LE
BLEUET de FRANCE

Emblème des Anciens Combattants
et Victimes de la Guerre
AU PROFIT des VEUVE - ORPHELINS
et ASCENDANTS

d'espoir
les juifs
bibliques

Un témoin

La semaine dernière, le monde a été ébranlé par la nouvelle que le président syrien Hafez Assad avait démissionné. Cette annonce a été accueillie avec une certaine surprise, car elle venait d'un homme qui avait passé sa vie à jouer le rôle de l'homme fort du pays. Cependant, il est difficile de juger de la sincérité de cette démission, car Assad a toujours été connu pour sa duplicité et son manque de scrupules.

Le président syrien Hafez Assad a démissionné. Cette annonce a été accueillie avec une certaine surprise, car elle venait d'un homme qui avait passé sa vie à jouer le rôle de l'homme fort du pays. Cependant, il est difficile de juger de la sincérité de cette démission, car Assad a toujours été connu pour sa duplicité et son manque de scrupules.

Après la condamnation d'un automobiliste, un magistrat de Versailles critique le comportement de la mère d'Anne Cellier. Cette affaire a suscité beaucoup d'attention, car elle met en lumière les tensions entre la justice et l'opinion publique. Le magistrat en question s'exprime avec une certaine sévérité à l'égard de la mère de la victime, ce qui a été perçu comme une prise de position.

Après la condamnation d'un automobiliste, un magistrat de Versailles critique le comportement de la mère d'Anne Cellier. Cette affaire a suscité beaucoup d'attention, car elle met en lumière les tensions entre la justice et l'opinion publique. Le magistrat en question s'exprime avec une certaine sévérité à l'égard de la mère de la victime, ce qui a été perçu comme une prise de position.

Le problème des réfugiés est une question complexe qui nécessite une approche globale. Les pays d'accueil doivent travailler en étroite collaboration avec les organisations internationales pour garantir la protection et l'intégration des réfugiés. Il est également important de s'attaquer aux causes profondes du déplacement de population, telles que les conflits armés et la persécution.

Le problème des réfugiés est une question complexe qui nécessite une approche globale. Les pays d'accueil doivent travailler en étroite collaboration avec les organisations internationales pour garantir la protection et l'intégration des réfugiés. Il est également important de s'attaquer aux causes profondes du déplacement de population, telles que les conflits armés et la persécution.

Le problème des réfugiés est une question complexe qui nécessite une approche globale. Les pays d'accueil doivent travailler en étroite collaboration avec les organisations internationales pour garantir la protection et l'intégration des réfugiés. Il est également important de s'attaquer aux causes profondes du déplacement de population, telles que les conflits armés et la persécution.

Le problème des réfugiés est une question complexe qui nécessite une approche globale. Les pays d'accueil doivent travailler en étroite collaboration avec les organisations internationales pour garantir la protection et l'intégration des réfugiés. Il est également important de s'attaquer aux causes profondes du déplacement de population, telles que les conflits armés et la persécution.

Le problème des réfugiés est une question complexe qui nécessite une approche globale. Les pays d'accueil doivent travailler en étroite collaboration avec les organisations internationales pour garantir la protection et l'intégration des réfugiés. Il est également important de s'attaquer aux causes profondes du déplacement de population, telles que les conflits armés et la persécution.

Le problème des réfugiés est une question complexe qui nécessite une approche globale. Les pays d'accueil doivent travailler en étroite collaboration avec les organisations internationales pour garantir la protection et l'intégration des réfugiés. Il est également important de s'attaquer aux causes profondes du déplacement de population, telles que les conflits armés et la persécution.